

Rapport d'activité 2010

SOMMAIRE

Préface	7
Introduction : Quelques résultats saillants des travaux du CEPII ..	9
 POLITIQUES COMMERCIALES	15
Mondialisation et commerce international	16
L'impact de l'accèsion de la Chine à l'OMC sur les exportations françaises	16
Déterminants et prévalence de l'évasion fiscale en douane	17
Développements du modèle MIRAGE	17
Politiques commerciales et hétérogénéité des firmes	18
Protection et régionalisme	18
Accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Corée du Sud	18
MAcMap-HS6 2007	19
Accord bilatéral, produits sensibles et comportements de prix	20
Conséquences du marché unique pour l'Union européenne et le Royaume-Uni	20
Évaluation d'un accord de libre-échange UE-Mercosur	21
IDE et commerce international	21
 ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL	25
Les bases de données internationales	25
CHELEM – CIN	25
CHELEM – PIB	26
CHELEM – BAL	26
BACI	26
Prix du commerce international	26
Base de valeurs unitaires	27
Élasticités-revenu et gammes du commerce	28
Le rôle des services dans la mondialisation	28
La participation des firmes françaises au commerce international de services	28
L'impact de l' <i>outsourcing</i> de services sur les performances des firmes industrielles	29
Le rôle des grossistes dans les échanges internationaux	30
Stratégies d'internationalisation et performance des firmes	30

SOMMAIRE

Les déterminants de la compétitivité	31
Ventes locales et exportation : une évaluation des contraintes de capacité de financement	31
Concurrence en prix et en qualité	32
 CROISSANCE, INTÉGRATION ET DÉVELOPPEMENT	35
Croissance à long terme	36
Étude prospective sur la croissance mondiale de long terme (horizon 2050)	36
Transitions de régimes de productivité dans trois grandes économies avancées : Allemagne, France et Royaume-Uni	37
Panorama de l'économie mondiale	38
Pays émergents	38
Finance et développement des entreprises	38
<i>Effets des réformes bancaires sur la capacité des firmes indiennes à adopter des technologies étrangères</i>	38
<i>Développement financier et performance à l'exportation en Chine</i>	39
Commerce et modèle de croissance en Chine	40
<i>Performances commerciales de la Chine : miracles et mirages ...</i>	40
<i>Rééquilibrage de la croissance chinoise : implications pour les échanges extérieurs</i>	40
Effets d'agglomération et rôle des firmes étrangères en Chine	41
Migrations internationales : assimilation et intégration dans les pays d'accueil	42
 MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES	45
Les conséquences de la crise financière	46
Conséquences économiques et sociales de la crise	46
<i>Crise boursière et retraite par capitalisation</i>	46
<i>Vers un nouveau modèle socio-économique ? Le cas du Japon..</i>	47
Le SMI face à la crise : l'ancrage des monnaies au dollar est-il remis en cause?	47
Les contrôles de capitaux	48
La vulnérabilité des systèmes financiers des pays d'Amérique latine suite à la crise	49
Les stratégies de sortie de crise	50
Déséquilibres mondiaux et système monétaire international	51
Taux de change et déséquilibres mondiaux	51
Évolution du système monétaire international	52

SOMMAIRE

Pays émergents et choix du régime de change	53
<i>Risque de change et risque de défaut</i>	53
<i>Effets de l'adoption du ciblage d'inflation sur l'incidence du taux de change dans les pays émergents</i>	53
Investissements directs Sud-Sud	54
La finance au service de la croissance et du développement durable	54
Quelles activités financières pour une croissance durable?	54
<i>L'impact de la crise sur les places financières</i>	54
<i>La régulation des hedge funds</i>	55
<i>Les marchés dérivés sont-ils dangereux ?</i>	56
<i>Procyclicité du crédit et concurrence dans le secteur bancaire</i> ..	56
Finance et responsabilité sociale des entreprises	57
<i>Les marchés financiers face aux catastrophes environnementales</i> ..	57
<i>L'investissement socialement responsable</i>	58
Finances publiques	58
Évolution des dettes publiques : une analyse prospective	58
Réformes fiscales et structurelles	59
<i>Évaluation d'une proposition de réforme du calcul des retraites en France</i>	59
<i>TVA en économie ouverte : une analyse des prix du commerce</i> ..	60
Développement du modèle INGENUE	61

LES ANNEXES

Annexe 1 : Les publications du CEPII	65
Annexe 2 : Les <i>Documents de travail CEPII</i> et Les <i>Rapports d'étude du CEPII</i>	77
Annexe 3 : Le site Internet du CEPII	95
Annexe 4 : Publications hors CEPII	103
Annexe 5 : Articles signés dans la presse, interviews - Le CEPII dans les médias	113
Annexe 6 : Rapports et travaux pour des institutions publiques et des fondations	135
Annexe 7 : Rencontres organisées (ou co-organisées) par le CEPII ..	139
Annexe 8 : Communications et interventions à des colloques et à des séminaires	175
Annexe 9 : Participation à des groupes de travail, comités de lecture et comités d'experts	185
Annexe 10 : Relations internationales du CEPII	189

PRÉFACE

Cette année encore, l'actualité économique internationale a été riche et le CEPII s'est activé à la fois pour réagir à cette actualité et pour fournir les analyses de fond permettant d'en dégager les grands enjeux. Le Centre a en particulier proposé des analyses originales sur la crise brève mais profonde du commerce mondial, à la fin de l'année 2008 et au début de 2009, sur le basculement accéléré de l'économie mondiale en sortie de crise, le rééquilibrage de l'économie chinoise, le développement du commerce de services, le fractionnement des chaînes de production, les gains microéconomiques à l'ouverture commerciale, l'endettement public et la crise de la zone euro. En prévision de la présidence française du G20, en 2011, le CEPII a aussi engagé des travaux de fond sur le système monétaire international.

En parallèle à ce programme déjà chargé, le CEPII a poursuivi le développement de ses bases de données et de ses modèles. En particulier, une nouvelle base de données de valeurs unitaires du commerce a été mise au point, tandis que le modèle Mirage se voyait adjoindre un nouveau module d'investissement direct étranger.

La production écrite du CEPII s'est avérée très abondante en 2009, avec en particulier 33 documents de travail et 90 publications dans des revues (dont 44 dans des revues à comités de lecture). La pertinence et l'aura du CEPII sont fondamentalement ancrées dans cette recherche validée par la communauté scientifique internationale. Le CEPII a, par ailleurs, organisé de nombreuses conférences et réunions de travail en 2010, certaines en collaboration avec le Club du CEPII ou avec d'autres partenaires en France et à l'étranger (notamment l'ICRIER de New Delhi). Et le site internet a enregistré plus de deux millions de pages "vues", pour plus de 300 000 visiteurs "uniques". Saluons cette présence du CEPII auprès de publics variés, du monde de la recherche à celui de l'entreprise, en France et dans le monde.

Toute l'équipe du CEPII se joint à moi pour vous souhaiter une excellente lecture de ce rapport d'activité 2010.

Jean Lemierre
Président du Conseil du CEPII

INTRODUCTION*

QUELQUES RÉSULTATS SAILLANTS DES TRAVAUX DU CEPII
EN 2010

Les recherches du CEPII en 2010 ont de nouveau été marquées par la crise économique et financière mondiale. Le programme **Monnaie et finance internationales** a été particulièrement mis à contribution. Plusieurs travaux ont directement porté sur les conséquences de la crise. Cette crise s'est traduite à court terme par une chute de la croissance et une augmentation du chômage. Mais les travaux du CEPII ont surtout mis en avant les changements structurels à moyen-long terme, qu'il s'agisse des conséquences sur l'industrie financière (dont le centre de gravité se déplace vers l'est, au détriment de Wall Street et de La City), de l'équilibre des systèmes de retraite (mis à mal par les chocs démographiques, mais également par les pertes en patrimoine) ou de la soutenabilité des déficits publics.

Traditionnellement, le programme MFI s'intéresse de près au système monétaire international. Cette année, il a surtout été question des déséquilibres mondiaux. Les travaux du CEPII suggèrent que la contribution de la Chine à la réduction des déséquilibres dépendra moins de l'évolution de son régime de change que de la levée de ses contrôles de capitaux et des réformes structurelles pouvant réduire le taux d'épargne agrégé du pays. Compte tenu des évolutions économiques, le CEPII s'attend, à moyen-long terme, à une évolution du système monétaire international vers un système multipolaire (dollar, euro, yuan) qui pourrait permettre de limiter les désajustements des taux de change et l'asymétrie des efforts de rééquilibrage, au prix d'une plus grande volatilité des changes à court terme. Les économistes du CEPII font, par ailleurs, ressortir les avantages d'une taxe sur les activités financières et défendent l'utilisation raisonnée des contrôles de capitaux.

Le programme MFI a également abordé le thème de la responsabilité sociale des entreprises. Il ressort notamment de ces travaux que la sanction des marchés financiers en cas d'accident industriel majeur n'est généralement pas suffisante pour contraindre les entreprises à prendre des mesures significatives en faveur de la protection de l'environnement. Enfin, soulignons les travaux du programme MFI sur les investissements directs étrangers Sud-Sud qui font état d'une volonté forte des pays émergents d'accéder aux ressources naturelles, y compris dans des pays où les obstacles institutionnels (corruption, non-respect des droits de propriété, ...) limitent généralement les investissements.

Le programme **Analyse du commerce international** a, de son côté, analysé très attentivement la crise brutale mais de courte durée du commerce mondial. Il ressort que les pays spécialisés dans les exportations haut de gamme sont plus sensibles aux fluctuations de la conjoncture internationale, car les élasticités-revenu des exportations sont plus élevées pour les variétés haut de gamme que pour le bas de gamme. Ce constat, réalisé à l'occasion de la crise, confirme que la compétitivité-

* Ce document a été approuvé lors du Conseil du CEPII du 14 mars 2011.

prix reste un élément essentiel des performances à l'exportation des entreprises, même dans les secteurs et les pays fortement spécialisés dans les productions haut de gamme: en fléchissant, la demande tend à se reporter sur les variétés les moins onéreuses.

Par ailleurs, les travaux du programme ACI en 2010 apportent des éclairages nouveaux et importants sur l'impact de l'internationalisation des firmes. Ils montrent que les investissements français à l'étranger ne sont pas forcément associés à des destructions d'emplois (au contraire, les entreprises qui investissent à l'étranger bénéficient, dans la majorité des cas, de gains de productivité et créent des emplois). De la même façon, le rachat d'entreprises françaises par des groupes étrangers tendent à renforcer les performances des entreprises ciblées.

Dans le domaine des services, les entreprises font face à des coûts d'entrée sur les marchés étrangers extrêmement contraignants (i) bien plus encore que dans les secteurs manufacturiers, les firmes exportatrices de services ont des performances hors normes; (ii) Les réglementations de marché imposées par les pays étrangers ont un impact très fort sur les capacités des firmes françaises à exporter).

Enfin, le CEPII a commencé cette année à s'intéresser de près aux entreprises de commerce (*i.e.* les grossistes) dont le rôle pour la promotion des exportations nationales a peu été exploré jusqu'ici. Il est pourtant fondamental: ces firmes acheminent 20 % des exportations françaises; elles facilitent l'exportation pour les entreprises les plus fragiles et permettent d'exporter davantage vers les marchés les plus difficiles d'accès.

Le programme **Croissance, intégration et développement** se concentre traditionnellement sur des sujets structurels de long terme. Un jeu de projections de l'économie mondiale à l'horizon 2050 a été réalisé cette année, mettant en évidence une nette accélération du basculement de l'économie mondiale vers le monde émergent et en développement par rapport à un exercice analogue effectué en 2006. Les travaux sur la Chine montrent, de leur côté, que les importations ordinaires, originaires de manière croissante des pays d'Asie et principalement destinées au marché intérieur, ont pris le pas sur les importations pour réexportation, et que ces importations ordinaires transitent de plus en plus par des entreprises à capitaux étrangers. Ceci suggère que les implantations de firmes multinationales en Chine pourraient s'avérer déterminantes pour tirer profit du rééquilibrage en cours de la croissance chinoise en faveur de la demande intérieure.

Dans les économies émergentes, les gains de productivité sont souvent véhiculés par la technologie incluse dans les biens d'équipement importés. C'est un des canaux par lesquels la libéralisation des importations peut permettre le décollage économique. Une étude réalisée cette année à partir de données de firmes indiennes montre en particulier que la levée des contraintes de financement auxquelles les entreprises indiennes sont confrontées accroît leur probabilité d'importer des biens d'équipement ainsi que la quantité de biens d'équipement importés. Côté migrations internationales, on peut relever les résultats d'un travail sur l'assimilation des immigrés dans seize pays européens:

l'assimilation peut progresser à un rythme différent selon ses différentes dimensions (civique, économique, culturelle) et les progrès sur certaines dimensions compensent l'absence de progrès sur d'autres.

Enfin, le programme **Politiques commerciales** a travaillé principalement, d'une part, sur des accords commerciaux ou des expériences d'intégration régionales spécifiques (UE-Corée, UE-Mercosur, bénéfices du Marché unique européen pour le Royaume-Uni) et, d'autre part, sur des développements des outils du CEPII en termes de base de données (investissements directs internationaux, droits de douane, contingents tarifaires) ou de modélisation (nouveau module d'investissement dans MIRAGE, sentier dynamique de MIRAGE). Parallèlement, la dimension microéconomique des expériences de libéralisation commerciale a été examinée, en utilisant des données individuelles de firmes. Ces différents travaux débouchent sur trois résultats principaux. Le premier concerne l'intégration régionale: de façon très nette, les gains macroéconomiques estimés des nouveaux accords d'intégration régionale sont limités. L'Union européenne cherche ici à préserver l'avantage compétitif de ses firmes et est entraînée dans un domino d'accords régionaux en raison de l'atonie des négociations multilatérales. En interne, les gains restant à réaliser dans le Marché unique restent importants, y compris pour le Royaume-Uni qui s'est maintenu à l'écart de la monnaie unique, un résultat auquel font écho les propositions de relance de l'intégration émanant de la Commission européenne. Le second résultat a trait à la dimension microéconomique de la libéralisation commerciale. Quand un marché s'ouvre, l'effet de demande permet – comme on s'y attend – aux firmes exportatrices vers ce marché d'élargir leur portefeuille de produits et d'augmenter leurs ventes. Mais il faut garder à l'esprit que dans la plupart des cas, ce marché s'ouvre aussi aux concurrents d'autres pays exportateurs; l'effet de concurrence joue alors en sens contraire de l'effet de demande. Le succès de l'approche régionale est dès lors d'offrir un accès préférentiel à un marché, fût-il de taille modeste comme la Corée, afin d'échapper à cet effet de concurrence. Le troisième enseignement est plus méthodologique: les outils de modélisation du commerce international ont été développés au cours de la décennie 2000 dans la direction d'une meilleure prise en compte des politiques commerciales au niveau fin. Il est alors d'usage de dire que le "diable est dans les détails". Le CEPII a beaucoup contribué à cette approche. Mais la décennie en cours va faire surgir d'autres priorités: les questions de croissance à long terme, de progrès technique, d'environnement, de mobilité des firmes et de libéralisation des échanges de services sont désormais en tête des agendas de politique économique: le CEPII s'est résolument tourné vers ces nouveaux sujets en 2010.



Politiques commerciales

POLITIQUES COMMERCIALES

Les politiques commerciales peuvent être examinées de deux points de vue complémentaires : (1) la mesure des obstacles aux échanges, directement (droits de douane) ou par la modélisation des obstacles non tarifaires ; (2) l'introduction de ces informations dans un modèle d'équilibre partiel ou général. En 2010, le programme **Politiques commerciales** a tenté de refléter l'évolution des préoccupations de politique économique et de la littérature dans ce champ de spécialité en s'intéressant à quatre grands thèmes, s'ajoutant au travail méthodologique permanent d'amélioration du modèle Mirage.

Un premier ensemble de travaux regroupe, sous l'intitulé général des problématiques de la mondialisation, la question des marges du commerce (la libéralisation des échanges crée-t-elle de nouveaux flux ou augmente-t-elle la valeur des flux existants ?) et celle de l'accession de la Chine à l'OMC, envisagée du point de vue des firmes individuelles françaises. La libéralisation en Chine constitue une expérience unique, par la taille du marché concerné et la rapidité de l'ouverture. Il apparaît que les entreprises françaises ont diversifié à cette occasion le portefeuille de produits exportés vers la Chine, mais que ceci a été freiné par l'intensité de la concurrence étrangère sur le marché. Le CEPII a également finalisé cette année une recherche sur l'évasion fiscale en douane, sujet essentiel pour redresser les gains et pertes attendues des accords commerciaux pour les pays en développement.

Un deuxième axe de recherche s'intéresse à l'hétérogénéité des firmes. La question de l'impact de la libéralisation commerciale est reprise ici sous l'angle des firmes individuelles. Une estimation structurelle d'un modèle où les firmes accumulent progressivement de l'expérience sur les marchés étrangers souligne l'importance de l'apprentissage des exportateurs individuels dans la dynamique des exportations agrégées.

Le troisième thème concerne les accords commerciaux. Une étude spécifique de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Corée du Sud a mis en évidence les effets attendus de cet accord, avec un intérêt particulier pour les barrières non tarifaires, tandis que le CEPII a joué un rôle d'information important sur l'accord Chine-Asean. L'étude sur l'accord entre l'Union européenne et la Corée suggère des gains beaucoup plus élevés pour la Corée que pour l'UE en raison de son plus haut niveau initial de protection et de sa taille économique plus réduite.

Un dernier axe concerne l'investissement direct étranger. La base de données utilisée pour la modélisation en équilibre général avec MIRAGE a été améliorée. Dans une perspective de plus long terme de modification du module d'investissement direct dans MIRAGE, un premier modèle a pu être réalisé.

Parallèlement à ces travaux plus spécifiques, et au-delà du module d'investissement à l'étranger, l'équipe a investi dans l'amélioration du modèle Mirage. Ceci s'est fait en privilégiant la dimension dynamique

RÉFÉRENCE(S)

"The Impact of Chinese Entrance into WTO on French Multi-Product Firms", M. Bas et P. Bombarda, *Document de travail CEPII*, à paraître.

du modèle pour préparer les travaux à conduire dans les années à venir sur les questions de croissance à long terme, d'énergie et d'environnement, un domaine assez nouveau pour le CEPII qui n'avait jusqu'ici travaillé que sur la question des biocarburants.

MONDIALISATION ET COMMERCE INTERNATIONAL

L'impact de l'accession de la Chine à l'OMC sur les exportations françaises

Maria Bas, en collaboration avec Pamela Bombarda (Institut des Hautes Études Internationales et du Développement)

Ce projet visait à étudier les effets des réformes commerciales de la Chine, après l'entrée de la Chine à l'OMC, sur le nombre des produits, le volume et le type de produit exportés par les firmes françaises. L'objectif était de déterminer si l'entrée de la Chine à l'OMC a permis à de nouvelles firmes exportatrices françaises d'accéder au marché chinois, à partir des données de douanes françaises.

Plus généralement, il s'agissait d'étudier les effets microéconomiques d'une libéralisation unilatérale du commerce. Deux forces opposées sont en jeu dans le cas d'une réforme unilatérale : l'élargissement de l'accès au marché et l'intensification de la concurrence. La réduction des droits de douane augmente la demande étrangère et incite les firmes étrangères à exporter davantage de produits vers le marché libéralisé. Parallèlement l'intensification de la concurrence étrangère sur le marché libéralisé après une réforme commerciale unilatérale doit également être prise en compte.

La libéralisation en Chine est donc considérée ici comme une expérience naturelle, et on étudie son effet sur les exportations des entreprises multiproduits françaises. Les résultats confirment les effets attendus : les entreprises françaises ont augmenté le nombre de produits exportés vers la Chine par rapport à d'autres destinations asiatiques après la réduction des droits de douane chinois. Parallèlement, l'augmentation de la concurrence étrangère sur le marché chinois a eu un effet négatif sur le nombre et le volume des produits exportés par des entreprises françaises vers cette destination. En termes nets, les estimations suggèrent que la réduction moyenne des droits de douane chinois de 7 % a augmenté le nombre des produits exportés de 6 % entre 1998 et 2005. Ces résultats sont aussi valables pour le volume des exportations.

Déterminants et prévalence de l'évasion fiscale en douane

Sébastien Jean & Cristina Mitaritonna

L'évasion fiscale en douane est un problème sérieux dans les pays en développement, où les recettes douanières représentent souvent une part importante des recettes publiques. Nous étudions théoriquement

et empiriquement les déterminants de cette évasion fiscale par pays et par produit, en nous fondant sur l'analyse systématique des écarts de statistiques commerciales entre le pays d'exportation et celui d'importation. Nous concluons que l'évasion fiscale en douane est plus élevée dans les pays pauvres, surtout lorsque le règne de l'état de droit est limité. Les conséquences sont potentiellement sérieuses dans les pays les plus pauvres, où une hausse d'un point de pourcentage du droit de douane est associée en moyenne à une sous-évaluation supplémentaire d'un pourcent de la valeur en douane des importations. Nous évaluons également différents types de réformes ciblées, et concluons en particulier à l'efficacité des systèmes automatisés de traitement de données douanières.

Développements du modèle MIRAGE

Lionel Fontagné & Jean Fouré, en collaboration avec Maria Priscila Ramos (Universidad Argentina de la Empresa, Buenos Aires)

En 2010, plusieurs fonctionnalités du modèle MIRAGE ont été introduites et un nouveau module d'investissement direct a été développé. Un aspect important a consisté à intégrer un nouveau scénario de croissance de long terme. L'accent a été mis sur la productivité globale des facteurs (PGF) et l'efficacité énergétique, et sur la cohérence du modèle MIRAGE avec le scénario de croissance.

La PGF a ainsi pu être différenciée entre trois grands groupes de secteurs (industrie manufacturière, agriculture et services) : la productivité agricole est calculée et projetée de façon exogène au modèle MIRAGE, alors que les deux autres PGF (produits manufacturés et services) sont déduites des évolutions de PIB de façon endogène (en imposant une relation entre leurs niveaux respectifs).

Par ailleurs, les sources de données ont été harmonisées entre le modèle de croissance de Fouré *et al.* (2010)¹ et le modèle MIRAGE. Les taux d'épargne (qui sont maintenant variables au cours du temps) et la productivité énergétique (qui n'était pas présente auparavant) ont été tirés du modèle de croissance, en plus des niveaux de PIB nécessaires au scénario de référence de MIRAGE.

Ces évolutions de MIRAGE ont donné lieu à l'écriture d'un rapport intermédiaire pour la Commission européenne et ont vocation à être intégrées dans le projet "Mécanisme d'Inclusion Carbone" inscrit au programme de travail 2011.

RÉFÉRENCE(S)

"Determinants and Pervasiveness of the Evasion of Customs Duties", S. Jean & C. Mitaritonna, *Document de travail CEPII*, n° 2010-26, novembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Europe 2030-2050, World Economic projections with the MIRAGE Model", M. P. Ramos, L. Fontagné & J. Fouré, rapport intermédiaire pour la Commission européenne.

¹ "The World Economy in 2050: a Tentative Picture", J. Fouré, A. Bénassy-Quéré & L. Fontagné (2010), *Document de travail CEPII*, n° 2010-27, décembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Structural Estimation of the Model of Firm Experimentation", Z. Akhmetova & C. Mitaritonna, *mimeo*, Princeton University. Document de travail CEPII, à paraître.

POLITIQUES COMMERCIALES ET HÉTÉROGÉNÉITÉ DES FIRMES

Cristina Mitaritonna, en collaboration avec Zhanar Akhmetova (MIT)

De nombreux travaux théoriques et empiriques ont mis en évidence ces dernières années l'importance de la prise en compte de l'hétérogénéité des firmes dans l'analyse du commerce international. Cette évolution amène à reconsidérer un certain nombre de questions concernant plus spécifiquement les politiques commerciales et leurs conséquences.

Le projet réalisé en 2010 consistait à analyser le comportement des entreprises face à la possibilité d'exporter vers de nouveaux marchés (dans le cadre, par exemple, de la création de blocs régionaux), en fonction notamment de leurs caractéristiques individuelles. Ce projet était également l'occasion de s'interroger sur les déterminants de la conquête de nouveaux marchés par les firmes. Si la pratique consistant à commencer par exporter de petits volumes lorsque l'on n'est pas familier avec le marché est déjà documentée, on peut penser que sa mise en œuvre dépend en pratique fortement des performances des firmes. Le modèle d'expérimentation de Akhmetova (2010)² a ainsi été estimé sur données françaises. Les exportateurs acquièrent de l'information à travers les ventes de produits au niveau HS8 au sein d'une section HS4. Le modèle est estimé sur données individuelles françaises afin d'obtenir les valeurs des coûts d'entrée et d'expérimentation, ainsi que l'incertitude de la demande pour les sections HS4. Une expérience de baisse des coûts de commerce (libéralisation commerciale) informe sur la réponse dynamique des exportateurs français. Les résultats confirment que l'expérimentation et l'accumulation d'information sur les marchés extérieurs permettent de mieux expliquer la dynamique des exportations en présence de firmes hétérogènes.

PROTECTION ET RÉGIONALISME

Tandis que les négociations multilatérales s'éternisent, les accords commerciaux préférentiels bilatéraux ou régionaux se multiplient. Cette évolution pose de nombreuses questions, sur lesquelles le CEPII s'est déjà penché à différentes reprises, mais qui appellent un renouvellement. En termes de données, la mise à jour de la base MACMap-HS6 permet de rendre compte des évolutions depuis l'année 2004.

Accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Corée du Sud

Yvan Decreux, en collaboration avec Chris Milner (Université de Nottingham), Mouez Fodha & Nicolas Péridy (CIREM)

L'Union européenne et la Corée du Sud ont paraphé le 15 octobre 2009 un accord de libre-échange qui prévoit l'élimination d'une grande partie des droits de douane et des barrières non tarifaires (BNT) entre les deux entités. L'objet du projet était de simuler, à l'aide du

² Z. Akhmetova (2010), "Firm Experimentation in New Markets", *mimeo*, Princeton University.

modèle Mirage, l'effet de cet accord sur le commerce et sur le revenu réel des contractants et du reste du monde.

La première étape était de calculer le scénario tarifaire précis défini par l'accord et de proposer une estimation des barrières non tarifaires (BNT) pour les produits industriels. Le calcul des équivalents tarifaires montre que la protection due aux BNT dépasse la protection tarifaire dans une large mesure en Corée. En outre, la majorité des industries manufacturières ont des niveaux plus élevés de BNT en Corée que dans l'UE, en particulier les secteurs textile, cuir-habillement, métaux, machines et surtout l'automobile ainsi que d'autres équipements de transport. Ceci est principalement dû à des normes en Corée ainsi qu'à des processus de certification longs et coûteux. La protection des services est également beaucoup plus élevée en Corée : secteur bancaire, finance et assurances, commerce de gros et de détail, construction et énergie.

La seconde étape consistait à évaluer les effets de l'accord commercial signé en 2009. Les résultats suggèrent un effet positif de l'accord UE-Corée sur le PIB tant pour l'UE (+0,08 %) que pour la Corée (jusqu'à +0,84 %). Les gains plus élevés prévus pour la Corée sont essentiellement dus à son plus haut niveau initial de protection et à sa taille économique plus réduite par rapport à l'UE.

MAcMap-HS6 2007

Houssein Guimbard, Sébastien Jean & Cristina Mitaritonna, en collaboration avec David Laborde (IFPRI)

Le projet était de finaliser la mise à jour de la base de données MAcMap-HS6, entamée en 2009 pour l'année de base 2007, les données pour 2001 et 2004 étant déjà disponibles³. Un travail de comparaison et d'actualisation des données sur les quotas tarifaires devait être mené dans le même temps. Une partie du travail ayant été réalisée en 2009, il s'agissait en 2010 de consolider les données, de mettre à jour la partie sur les quotas tarifaires, de mettre à jour la base des tarifs consolidés pour incorporer les engagements des nouveaux membres de l'OMC et de produire un document de travail.

Les données manquantes (quotas et consolidés) ont été récupérées en milieu d'année puis intégrées, après tests et corrections, dans la base 2007. Une base agrégée a été fournie au consortium GTAP. La documentation de celle-ci est en cours d'écriture avec l'ITC.

RÉFÉRENCE(S)

The Economic Impact of the Free Trade Agreement between the European Union and Korea, Y. Decreux, C. Milner & N. Péridy, rapport pour la Commission européenne, DG Trade, mai.

"Some New Insights into the Effects of the EU-South Korea Free Trade Area: the Role of Non Tariff Barriers?", Y. Decreux, C. Milner & N. Péridy, *Journal of Economic Integration*, 25(4), pp. 783-817, décembre 2010.

RÉFÉRENCE(S)

"MAcMap 2007", S. Jean, présentation au colloque GTAP de Penang, Malaisie, 7-8 juin. Document de travail CEPII, à paraître.

3 Bouët A., Decreux Y., Fontagné L., Jean S. & Laborde D. (2008), "Assessing Applied Protection across the World", *Review of International Economics*, 16(5), pp. 850-863.
Boumellassa H., Laborde D. & Mitaritonna C. (2009), "A Picture of Tariff Protection Across the World in 2004: MAcMap-HS6, Version 2", Document de travail CEPII, n° 2009-22, septembre.

RÉFÉRENCE(S)

"The Art of Exceptions: Sensitive Products in the Doha Negotiations", C. Gouel, C. Mitaritonna & M. P. Ramos, *Document de travail CEPII*, n° 2010-20, octobre.

Accord bilatéral, produits sensibles et comportements de prix

Houssein Guimbard, Charlotte Emlinger & Sébastien Jean

L'objectif de ce travail était de tester empiriquement les théories expliquant les déterminants des produits sensibles dans les accords commerciaux, d'étudier les conséquences des accords bilatéraux sur le comportement-prix des pays inclus dans l'accord et ceux des pays tiers et, enfin, d'étudier les conséquences et l'intérêt des tarifs spécifiques.

Une base de données d'accords bilatéraux compatible avec MAcMap-HS6 a été construite. Les bases MAcMap-HS6 ont été retravaillées pour assurer la compatibilité temporelle. Prévu sur deux ans, ce projet sera achevé en 2011.

Dès cette année, une première exploitation en équilibre général au niveau des produits de la base MAcMap, focalisée sur la question des produits sensibles, a néanmoins été réalisée. Les résultats suggèrent que l'introduction des produits sensibles limite fortement les gains d'un accord agricole à Doha. Les gains de bien-être seraient diminués de moitié. Cela s'explique principalement par le fait que les effets de l'ouverture commerciale sont concentrés sur quelques produits. Si on considère une libéralisation complète des importations agricoles européennes et japonaises, on trouve que 30 produits représentent l'essentiel de l'augmentation potentielle des importations en Europe et au Japon. De plus, pour les produits choisis comme sensibles, il n'apparaît pas d'arbitrage au niveau agrégé entre baisse des droits de douane et élargissement des quotas: la meilleure manière d'améliorer l'accès au marché agricole est de réduire les droits de douane NPF.

RÉFÉRENCE(S)

"The Economic Consequences for the UK and the EU of Completing the Single Market", H. Guimbard, C. Emlinger, L. Fontagné & V. Aussilloux, *BIS Economic Paper*, à paraître.

Conséquences du marché unique pour l'Union européenne et le Royaume-Uni

Houssein Guimbard, Charlotte Emlinger, Lionel Fontagné & Vincent Aussilloux

Ce travail répond à une commande du *Business Innovation and Skill Department* du Ministère de l'Économie britannique. Il a pour objectif d'analyser l'impact de la poursuite du processus d'intégration européen pour le Royaume-Uni.

À cet effet, nous avons utilisé le modèle MIRAGE du CEPII afin de simuler différents scénarios d'intégration européenne pour le Royaume-Uni. La poursuite du processus d'intégration est modélisée comme une disparition de la totalité des barrières aux échanges entre les pays européens. Toutes les barrières tarifaires ayant été supprimées entre pays de l'UE, les barrières au commerce restantes sont constituées d'une part des barrières dans le secteur des services et d'autre part des barrières non tarifaires dans le secteur des biens. Deux bases de données ont été introduites dans MIRAGE pour mesurer le niveau de ces obstacles au commerce: la base de Fontagné *et al.* (2011)⁴ pour les barrières

⁴ Fontagné L., Guillin A. & C. Mitaritonna (2011), "Estimation of Tariff Equivalents for the Services Sectors", *Document de travail CEPII*, à paraître.

dans le secteur des services et celle de Kee *et al.* (2008)⁵, pour les barrières non tarifaires.

Nos estimations mettent en évidence d'importants bénéfices pour le Royaume-Uni, mais également pour les autres pays européens, en cas de poursuite du processus d'intégration européenne. Ces gains estimés sont supérieurs à ceux des autres études sur le sujet, en raison de la prise en compte des barrières non tarifaires.

Évaluation d'un accord de libre-échange UE-Mercosur

Houssein Guimbard, en collaboration avec Maria Priscila Ramos (Universidad Argentina de la Empresa, Buenos Aires)

Dans le cadre d'une convention avec la Direction générale du Trésor, le CEPII évalue de nouvelles propositions concernant le projet d'accord UE-Mercosur. À partir des scénarii proposés par la DGT, l'étude se déroule en deux parties et est étalée sur 2010 et 2011.

En 2010 ont été étudiées les conséquences des nouvelles propositions au travers de trois simulations classées selon le degré d'ambition atteint en termes d'ouverture des marchés européens et du Mercosur. Une attention particulière a été portée au secteur agricole.

IDE ET COMMERCE INTERNATIONAL

Yvan Decreux & Thomas Chappuis

Le modèle MIRAGE du CEPII comporte un module d'investissement direct à l'étranger (IDE). Ce module a été peu utilisé jusqu'ici pour deux raisons. D'une part, il n'existait pas de base de données d'investissement à l'étranger ayant toutes les dimensions nécessaires (émetteur, récepteur, secteur) jusqu'à 2010. Une telle base a maintenant été développée : il s'agit de données sectorielles partiellement reconstruites à partir des informations disponibles provenant de différentes sources. D'autre part, la modélisation des flux d'IDE doit être reconsidérée pour mieux rendre compte des stratégies des firmes multinationales. Ainsi, la nouvelle version du module d'IDE prend en compte l'origine du capital : la production des filiales d'entreprises multinationales est désormais distinguée de celle des entreprises locales. Une nouvelle structure de la demande différente entre les secteurs industriels et les services a aussi été adoptée. Les biens industriels sont d'abord différenciés par l'origine du capital, puis par leur lieu de production. Le choix s'effectue dans l'ordre inverse pour les services car les services produits à l'étranger sont en général peu substituables à ceux produits localement.

RÉFÉRENCE(S)

"A New Investment Module for Mirage", Y. Decreux & T. Chappuis, *Document de travail CEPII*, à paraître.

⁵ Kee H.L., Nicita A. & M. Olareaga (2008), "Estimating Trade Restrictiveness Indices", *The Economic Journal*, 119(534), pp. 172-199.



ACI

Analyse du commerce international

ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Une grande partie du programme de travail **Analyse du commerce international** est naturellement consacrée à l'entretien et au développement des bases de données internationales du CEPII : CHELEM et BACI. Après les actualisations menées cette année, les utilisateurs disposent de données de commerce détaillées pour rendre compte des bouleversements du commerce international liés à la crise mondiale. Par ailleurs, nous avons entamé le développement d'une nouvelle base, explicitement centrée sur les valeurs unitaires (i.e. les prix) du commerce bilatéral.

Naturellement, une partie de nos recherches est en lien avec la crise financière : le travail, entamé en 2009, visant à mieux comprendre les causes de la sur-réaction du commerce international à la baisse de l'activité mondiale s'est poursuivi cette année. Un effort tout particulier a été aussi mené en direction des études sur le commerce international de services et sur l'internationalisation des entreprises.

LES BASES DE DONNÉES INTERNATIONALES

Comme chaque année, la base de données CHELEM, produit développé de longue date par le CEPII et distribué par le Bureau Van Dijk, a été actualisée. Nous procédons à trois actualisations annuelles, de sorte à proposer dès que possible les nouvelles données. Par ailleurs, un document de travail décrivant la base BACI a été finalisé.

CHELEM – CIN

Alix de Saint Vaulry

Le module "commerce international" de la base CHELEM a été actualisé. Comme prévu, nous avons procédé à une double actualisation. En mars 2010, les données du commerce bilatéral de 2008 ont été ajoutées à la base. Depuis janvier 2011, CHELEM propose des séries allant jusqu'en 2009.

Dans le même temps, la réflexion sur la refonte de la nomenclature géographique s'est poursuivie et sa mise en œuvre définitive devrait être achevée à la fin 2011. Les premiers tests sur les données d'importations et d'exportations du Luxembourg (pour la période 1993 à 1998) ont été menés, en vue d'une distinction très prochaine du commerce belge et du commerce luxembourgeois.

RÉFÉRENCE(S)

CHELEM-CIN :
www.cepii.fr/anglaisgraph/bdd/chelem/internatrade/itpresent.htm

RÉFÉRENCE(S)

CHELEM-PIB :
www.cepii.fr/anglaisgraph/bdd/chelem/gpd/gdppresent.htm

RÉFÉRENCE(S)

CHELEM-BAL :
www.cepii.fr/anglaisgraph/bdd/chelem/bdp/boppresent.htm

RÉFÉRENCE(S)

BACI :
www.cepii.fr/anglaisgraph/bdd/baci/non_restrict/price.asp
 "BACI: International Trade Database at the Product-Level. The 1994-2007 Version", G. Gaulier & S. Zignago, *Document de travail CEPII*, n° 2010-23, octobre.

CHELEM – PIB

Deniz Ünal

La base CHELEM-PIB contient les données du PIB (en dollars courants, en dollars constants et en dollars internationaux-PPA), de la population totale et du taux de change nominal pour 204 pays ou territoires statistiques ainsi que 94 zones élémentaires de la nomenclature commune CHELEM.

En 2010, les cinq séries de la base CHELEM-PIB ont été actualisées avec l'adjonction des données de 2010. CHELEM propose donc cinq séries statistiques décrivant 50 années d'évolution des PIB et des populations.

CHELEM – BAL

Houssein Guimbard

La base CHELEM-BAL contient les données de la balance des paiements (en dollars courants) pour 189 pays ou territoires statistiques ainsi que 94 zones élémentaires de la nomenclature commune CHELEM. La base de données CHELEM-BAL a été mise à jour trois fois en 2010, comme habituellement, à partir des données du FMI.

BACI

Antoine Berthou & Charlotte Emlinger

BACI (Base pour l'Analyse du Commerce International) propose des données de commerce mondial harmonisées au niveau le plus fin (5 000 produits) pour un grand nombre de pays (plus de 200). La procédure originale d'harmonisation est appliquée à la fois aux valeurs et aux quantités de la base de données *Comtrade* des Nations Unies. La base a été actualisée fin 2010 avec l'ajout des années 2008 et 2009, et mise à la disposition des utilisateurs sur le site du CEPII.

Par ailleurs un document de travail décrivant la base de données et la méthodologie mise en place est paru en 2010.

PRIX DU COMMERCE INTERNATIONAL

Connaître les prix du commerce mondial est d'un intérêt essentiel pour comprendre les enjeux de la mondialisation. Cela permet d'appréhender les évolutions du commerce international en volume, mais aussi d'identifier les spécialisations des pays selon les différentes gammes de prix et de qualité des produits. Par le passé, le CEPII a proposé un grand nombre d'études portant sur les gammes de prix. Nous avons aussi mis à la disponibilité du public une base donnant des indices de

prix du commerce pour la période 1996-2004 (*TradePrices*). En 2010, nous avons donné une nouvelle dimension à ces études, en créant une nouvelle base proposant des données de prix du commerce international. Celle-ci sera rendue publique courant 2011, mais elle a d'ores et déjà été exploitée pour étudier les conséquences de la crise internationale de 2008-2009 sur le commerce mondial.

Base de valeurs unitaires

Antoine Berthou & Charlotte Emlinger

Depuis plusieurs années le CEPII a fait de l'analyse des prix du commerce international une de ses spécialités. Les valeurs unitaires incluses dans la base de données BACI sont calculées à partir des ratios entre les flux de commerce en valeur et les quantités échangées, au niveau 6 chiffres de la nomenclature harmonisée.

Depuis 2005, l'UNSD (division statistique des Nations Unies) a modifié sa méthodologie concernant le calcul des quantités du commerce dans sa base *Comtrade*, en utilisant notamment des valeurs unitaires dites "standard". Ce changement de méthodologie pose un problème pour l'analyse des prix du commerce. L'année passée, l'équipe ACI a récupéré auprès de l'UNSD les données sources de commerce, c'est-à-dire avant traitement des quantités par l'UNSD et au niveau le plus fin de la nomenclature des produits (*i.e.* niveau des "lignes tarifaires"), pour les années 2005, 2006, et 2007. Plus récemment, l'UNSD a donné son accord pour étendre la coopération et s'est engagée à fournir les années 2000 à 2004. L'équipe a alors commencé la construction d'une base de données de valeurs unitaires au niveau HS6, calculées à partir de données non corrigées par l'UNSD. Contrairement à la base BACI, ces données ne sont pas harmonisées. Le traitement et l'agrégation des données en lignes tarifaires sont menés dans le souci de préserver la plus grande hétérogénéité possible dans les valeurs unitaires. Ainsi, nous ne procédons à aucun "remplissage" des matrices avec des valeurs unitaires standards, comme dans la base *Comtrade*. Cette nouvelle base fournit donc des données de valeurs unitaires particulièrement précises. La meilleure fiabilité des données de valeurs unitaires de notre base est toutefois obtenue au détriment du remplissage de la base, qui ne couvre en moyenne que 60 % du commerce sur la période 2000-2008.

Un document de travail sur cette base de données de valeurs unitaires est en cours de finalisation. La base sera mise en ligne en accès libre au premier semestre 2011. Deux valeurs unitaires seront proposées pour chaque flux bilatéral, à l'exportation et à l'importation. Cette base de données sera proposée en complément de BACI sur le site du CEPII, pour la période 2000 à 2008.

Cette base de valeurs unitaires bilatérales au niveau HS6 doit permettre d'étudier le positionnement par gammes de produits (*i.e.* de qualité) sur chaque marché mais aussi, par exemple, de mieux suivre l'origine des variations de termes de l'échange des pays, ou encore de distinguer précisément des variations du commerce en valeur et en volume.

RÉFÉRENCE(S)

"The Trade Unit Values Database",
A. Berthou & C. Emlinger,
Document de travail CEPII,
à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"Crises and the Collapse of World Trade: the Shift to Lower Quality", A. Berthou & C. Emlinger, Document de travail CEPII, n° 2010-07, mars.

Élasticités-revenu et gammes du commerce

Antoine Berthou & Charlotte Emlinger

En temps de crise, les consommateurs se reportent plus volontiers sur les variétés relativement bon marché et tendent à délaisser les produits haut de gamme. Ce type de comportement doit se ressentir sur le commerce international : les pays spécialisés dans le haut de gamme doivent enregistrer une contraction plus forte de leurs exportations dans les périodes de crise, mais doivent aussi profiter d'un rebond plus important dans les périodes d'expansion.

Le projet visait à confronter cette intuition aux données de commerce international. Le travail est mené en deux temps. Tout d'abord, nous avons élaboré, à partir de données détaillées des prix du commerce international, une classification distinguant les exportations de "haut de gamme" (plus chères que les exportations des pays concurrents sur le même marché de destination) des exportations "bas de gamme" (moins chères). Dans un second temps nous avons estimé des élasticités-revenu pour ces deux types de produits. Les résultats confirment clairement que l'évolution conjoncturelle des performances des pays à l'exportation dépend fortement de leur spécialisation, au sein de chaque produit, en haut ou bas de gamme.

LE RÔLE DES SERVICES DANS LA MONDIALISATION

Ces dernières années, le CEPII a conduit plusieurs analyses sur le commerce international de services. Cette année, nous avons commencé à exploiter les données de la Banque de France, qui répertorient les échanges internationaux de services, pour chaque entreprise exportatrice ou importatrice. Nous avons lancé une série de travaux visant à mieux comprendre les déterminants de la compétitivité française dans les services et les liens de complémentarité qui peuvent exister entre le développement des activités de services et les performances de l'industrie.

RÉFÉRENCE(S)

"The Discriminatory Effect of Market Regulations on International Trade of Services: a Firm-Level Analysis", M. Crozet, E. Milet & D. Mirza, *mimeo*, 2011.

La participation des firmes françaises au commerce international de services

Matthieu Crozet, en collaboration avec Emmanuel Milet (Université Paris I) & Daniel Mirza (CIREM)

Le projet de départ visait simplement à évaluer la contribution de chaque marge du commerce aux exportations françaises de services, à partir des données individuelles fournies par la Banque de France. En effet, une performance à l'exportation médiocre sur un marché étranger peut s'expliquer soit par un trop petit nombre d'entreprises exportatrices vers ce marché, soit par un faible volume d'export par firme. Cet exercice permet de bien identifier les blocages freinant le développement des entreprises à l'étranger. Dans le premier cas, il faudra plutôt trouver les moyens d'inciter les entreprises à se lancer sur les marchés d'exportation ; dans le second cas, une action plus globale

d'amélioration de la compétitivité doit être la meilleure politique de promotion des exportations.

En réalité, nos recherches nous ont conduits à estimer l'impact sur les exportations des réglementations érigées par les différents pays pour réguler leurs secteurs de services. Nous montrons clairement que ces réglementations jouent le rôle de barrières à l'entrée : toutes choses égales par ailleurs, le nombre d'entreprises françaises exportant des services est nettement plus faible sur les marchés étrangers fortement réglementés. Cela montre à quel point les politiques d'ouverture et de libéralisation des marchés de services constituent un enjeu majeur pour le commerce extérieur français, et un défi d'importance pour les entreprises de services.

Ce projet, programmé sur deux ans, est réalisé dans le cadre du consortium européen EFIGE⁶.

L'impact de l'*outsourcing* de services sur les performances des firmes industrielles

Matthieu Crozet, en collaboration avec Emmanuel Milet (Université Paris I) & Daniel Mirza (CIREM)

Le projet était d'étudier l'impact de l'*outsourcing* de services sur les performances des entreprises françaises, en rapprochant plusieurs bases de données individuelles : les données de la Banque de France sur le commerce de services, les Enquêtes Annuelles d'Entreprises et les données d'exportations de biens (données des Douanes).

Le projet proprement dit n'a pas pu commencer en 2010, en raison de l'importance des études préliminaires nécessaires. Le consortium européen SERVICEGAP⁷, dans lequel s'inscrit ce projet, a décidé de produire un rapport préliminaire décrivant, pour chaque pays participant, la structure microéconomique du commerce de services. Le CEPIL a préparé une contribution au rapport collectif du consortium et un document de travail du CEPIL qui sera publié prochainement dans la revue *Économie et statistique*.

Les résultats obtenus montrent que les entreprises échangeant des services ont des qualités hors normes : elles sont plus grandes, plus productives et rémunèrent mieux leurs employés. Par ailleurs, nous montrons à quel point les exportations de services sont le fait d'un nombre très restreint d'exportateurs. Ainsi, les caractéristiques microéconomiques des entreprises exportatrices de services ressemblent, mais de manière encore plus marquée, à celles des firmes exportatrices de biens.

RÉFÉRENCE(S)

"Le club 'ultra-select' des firmes exportatrices de services",
M. Crozet, E. Milet
& D. Mirza,
La Lettre du CEPIL,
n° 302, 12 novembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Les firmes françaises dans le commerce de service",
G. Gaulier, E. Milet
& D. Mirza,
Document de travail CEPIL,
n° 2010-28, décembre.

"The Performance of Exporters and Importers in the Services Sector – Comparable Evidence from four EU Countries",
M. Crozet, J. Damijan,
S. Haller, V. Kaitila,
Č. Kostevc, M. Maliranta,
E. Milet & D. Mirza,
Servicegap International Trade Group, 2011.

⁶ "European Firms in a Global Economy: Internal Policies for External Competitiveness", consortium FP7 réunissant huit partenaires : Bruegel (Belgique), CEPIL (France), CEPR (Royaume-Uni), Centro Studi Luca d'Agliano (Italie), Institute for Applied Economic Research (Allemagne), Institute of Economics, Hungarian Academy of Sciences (Hongrie), Universidad Carlos III de Madrid (Espagne), Uni Credit (Italie), pour la période de septembre 2008 à septembre 2012.

⁷ "The Impact of Service Sector Innovation and Internationalisation on Growth and Productivity", consortium FP7 réunissant treize instituts de recherche sous la direction de l'Université de Birmingham, pour la période de juin 2010 à juin 2014.

RÉFÉRENCE(S)

"Wholesalers in International Trade",
M. Crozet, G. Lalanne
& S. Poncet,
Document de travail CEPII,
n° 2010-31, décembre.

"Indirect Exporters",
F. McCann,
Document de travail CEPII,
n° 2010-22, octobre.

RÉFÉRENCE(S)

"Investissement direct étranger
et performance des firmes",
L. Fontagné & F. Toubal,
Rapport du CAE,
n° 89, avril.

Le rôle des grossistes dans les échanges internationaux

Matthieu Crozet, Sandra Poncet, en collaboration avec Guy Lalanne (INSEE) & Fergal McCann (Université Paris I Panthéon-Sorbonne)

L'année 2010 a permis de finaliser un projet déjà ancien visant à évaluer le rôle des grossistes dans les échanges internationaux. Les analyses empiriques soulignent, dans tous les pays du monde, moins de 20 % des entreprises manufacturières déclarant des exportations auprès des douanes. Cependant, ces chiffres masquent le fait que beaucoup de producteurs n'exportent pas directement, mais via un grossiste ou une entreprise d'import-export. Le nombre véritable d'exportateurs (i.e. des entreprises qui placent leurs produits sur les marchés étrangers) dépasse alors clairement les chiffres couramment avancés. Ce travail cherche à mettre en lumière le rôle des grossistes dans le commerce international. Ainsi, nous montrons que les grossistes aident les entreprises les moins efficaces à approvisionner les marchés étrangers, augmentant ainsi le nombre de variétés exportées au niveau agrégé. Par ailleurs, leur rôle de "facilitateur" du commerce est surtout important sur les marchés les plus difficiles d'accès.

Dans la même veine, nous avons utilisé la base de données Business Environment and Enterprise Performance Survey (BEEPS) collectée par la BERD et la Banque mondiale qui fournit, pour un grand nombre d'entreprises d'Europe centrale, des indicateurs de performance économique et précisant si ces firmes exportent ou non et, dans le cas où elles exportent, si elles exportent directement ou par le biais d'un intermédiaire. Notre analyse confirme explicitement que les intermédiaires jouent un rôle clé pour les petits exportateurs : seules les firmes les plus compétitives peuvent se passer de leurs services.

STRATÉGIES D'INTERNATIONALISATION ET PERFORMANCE DES FIRMES

Lionel Fontagné & Farid Toubal

L'objectif de ce projet, réalisé sur demande du Conseil d'analyse économique, était d'étudier l'influence des activités des filiales françaises à l'étranger sur les performances des entreprises nationales et, plus généralement, sur l'économie française. Une des originalités de cette étude réside dans la nature des données utilisées. En effet, nous ne retenons pas l'encours ou les flux d'investissements directs comme mesure de l'activité des entreprises multinationales, mais bien l'activité réelle de ces entreprises à l'étranger et sur le territoire national : emploi, productivité et commerce, à partir d'un échantillon de plus de 800 entreprises multinationales.

Une analyse rigoureuse de ces données permet de mesurer les conséquences de la multinationalisation des entreprises sur l'économie française. Même si beaucoup de nuances subsistent, plusieurs conclusions fortes et originales ressortent de ce travail.

Tout d'abord, les résultats confirment que les entreprises multinationales sont des firmes très particulières : les entreprises françaises qui

investissent à l'étranger sont nettement plus performantes que les autres. Elles sont plus grandes, en terme d'emplois comme de production, plus productives et versent des salaires plus élevés. Cela justifie que l'on suive avec attention leurs comportements et leurs performances : du fait de leur taille et de leur compétitivité, ces entreprises ont un impact non négligeable sur l'économie nationale. Et, précisément, cet impact est plutôt positif. En moyenne, la décision d'investir à l'étranger n'est pas associée à des destructions d'emplois. Au contraire, lorsque la firme appartient à un groupe français, l'investissement à l'étranger s'accompagne de créations d'emplois en France. Les résultats sont plus nuancés lorsque l'investissement se fait dans un pays à bas salaires, mais ce type d'opération ne représente qu'une toute petite partie des décisions d'internationalisation.

Pour ce qui est des investissements étrangers en France, on observe aussi un fort effet de sélection : les groupes étrangers orientant très clairement leurs investissements de sorte à cibler les entreprises françaises à fort potentiel. Ces dernières en sortent plutôt renforcées à moyen terme. En effet, on voit, l'année de l'investissement, une baisse significative de l'emploi et de la valeur ajoutée dans les entreprises rachetées par un groupe étranger. Mais une fois passée cette restructuration, la productivité et l'emploi repartent rapidement à la hausse pendant les quelques années qui suivent.

LES DÉTERMINANTS DE LA COMPÉTITIVITÉ

Ce dernier ensemble de travaux regroupe nos projets sur la compétitivité. Il s'agit, d'une part, d'identifier et mesurer les contraintes de capacités de financement qui entravent le développement des firmes françaises à l'exportation, et d'autre part de poursuivre les efforts du CEPPI dans l'analyse de la compétitivité qualité.

Ventes locales et exportation: une évaluation des contraintes de capacité de financement

Antoine Berthou, en collaboration avec Nicolas Berman (Université de Genève) & Jérôme Héricourt (Université de Lille I)

L'objectif était de déterminer dans quelle mesure les ventes d'une firme sur le marché national sont complémentaires ou, au contraire, se substituent aux ventes à l'exportation. Une substitution importante suggérerait notamment l'existence de contraintes très fortes de capacité de production interdisant aux entreprises de s'adapter rapidement à des chocs simultanés de la demande. Inversement, une forte complémentarité laisserait entendre que les entreprises gagnent rapidement en savoir-faire ou en capacité d'investissement lorsqu'elles accroissent leurs ventes à l'étranger. Cette question doit nous permettre de mieux comprendre les stratégies d'entreprises, et au niveau macroéconomique, d'évaluer par quels canaux microéconomiques se transmettent les chocs entre pays.

RÉFÉRENCE(S)

"Sales at Home and Export Dynamics",
N. Berman, A. Berthou
& J. Héricourt,
mimeo,
présenté à la conférence
de Tübingen (Allemagne)
en novembre 2010.

RÉFÉRENCE(S)

"Quality versus Price Competition across Countries and Industries",
M. Crozet, S. Hatte
& S. Zignago,
Document de travail CEPII,
à paraître.

L'exploitation des données individuelles des Douanes et des BRN (INSEE) ont permis de conduire une analyse économétrique très détaillée. Les résultats montrent que, globalement, les ventes domestiques des entreprises et leurs exportations sont très complémentaires. Ce premier résultat ne rejette pas l'idée que des contraintes de capacité puissent altérer la relation entre ventes domestiques et à l'exportation, mais permet de mettre en évidence que ce mécanisme n'est pas dominant. De plus, nous montrons que moins de la moitié de l'effet total transite par un accroissement de la productivité. Ce résultat est cohérent avec l'idée selon laquelle une forte augmentation des ventes sur un marché peut, en apportant des liquidités, réduire la contrainte de financement des entreprises et leur offrir l'opportunité d'investir pour gagner de nouveaux marchés.

Concurrence en prix et en qualité

Matthieu Crozet, en collaboration avec Sophie Hatte (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) & Soledad Zignago (Banque de France)

Comme le suggère le modèle de Baldwin et Harrigan (2011)⁸, dans le cas où la concurrence internationale est gouvernée par la compétitivité-prix, les firmes proposant des prix relativement faibles doivent être en mesure d'exporter vers les marchés les plus difficiles d'accès. Dans le cas d'une compétitivité-qualité, ce sont au contraire les firmes proposant des prix élevés qui doivent enregistrer les meilleures performances. En conséquence, l'observation minutieuse de la relation entre le prix des exportations d'un pays et le degré de "difficulté" des marchés de destination nous renseigne sur la nature de la compétitivité : compétitivité-qualité si la relation est positive, compétitivité-prix si la relation est négative.

À partir de la base BACI, nous avons mené ces estimations et produit une classification de la compétitivité pour près de 2 500 produits et près de 50 pays. Les résultats nous ont amenés à proposer un modèle théorique nouveau conduisant à une prédiction originale : la compétitivité-prix compte plus quand le pays est spécialisé dans le haut de gamme, et inversement. En d'autres termes, ce qui détermine les performances relatives des exportateurs d'un pays (comme la France) plutôt spécialisé dans le haut de gamme, c'est la capacité de chaque firme à maintenir des prix raisonnables. Inversement, dans un pays spécialisé dans le bas de gamme (comme la Chine), les entreprises qui réussissent le mieux sont celles qui sont capables de proposer un niveau de qualité satisfaisant.

⁸ "Zeros, Quality and Space: Trade Theory and Trade Evidence", R. Baldwin et J. Harrigan (2011), *American Economic Journal: Microeconomics*, AEA.



Croissance, intégration et développement

CROISSANCE, INTÉGRATION ET DÉVELOPPEMENT

Le programme **Croissance, intégration et développement** comportait en 2010 des thèmes de travail très variés : la croissance à long terme, les entreprises et le commerce extérieur des pays émergents, la mondialisation et finalement les migrations internationales. Parmi les projets achevés cette année, on peut notamment retenir les travaux réalisés sur la croissance mondiale à long terme, l'insertion internationale de la Chine et de l'Inde et l'assimilation des immigrés en Europe.

➤ Une projection des principales économies à l'horizon 2050 met en évidence une nette accélération du basculement de l'économie mondiale vers le monde émergent et en développement par rapport à un exercice similaire effectué en 2006. Le PIB de la Chine dépasserait celui des États-Unis vers 2030, et le PIB de l'Inde dépasserait celui du Japon autour de 2035, aux prix et taux de change de 2005. En 2050, la Chine représenterait 25 % du PIB mondial contre 7 % en 2008. Le modèle utilisé pour ces calculs repose sur trois facteurs de production (travail, capital et énergie) et deux formes de progrès technique, l'un traitant spécifiquement de l'efficacité énergétique. La modélisation de l'investissement intègre l'hypothèse d'une mobilité internationale imparfaite du capital. Un effet Balassa-Samuelson cohérent avec le modèle de croissance permet de distinguer la croissance réelle et les variations de prix relatifs.

➤ Les travaux réalisés à partir des données de douanes chinoises sur la période 1997-2007 montrent que les importations ordinaires, originaires de manière croissante des pays d'Asie et principalement destinées au marché intérieur, ont pris le pas sur les importations pour réexportation – mode initialement dominant de l'insertion internationale de la Chine. Ces importations transitent de plus en plus par des entreprises à capitaux étrangers dont le rôle dans l'industrie locale tend à s'accroître (1/4 de la production manufacturière destinée au marché intérieur en 2007 contre 10 % en 1997). Ainsi, les implantations de firmes multinationales en Chine pourraient s'avérer déterminantes pour tirer profit du rééquilibrage en cours de la croissance chinoise en faveur de la demande intérieure. La dimension infranationale des données des douanes chinoises nous a permis, par ailleurs, de mettre en évidence une externalité exercée par les firmes étrangères sur le tissu productif local : la capacité des entreprises nationales à exporter un produit donné vers un pays donné dépend positivement de la performance à l'exportation des entreprises étrangères voisines dès lors que ces dernières ne se limitent pas à des activités d'assemblage. Ces externalités sont plus fortes pour les produits sophistiqués mais sont inversement proportionnelles à l'écart technologique entre entreprises étrangères et entreprises locales.

Dans les économies émergentes, les gains de productivité sont souvent véhiculés par la technologie incluse dans les biens d'équipement importés. C'est un des canaux par lesquels la libéralisation des importations peut permettre le décollage économique. Cette intuition a été

RÉFÉRENCE(S)

"The World Economy in 2050: a Tentative Picture",
J. Fouré, A. Bénassy-Quéré
& L. Fontagné,
Document de travail CEPII,
n° 2010-27.

"L'économie mondiale en 2050",
A. Bénassy-Quéré, J. Fouré
& L. Fontagné,
La Lettre du CEPII,
n° 303, 15 décembre.

Base de données Baseline,
J. Fouré, A. Bénassy-Quéré
& L. Fontagné,
www.cepii.fr/anglaisgraph/bdd/baseline.htm

vérifiée cette année à partir de données de firmes indiennes. L'étude montre en particulier que la levée des contraintes de financement auxquelles les entreprises indiennes sont confrontées accroît leur probabilité d'importer des biens d'équipement ainsi que la quantité de biens d'équipement importés.

➤ Enfin, un travail sur l'assimilation des immigrés dans seize pays européens montre que l'assimilation peut progresser à un rythme différent selon ses différentes dimensions (civique, économique, culturelle). Des progrès sur certaines dimensions peuvent compenser l'absence de progrès sur d'autres. Une différence importante entre immigrés et natifs selon une des dimensions n'est pas nécessairement un handicap pour l'assimilation selon d'autres caractéristiques. Enfin, les corrélations entre le processus d'assimilation et les politiques visant à l'intégration des immigrés apparaissent très variables, ce qui dans certains cas pose la question de leur efficacité.

CROISSANCE À LONG TERME

Étude prospective sur la croissance mondiale de long terme (horizon 2050)

Agnès Bénassy-Quéré & Lionel Fontagné, en collaboration avec Jean Fouré (ENSAE)

L'objectif du projet était de reprendre les projections de l'économie mondiale à très long terme réalisées par Sandra Poncet en 2006⁹ en tenant compte de la crise et en intégrant dans le modèle la contrainte énergétique et une hypothèse d'imparfaite mobilité internationale des capitaux. Bien qu'évidemment très périlleux et toujours discutable, ce type de projections à très long terme est indispensable pour fournir des indications sur les ordres de grandeur à intégrer dans les politiques économiques. Elles alimentent en outre les modèles de simulation des politiques structurelles (tels que le modèle MIRAGE du CEPII) qui raisonnent en écart par rapport à un sentier de référence à long terme qu'il convient de définir.

Un scénario de croissance de long terme a donc été calculé pour 128 pays à l'horizon 2050. Dans chaque pays, la croissance repose sur trois facteurs de production (travail, capital et énergie) et deux formes de progrès technique (l'un concernant spécifiquement l'efficacité énergétique). L'investissement ne résulte plus seulement du taux d'épargne domestique, mais il intègre l'hypothèse d'une mobilité internationale imparfaite du capital. La crise mondiale de 2008-2009 est prise en compte par l'utilisation des projections du Fonds monétaire international entre 2008 et 2012, la simulation proprement dite du CEPII ne démarrant qu'en 2013, date à partir de laquelle on suppose que la production sera revenue à son niveau potentiel. Enfin, la croissance réelle et les variations de prix relatifs sont identifiées à travers un effet Balassa-Samuelson cohérent avec le modèle de croissance.

⁹ Poncet, S. (2006), "The Long Term Growth Prospects of the World Economy: Horizon 2050", *Document de travail CEPII*, n° 2006-16, octobre 2006.

Selon cette projection, le PIB de la Chine dépasserait celui des États-Unis vers 2030, et le PIB de l'Inde dépasserait celui du Japon autour de 2035, aux prix et taux de change de 2005. En 2050, les quatre plus grandes puissances mondiales seraient alors la Chine (7 % du PIB mondial en 2008, 16 % en 2025, et 25 % en 2050), les États-Unis (27 %, 24 % puis 19 % en 2050), l'Union européenne (30 %, 24 % puis 16 %) et l'Inde (2 %, 4 % puis 9 % en 2050). En standard de pouvoir d'achat, la hiérarchie mondiale en termes de niveaux de vie ne serait bousculée, à l'horizon 2050, que par la convergence presque achevée (à 90 %) de la Chine et des États-Unis en termes de PIB par habitant. En tenant compte des effets de valorisation, la Chine pourrait dépasser les États-Unis, en termes de PIB, dès 2025, et l'Inde dépasser le Japon avant 2030. En 2050, l'économie chinoise représenterait 28 % de l'économie mondiale, soit le double de celle des États-Unis (14 %), et l'Inde (12 %) ne serait plus très loin des États-Unis. Par rapport aux projections réalisées en 2006, on constate très nettement une accélération du basculement de l'économie mondiale vers le monde émergent et en développement.

Les simulations détaillées par pays sont accessibles en ligne sur le site du CEPIL.

Transitions de régimes de productivité dans trois grandes économies avancées : Allemagne, France et Royaume-Uni

Laurence Nayman, en collaboration avec Mary O'Mahony (Université de Birmingham), Bernd Görzig (DIW) & Martin Gönig (DIW)

Le projet consistait à mettre à jour un travail de décomposition de la croissance réalisé dans le cadre du projet EUKLEMS, en vue d'une publication dans un ouvrage collectif, à partir de la base de données EUKLEMS actualisée jusqu'à 2007. Il s'agissait en particulier de mesurer l'impact sur la productivité des secteurs manufacturiers des intrants matériels en France, en Allemagne et au Royaume-Uni sur la période 1980-2007. Les résultats montrent que la France conserve une productivité moyenne du travail plus forte dans le secteur manufacturier, le Royaume-Uni dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, et que l'Allemagne, dont la part du secteur manufacturier reste de l'ordre de 30 %, réalloue ses intrants davantage vers ce secteur, ce qui grève un peu sa productivité du travail.

En termes de productivité globale des facteurs pondérée par le ratio de production sur valeur ajoutée (poids Domar), dans aucun des trois pays on ne décèle d'accélération dans le secteur des TIC. La PGF accélère encore en France dans le secteur des services à la personne, en Allemagne dans quasiment tous les secteurs sauf dans la finance et les services aux entreprises, au Royaume-Uni aussi dans tous les secteurs à l'exclusion des services à la personne.

RÉFÉRENCE(S)

"Productivity Transitions in Large Mature Economies: France, Germany and the UK",
B. Görzig, M. Gornig,
M. O'Mahony & L. Nayman,
mimeo.

RÉFÉRENCE(S)

Panorama de l'économie mondiale et World Economic Overview, M. Fouquin, H. Guimbard, C. Herzog & Deniz Ünal, décembre.

RÉFÉRENCE(S)

"The Decision to Import Capital Goods in India: Firms' Financial Factors Matter", M. Bas & A. Berthou, *Document de travail CEPII*, à paraître.

Présenté à la conférence annuelle de la Canadian Economic Association (Québec, 27-30 mai), au Forum for Research in Empirical International Trade (Ljubljana, 10-12 juin), à l'European Trade Study Group (Lausanne, 9-11 septembre).

Panorama de l'économie mondiale

Michel Fouquin, Houssein Guimbard, Colette Herzog & Deniz Ünal

Depuis trois ans, le CEPII produit un panorama des tendances de la mondialisation sur longue période utilisant la base de données CHELEM. Ce panorama, accessible en français et en anglais sur le site du CEPII, s'adresse en particulier à un public d'enseignants.

L'édition 2010 présente les trajectoires des économies sur quarante ou cinquante ans: 1960 à 2010 pour les PIB, de 1967 à 2008 pour le commerce international et les échanges de services.

PAYS ÉMERGENTS

Finance et développement des entreprises

La crise financière mondiale et la consécration du G20 comme organe de coordination des efforts de re-régulation ont mis en évidence le décalage entre la taille sans doute excessive du secteur financier dans les économies avancées et son sous-développement dans les économies émergentes. Or, plusieurs travaux récents insistent sur le rôle clé du système financier pour répondre aux besoins de financement spécifiques des exportateurs potentiels liés aux coûts fixes des échanges (Manova, 2006). Dans quelle mesure les contraintes financières pèsent-elles sur les performances de l'Inde et la Chine? Plusieurs économistes du CEPII s'efforcent d'apporter de nouveaux éclairages sur cette question grâce à des données individuelles d'entreprises récemment acquises.

Effets des réformes bancaires sur la capacité des firmes indiennes à adopter des technologies étrangères

Maria Bas & Antoine Berthou

L'Inde a connu en 1992-1993 une libéralisation bancaire importante ayant notamment permis d'étendre le nombre de succursales de banques étrangères, alors que le marché bancaire indien était jusque-là très fortement dominé par les banques publiques. L'objectif de ce projet était d'étudier, à partir du cas indien, comment l'accès au crédit favorise l'adoption d'une technologie étrangère associée à des biens d'équipement importés.

Un modèle théorique a d'abord été utilisé pour (i) formaliser les principaux mécanismes à travers lesquels l'accès au crédit affecte la décision d'adopter une technologie étrangère et (ii) énumérer une série de prédictions testables. L'analyse empirique a ensuite été menée à partir d'une base de données détaillées des entreprises indiennes, *Prowess*, du Centre for Monitoring the Indian Economy (CMIE) pour la période 1996-2006. Cette base contient des données financières sur chaque

entreprise ainsi que sur ses importations différenciées selon le type de biens (biens d'équipement et biens intermédiaires).

Les résultats mettent en évidence un lien positif entre, d'une part, les ratios de liquidité et d'endettement des entreprises et, d'autre part, la probabilité qu'elles ont d'importer des biens d'équipement et la quantité importée. Ainsi, une augmentation de 10 % du ratio de liquidité ou une diminution équivalente du ratio d'endettement accroissent la probabilité d'adopter une technologie étrangère de 4,5 %. Cet effet est deux fois plus important que l'effet de la taille de l'entreprise. Différents tests montrent que ces résultats sont robustes.

Développement financier et performance à l'exportation en Chine

Sandra Poncet, en collaboration avec Joachim Jarreau (Paris School of Economics)

En Chine, 80 % des firmes privées citent les contraintes de financement comme le principal obstacle à leur activité, d'après le *World Business Environment Survey* pour lequel la Chine est le pays le plus contraint financièrement. Le cas chinois est donc intéressant dans la mesure où il suggère que les contraintes financières ne constituent pas forcément des entraves incontournables pour la performance exportatrice, ou encore que certaines spécificités permettent de résoudre les défaillances du système financier. Le projet était d'évaluer l'impact du développement financier sur la performance à l'exportation des provinces chinoises, à partir des données des douanes chinoises disponibles pour la période 1997-2007, par type de firmes et en nomenclature produits HS8.

Trois résultats ont été obtenus sur la période d'étude: (1) l'accès des entreprises privées au crédit bancaire s'est beaucoup amélioré au fil du temps même s'il reste plus difficile que pour les entreprises publiques; (2) la réduction de l'interventionnisme de l'État dans le secteur financier chinois facilite le financement des exportations des entreprises privées; et (3) l'activité d'exportation des entreprises étrangères n'a pas compensé les effets négatifs des imperfections du marché financier sur celle des entreprises domestiques. Ainsi, les investissements directs étrangers ne semblent pas se substituer à un processus de libéralisation financière pour résoudre l'effet d'entrave des contraintes de crédit sur les exportations en Chine.

RÉFÉRENCE(S)

"Export Performance and Credit Constraints in China",
J. Jarreau & S. Poncet,
Document de travail CEPIL,
n° 2010-33, décembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Chine: fin du modèle de croissance extravertie", G. Gaulier, J. Jarreau, F. Lemoine, S. Poncet & D. Ünal, *La Lettre du CEPII*, n° 298, 21 avril.

Complément sur "L'émergence de la Chine et ses conséquences pour l'économie française", F. Lemoine & D. Ünal, *Rapport du CAE*, à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"China's Foreign Trade in the Perspective of a More Balanced Economic Growth", G. Gaulier, F. Lemoine & D. Ünal, *Document de travail CEPII*, n° 2011-03, mars 2011.

"China's New Growth Strategy and its Impact on International Trade", G. Gaulier, F. Lemoine & D. Ünal, *The CEPII Newsletter*, n° 44, 2^e trimestre.

Commerce et modèle de croissance en Chine

Performances commerciales de la Chine: miracles et mirages

Françoise Lemoine, Sandra Poncet, Deniz Ünal, en collaboration avec Guillaume Gaulier (Banque de France) & Joachim Jarreau (PSE)

Il s'agissait de faire le point sur l'ascension commerciale de la Chine à travers les différentes analyses menées au CEPII depuis une dizaine d'années. La Chine, qui depuis les années 1980 s'est dotée d'un secteur exportateur dynamique pour servir son développement économique, a subi de plein fouet l'effondrement de la demande mondiale fin 2008. Cet épisode a révélé la fragilité du modèle de croissance chinois qui se trouve désormais à un tournant, non seulement en raison du contexte mondial mais aussi des tensions internes qu'il a engendrées. Le bilan de trente ans d'ouverture économique, à travers les études du CEPII, montre que les succès fulgurants de la Chine sur les marchés internationaux ont aussi leurs revers et ne peuvent tenir lieu de stratégie de développement à long terme. Les analyses du CEPII portent aujourd'hui sur les changements qui pourront intervenir dans l'offre chinoise et sur le nécessaire recentrage de la croissance sur la demande intérieure.

Un second travail de synthèse a été réalisé à la demande du Conseil d'analyse économique, en complément au rapport de Patrick Artus et Jacques Mistral sur *L'émergence de la Chine et ses conséquences pour l'économie française*.

Rééquilibrage de la croissance chinoise: implications pour les échanges extérieurs

Françoise Lemoine & Deniz Ünal, en collaboration avec Guillaume Gaulier (Banque de France)

La crise mondiale a mis en lumière la vulnérabilité du modèle de croissance chinois tiré par l'exportation et a accru l'urgence d'un recentrage de l'activité économique sur la demande intérieure. Il s'agissait ici d'étudier les implications de ce changement de régime de croissance sur les échanges extérieurs de la Chine et les enjeux pour ses partenaires commerciaux. L'étude a été menée sur la base de données des douanes chinoises portant sur les années 1997 à 2007. Elle a permis de dégager plusieurs faits stylisés relatifs aux importations et aux exportations chinoises:

1. Les exportations ont un rôle essentiel dans la production manufacturière chinoise, en particulier dans deux industries – l'électronique et le textile – et dans les provinces côtières. Celles qui sont issues de l'assemblage, menées par des entreprises à capital étranger, sont très dépendantes des débouchés dans les économies développées. Leur structure correspond à la demande occidentale.

2. Entre 1997 et 2007, les importations "ordinaires" de la Chine ont pris le pas sur les importations pour réexportation, en raison de la forte croissance de la demande intérieure et de l'abaissement des barrières tarifaires et non tarifaires. Les produits originaires des autres pays d'Asie ont, dans ce cadre, fait une percée remarquable sur le marché intérieur chinois. L'Europe a maintenu sa forte position alors que l'Amérique du Nord a reculé.

3. Les entreprises à capitaux étrangers sont un canal de plus en plus important pour les importations à destination du marché intérieur. Elles sont responsables de près de la moitié des importations ordinaires de produits manufacturés en 2007, contre un quart en 1997. Elles ont aussi un rôle croissant dans l'industrie locale et assurent en 2007 environ un quart de la production manufacturière destinée au marché intérieur (contre 10 % en 1997).

Examinées à la lumière de la crise, ces évolutions confortent l'hypothèse selon laquelle la Chine peut jouer un rôle moteur dans la croissance économique régionale, ce qui faciliterait un possible "découplage" des marchés occidentaux. Elles laissent aussi penser que la forte croissance des importations de la Chine pourra contribuer à réduire son excédent commercial sans probablement affecter de manière significative le solde bilatéral avec les États-Unis. Enfin, les entreprises exportatrices chinoises sont mieux placées pour redéployer leurs ventes vers le marché intérieur où elles sont déjà plus présentes et où elles vendent des produits moins sophistiqués.

Effets d'agglomération et rôle des firmes étrangères en Chine

Sandra Poncet, en collaboration avec Florian Mayneris (CORE, Université Catholique de Louvain-la-Neuve)

Les activités exportatrices sont très concentrées géographiquement en Chine et une part importante est réalisée par des firmes à capitaux étrangers. Se pose alors la question des externalités exercées par les firmes étrangères sur la performance des firmes locales.

Il s'agissait ici d'étudier les déterminants de la montée en gamme des exportations des entreprises chinoises et notamment la possibilité que les entreprises étrangères environnantes agissent comme des catalyseurs à l'exportation, en exploitant la désagrégation infranationale au niveau produit SH8 des données des douanes chinoises. Les résultats indiquent que la capacité des entreprises nationales à exporter un produit donné vers un pays donné dépend positivement de la performance à l'exportation des entreprises étrangères voisines pour cette même paire produit-pays. Ces externalités sont limitées aux activités commerciales ordinaires des sociétés étrangères, les activités commerciales d'assemblage n'engendrant aucun effet significatif. Elles apparaissent en outre plus fortes pour les produits sophistiqués, ce qui indique que la présence d'exportateurs étrangers peut aider les exportateurs nationaux à monter en gamme. On observe cependant que les externalités à l'exportation sont plus faibles lorsque l'écart technologique entre les

RÉFÉRENCE(S)

"Export Performance of China's Domestic Firms: the Role of Foreign Export Spillovers", F. Mayneris & S. Poncet, *Document de travail CEPIL*, n° 2010-32, décembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Economic and Cultural Assimilation and Integration of Immigrants in Europe", M. Aleksynska & Y. Algan, *Document de travail CEPII*, n° 2010-29, décembre.

"Conclusion: Assimilation and Integration of Immigrants in Europe", M. Aleksynska & Y. Algan, *Cultural and Economic Integration in Europe*, eds: Y. Algan, A. Bisin, A. Manning & T. Verdier, Oxford University Press, United Kingdom, à paraître.

"L'assimilation des immigrés en Europe: un processus multidimensionnel", M. Aleksynska, *La Lettre du CEPII*, n° 305, 27 décembre.

entreprises étrangères et nationales est important, ce qui suggère que l'élargissement du portefeuille d'exportations des entreprises nationales chinoises ne peut pas se produire lorsque les entreprises étrangères ont déjà une forte avance.

MIGRATIONS INTERNATIONALES : ASSIMILATION ET INTÉGRATION DANS LES PAYS D'ACCUEIL

Mariya Aleksynska, en collaboration avec Yann Algan (Sciences Po, OFCE)

Ce travail traite de l'assimilation (définie comme un processus de convergence des comportements et des préférences) économique, culturelle et civique des immigrés en Europe à partir de données de l'*European Social Survey* portant sur 16 pays et distinguant les immigrés selon leur génération, la durée de leur séjour et leur pays d'origine. On montre que l'assimilation comporte différentes dimensions et peut se produire à des rythmes différents sur chacune d'elles. L'assimilation économique, par exemple, peut être corrélée à l'assimilation culturelle, mais cette corrélation n'est pas systématique. Des progrès sur certaines dimensions peuvent compenser l'absence de progrès sur d'autres. Une différence importante entre immigrés et natifs selon une dimension n'est pas nécessairement un handicap pour l'assimilation selon d'autres caractéristiques. Enfin, les corrélations entre le processus d'assimilation et les politiques visant à l'intégration des immigrés apparaissent très variables, ce qui dans certain cas pose la question de leur efficacité.



Macroéconomie et finance internationales

MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

Depuis plus de trois ans maintenant, le monde vit au rythme de la crise et les autorités n'ont pas ménagé leurs efforts pour éviter le pire : dès 2007, les banques centrales ont largement alimenté les marchés en liquidités ; en 2008, les États n'ont pas manqué d'apporter leur soutien massif aux principales banques en difficulté ; 2009 a été l'année des plans de relance. Enfin, 2010 marque la sortie de crise. Tous les problèmes ne sont pas pour autant résolus. Les conséquences de la crise se font douloureusement ressentir, ses causes mêmes – qu'il s'agisse des déséquilibres mondiaux ou du comportement des banques – font encore l'objet de vifs débats tandis que les finances publiques sont désormais dans l'œil du cyclone.

Le programme **Monnaie et finance internationales** s'inscrit dans cette actualité très riche. Il était articulé en 2010 autour de quatre thèmes : (1) les conséquences de la crise financière ; (2) les déséquilibres mondiaux et le système monétaire international ; (3) le rôle de la finance ; (4) les finances publiques. À ces thèmes s'ajoute un travail méthodologique sur le développement du modèle Ingénue.

Parmi les résultats marquants, on peut retenir les conclusions des travaux sur les déséquilibres mondiaux : la contribution de la Chine au rééquilibrage mondial pourrait passer davantage par des réformes structurelles et par l'ouverture financière que par la flexibilisation du régime de change. Un enjeu majeur à moyen terme concerne également l'évolution du système monétaire international vers un système multipolaire. Les travaux du CEPII montrent que cela pourrait contribuer à limiter les désajustements des taux de change au prix toutefois d'une plus grande volatilité à court terme.

Les travaux du CEPII confirment aussi empiriquement les effets de contagion de la crise aux marchés boursiers en Amérique latine, remettant en cause l'hypothèse du découplage. Dans le même temps, les pays émergents s'émancipent des pays développés, notamment pour ce qui relève des investissements directs étrangers (IDE). Les IDE Sud-Sud ont en effet très fortement augmenté ces dernières années, mais il semble que les déterminants ne soient pas les mêmes que pour les IDE en provenance des pays développés. En particulier, les IDE en provenance du Sud sont surtout motivés par l'accès aux matières premières, sans être découragés par un contexte institutionnel imparfait. Les IDE Sud-Sud ont en outre une dimension plus régionale.

S'agissant du thème de la responsabilité sociale des entreprises, les résultats les plus importants portent sur la réaction des marchés boursiers en cas d'accident industriel majeur. Contrairement à ce que pourrait laisser croire l'explosion de la plate-forme BP Deepwater Horizon en avril 2010, les entreprises sont généralement peu sanctionnées par le marché en cas de catastrophes environnementales.

De manière générale, les travaux du programme MFI font ressortir une nette évolution des paradigmes économiques depuis la crise. La

régulation des fonds spéculatifs, la taxation des activités financières, la réforme du système monétaire international, les contrôles de capitaux ou les politiques de relance sont autant de thèmes qui suscitaient un certain scepticisme. Désormais ces débats sont réouverts et les économistes du CEPII mettent en avant cette "nouvelle donne".

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE FINANCIÈRE

Les conséquences de la crise sont mondiales, mais différenciées selon les pays. Ainsi, la chute des cours boursiers pèse partout sur le patrimoine des ménages, mais son impact est plus fort dans les pays anglo-saxons où les effets richesse sont plus élevés et où l'équilibre des régimes de retraite est lié à la stabilité financière. L'augmentation du chômage frappe tous les pays développés, même ceux traditionnellement épargnés comme le Japon. Les pays émergents ont également souffert de la crise, mais les effets de contagion ont été moindres que prévu. Certains de ces pays ont toutefois lâché leur ancrage au dollar, tandis que d'autres ont mis en place des contrôles aux mouvements de capitaux.

Quoi qu'il en soit, tous les pays sont concernés d'une manière ou d'une autre par la sortie de crise. Le chapitre introductif de l'ouvrage annuel du CEPII "*L'économie mondiale*" est centrée sur cette question et insiste là encore sur les différences de trajectoires entre les pays: "*one size does not fit all*" !

Conséquences économiques et sociales de la crise

Ce premier volet rassemble deux études examinant les conséquences de la crise dans des économies vieillissantes, la première à l'aide d'un modèle à générations imbriquées, la seconde sous forme d'une étude de cas (le Japon).

RÉFÉRENCE(S)

"The Intergenerational Aspects of Financial Shocks: an Investigation with the Ingenu Model",
B. Carton & A. Fortin,
Document de travail CEPII,
à paraître.
Présenté à la conférence
Walras, Pau, décembre.

Crise boursière et retraite par capitalisation

Benjamin Carton & Aurélien Fortin

Ce projet s'intéresse aux conséquences, dans chaque zone et pour les flux de capitaux internationaux, de l'incertitude sur le rendement des actifs financiers et/ou sur la valeur des fonds de pension. La dévalorisation des actifs d'une économie (choc "financier") affecte différemment les ménages selon leur position dans le cycle de vie. Les effets négatifs sont par nature concentrés sur les ménages ayant accumulé du patrimoine (effet richesse), mais touchent aussi les actifs dont la productivité, et donc les revenus du travail, diminuent en raison de la baisse du stock de capital. De plus, les comptes du système de retraite par répartition sont atteints en raison du rétrécissement de l'assiette de prélèvement. La répartition des coûts entre les générations va dépendre *in fine* des choix opérés pour assurer le retour plus ou moins rapide

de l'équilibre des comptes sociaux (hausse des prélèvements, baisse des pensions, hausse de la dette publique). Enfin, les effets richesse peuvent être limités si les ménages ont pu suffisamment diversifier internationalement leur portefeuille. Ces prédictions théoriques sont globalement validées dans le cadre du modèle Ingénue, le modèle d'équilibre général international à générations imbriquées du CEPII.

Vers un nouveau modèle socio-économique ? Le cas du Japon

Évelyne Dourille-Feer

La victoire écrasante du Parti Démocrate du Japon (PDJ) de centre gauche aux élections législatives en août 2009 a non seulement marqué un tournant politique majeur dans l'histoire de l'après-guerre mais a surtout suscité l'espoir de l'émergence d'un nouveau modèle socio-économique. L'analyse de la situation de l'économie domestique au moment de l'accession du PDJ au pouvoir montre que la violence de la crise japonaise en 2008 et 2009 est liée à l'éclatement d'une "bulle des exportations" qui palliait, depuis de nombreuses années, la faiblesse de la consommation des ménages. Comme les deux voies suivies par le Parti Libéral Démocrate – relance par les travaux publics, puis déréglementation – pour stimuler la croissance avaient atteint leur limite, le PDJ a proposé une "troisième voie" privilégiant la dynamisation de la demande, notamment celle des ménages, le soutien à une autonomie accrue des régions et aux PME, le développement de nouveaux secteurs ainsi qu'un renforcement des liens avec l'Asie. Des contraintes, notamment budgétaires, infléchissent la politique économique du PDJ qui semble hésiter entre deux voies : celle de la constitution d'un État social protecteur "à l'européenne" plus influent dans l'économie et celle d'un État libéral, aménageant un environnement favorable aux entreprises, où le rôle des exportations risque de rester longtemps moteur.

Le SMI face à la crise : l'ancrage des monnaies au dollar est-il remis en cause ?

Valérie Mignon, en collaboration avec Virginie Coudert (Banque de France et CEPII) & Cécile Couharde (Université de Versailles Saint-Quentin)

Ce projet s'intéresse à l'impact de la crise financière mondiale sur les politiques de change dans les pays émergents. Un grand nombre de pays émergents ont relâché leur lien avec le dollar depuis le début de la crise financière de juillet 2007. L'assèchement de la liquidité et la réévaluation du risque de la part des investisseurs se sont traduits par des tensions se manifestant d'abord sur les marchés financiers des pays industrialisés, puis sur ceux des émergents. La contagion expliquerait la similitude observée dans l'évolution d'un certain nombre de monnaies émergentes. Afin de tester cette hypothèse, nous mesurons les politiques de change par leur degré de flexibilité, lui-même approximé

RÉFÉRENCE(S)

"Le Parti Démocrate du Japon peut-il conduire une nouvelle politique économique?",
E. Dourille-Feer,
La Lettre du CEPII,
n° 301, 14 septembre.

"Japon, nouvelle donne politique, nouvelle stratégie de croissance",
E. Dourille-Feer,
Accomex,
n° 95, septembre/octobre.

"Les nouveaux enjeux géopolitiques et économiques au Japon",
E. Dourille-Feer,
La Revue internationale et stratégique,
n° 81, à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"Exchange Rate Flexibility Across Financial Crises",
V. Mignon, V. Coudert
& C. Couharde,
Document de travail CEPII,
n° 2010-08, avril.

RÉFÉRENCE(S)

"Contrôles de capitaux : le temps du pragmatisme",
A. Chevallier,
La Lettre du CEPII,
à paraître.

par la volatilité des taux de change pour un ensemble de pays émergents, et étudions leur lien avec divers indicateurs de tension sur les marchés financiers mondiaux. Nous testons en particulier l'existence de non-linéarités en estimant des modèles à changement de régime (STR) sur un échantillon de 21 pays émergents entre janvier 1994 et septembre 2009. Les résultats obtenus confirment que la flexibilité des taux de change augmente plus que proportionnellement avec le degré de tension sur les marchés financiers pour la plupart des pays de notre échantillon. Nous mettons également en évidence des effets de contagion régionale entre les marchés des changes des pays appartenant à une même zone géographique.

Les contrôles de capitaux

Agnès Chevallier

Au cours 2010, les contrôles de capitaux sont devenus un important sujet de débat, marqué notamment par l'évolution de la position officielle du FMI. Dans le contexte de l'après-crise, le fait qu'un petit nombre de pays aient recouru aux contrôles à l'entrée des capitaux a été souvent considéré comme participant de la "guerre des monnaies" et, à ce titre, dangereux. Le point de vue présenté dans *La Lettre du CEPII* en préparation est que ces craintes sont exagérées. Tout d'abord, ces mesures n'entament pas la tendance globale à la libéralisation des mouvements de capitaux : les mesures restrictives n'ont, pour certaines, consisté qu'en un rehaussement des dispositifs abaissés durant la phase aiguë d'aversion au risque (fin 2008 à mi-2009) ; d'autres ont été prises par des pays faisant face à d'importantes entrées de capitaux à court terme. En outre, il ressort des expériences antérieures que les contrôles de capitaux peuvent avoir une efficacité temporaire sur le montant total des flux mais qu'ils parviennent surtout à en modifier la composition (parfois d'ailleurs de façon purement factice du fait des possibilités d'évitement offertes par les instruments financiers).

Les contrôles de capitaux sont présentés par le FMI comme un outil en dernier recours face à l'afflux de capitaux, une fois épuisées les réponses macroéconomiques et prudentielles. Cependant, les contrôles temporaires sont souvent utilisés comme des instruments prudentiels ; la distinction qu'ils opèrent entre résidents et non-résidents est fonction des risques monétaires et financiers différents induits par les opérations des deux catégories d'agents. Les contrôles sont des instruments inefficaces s'ils sont utilisés dans un contexte macroéconomique favorisant les entrées de capitaux. Mais ils peuvent temporairement diminuer les pressions financières avant que les effets d'un resserrement budgétaire se fassent sentir. Dans cette perspective prudentielle, plusieurs travaux récents pourraient déboucher sur des outils de contrôles affinés. Les avancées dans ce domaine pourraient guider l'action des banques centrales et permettre au FMI de définir des lignes directrices.

Reste à savoir si l'on peut définir un cadre international pour les contrôles de capitaux, comme l'idée en a été avancée par le FMI et l'OCDE, ainsi qu'en France dans la perspective de la présidence du

G20. Il paraît difficile de fixer isolément des règles sur les contrôles de capitaux compte tenu de l'impact marginal qu'ils ont, comparé aux interventions répétées sur les marchés des changes ou aux effets des politiques monétaires des pays de taille systémique. C'est un sujet qui ne peut pas être traité indépendamment de celui des externalités des politiques nationales qui est l'objet des réflexions engagées par le FMI sur la "Modernisation de la surveillance".

La vulnérabilité des systèmes financiers des pays d'Amérique latine suite à la crise

Valérie Mignon, en collaboration avec Gilles Dufrénot (Université Paris XII, GREQAM et CEPII) & Anne Péguin-Feissolle (GREQAM)

Ce projet s'intéresse à la résilience des systèmes financiers de deux économies émergentes d'Amérique latine (Brésil et Mexique) suite à la crise du marché des prêts hypothécaires aux États-Unis depuis juillet 2007. L'objectif de ce travail est de répondre à la question suivante : est-ce que l'accroissement de la volatilité des marchés boursiers des pays d'Amérique latine suite à la crise de 2007-2008 peut s'expliquer par la dégradation de l'environnement financier sur les marchés américains ? À cette fin, nous recourons à un modèle à changement de régime de type *Markov-switching* à probabilités de transition variables. Dans ce modèle, deux types de régimes sont distingués de façon endogène, régime de crise et régime "normal". En utilisant des données quotidiennes de 2004 à mi-2009, nous montrons que l'hypothèse d'un découplage financier n'est pas vérifiée au sens où la crise qui a initialement touché le marché américain s'est propagée aux marchés boursiers des pays d'Amérique latine, engendrant un accroissement de volatilité, particulièrement au Mexique.

RÉFÉRENCE(S)

"The Effects of the Subprime Crisis on the Latin American Financial Markets: an Empirical Assessment",
V. Mignon, G. Dufrénot,
A. Péguin-Feissolle,
Document de travail CEPII,
n° 2010-11, juillet.

Les stratégies de sortie de crise

Agnès Bénassy-Quéré, Agnès Chevallier, Benjamin Carton & Aurélien Fortin

L'objectif de ce projet était la rédaction du premier chapitre de l'ouvrage du CEPII *L'économie mondiale 2011*. L'angle d'attaque cette année a été celui de la divergence des rythmes de reprise économique entre pays avancés et émergents, et des implications de cette divergence en termes de politique économique. Le chapitre se termine par un focus sur la crise européenne – une combinaison de crise de finances publiques et de crise institutionnelle. Ces thèmes ont aussi donné lieu à de nombreux articles courts et interviews dans la presse française et internationale.

RÉFÉRENCE(S)

"Le G20 en sortie de crise: un point de vue euro-asiatique",
A. Bénassy-Quéré, F. He, M. Kawai, Y.C. Park & J. Pisani-Ferry,
La Lettre du CEPII, n° 299, 25 juin.

"Crise de l'Eurozone: dettes, institutions et croissance",
A. Bénassy-Quéré & L. Boone,
La Lettre du CEPII, n° 300, 28 juin.

"Une reprise à plusieurs vitesses",
A. Bénassy-Quéré, A. Chevallier & A. Fortin,
L'économie mondiale 2011, chapitre 1, pp. 5-20, coll. Repères, La Découverte, septembre.

"Budget: faudra-t-il blâmer Bruxelles?",
A. Bénassy-Quéré & L. Boone,
Telos, 19 octobre.

"Fiscal Adjustment: Another Case for Brussels Bashing?",
A. Bénassy-Quéré & L. Boone,
Eurointelligence, 28 octobre.

"Zone euro: la crise n'aura pas été inutile",
A. Bénassy-Quéré & L. Boone,
Les Echos, 4 novembre.

"Irlande: pourquoi les marchés ne se calment-ils pas?",
A. Bénassy-Quéré & L. Boone,
Telos, 28 novembre.

DÉSÉQUILIBRES MONDIAUX ET SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Le rôle des déséquilibres mondiaux et celui du système monétaire international dans la genèse de la crise de 2007-2009 restent controversés. La plupart des économistes s'attendaient en effet à une crise du dollar et non à la crise financière que nous avons vécue. Nombreux sont ceux néanmoins à penser que ces déséquilibres ne sont pas étrangers à la crise, et la Présidence française du G20 a fait figurer ces deux thèmes au rang de ses priorités.

Taux de change et déséquilibres mondiaux

Agnès Bénassy-Quéré & Benjamin Carton

L'objectif est d'étudier le lien entre le rééquilibrage de l'économie mondiale et les régimes de change, en particulier le régime de change chinois. Pour ce faire, un modèle macroéconomique à générations imbriquées, avec rigidités nominales et contraintes financières a été construit, représentant un monde à deux pays (États-Unis et Chine). Puis, différentes simulations ont été réalisées à partir de ce modèle :

- une réduction du taux d'épargne en Chine en raison d'une réforme des pensions, d'une réforme financière ou d'une hausse de l'objectif d'endettement de l'État. Ces simulations ont été réalisées successivement sous trois régimes monétaires pour la Chine : *statu quo*, libéralisation des mouvements de capitaux, flottement du renminbi ;
- même choc, en supposant cette fois que les États-Unis maintiennent pendant plusieurs trimestres une politique de taux d'intérêt nul ;
- une réforme purement monétaire (flexibilisation du régime de change chinois) sur fond de déséquilibres accumulés ;
- dans un modèle étendu à trois pays (pour y inclure la zone euro), une diversification des réserves de change chinoises.

Les résultats suggèrent que des réformes structurelles en Chine auraient la faculté de réduire les déséquilibres mondiaux, pourvu que les contrôles aux mouvements de capitaux soient assouplis. La flexibilisation du régime de change chinois accélérerait le rééquilibrage, mais l'intensité du rééquilibrage dépendra moins du régime de change que de l'ouverture financière, des décisions prises par la banque centrale de Chine au sujet de ses réserves accumulées et de l'acceptation ou non, par la Réserve fédérale américaine, d'une hausse du taux d'intérêt américain. Enfin, les résultats confirment les risques liés à une diversification abrupte des réserves de change en Chine, en particulier si la politique monétaire de la BCE se trouvait contrainte par la limite du taux d'intérêt nul.

Ce travail s'inscrit dans le cadre d'une recherche jointe Bruegel/CEPII sur "Reform Options for the Global Reserve Currency System and their Implications for the EU Economy", réalisé pour la DG ECFIN de la

RÉFÉRENCE(S)

"Rebalancing Growth in China: an International Perspective",
A. Bénassy-Quéré,
B. Carton & L. Gauvin,
mimeo.
Présenté à l'atelier
"Système monétaire international" organisé par le CEPII
le 7 décembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Le retour des controverses monétaires", A. Bénassy-Quéré & J. Pisani-Ferry, in *L'économie mondiale 2011*, chap. 6, pp. 74-87, coll. Repères, La Découverte.

"China and the Euro/Dollar Exchange Rate", A. Bénassy-Quéré & J. Pisani-Ferry, présentation à l'atelier *Système monétaire international*, organisé par le CEPII le 7 décembre.

"Regards croisés sur le système monétaire international", P. Artus, A. Bénassy-Quéré, A. Cartapanis & M. Flandreau, *Revue d'économie financière*, n° 100, pp. 253-278.

"G20: le mistigri est passé à la France", A. Bénassy-Quéré, *Telos*, 17 novembre.

"Prospects for the International Monetary System - Key Questions", M. Aglietta, contribution au groupe "Initiative du Palais Royal" sur *La réforme du système monétaire international*, novembre. Audition devant le groupe le 8 novembre.

"A Note on the Future of the International Monetary System", A. Bénassy-Quéré & J. Pisani-Ferry, contribution au groupe "Initiative du Palais Royal" sur *La réforme du système monétaire international*, décembre.

Commission européenne (ECFIN/220/2010/573686). Il sera finalisé en avril 2011.

Évolution du système monétaire international

Agnès Bénassy-Quéré, en collaboration avec Jean Pisani-Ferry (Bruegel)

L'objectif est d'analyser le potentiel de volatilité des taux de change dans un système monétaire multipolaire, comparé à un système centré sur une seule monnaie (le dollar). On s'appuie sur un modèle standard de choix de portefeuille à trois pays: États-Unis, zone euro et Chine. Dans un premier temps, les choix de portefeuille sont supposés exogènes et on étudie l'impact d'un choc en Chine (une hausse de la richesse chinoise, une internationalisation de cette richesse ou une appréciation du RMB) sur le taux de change euro/dollar, en fonction du régime de change chinois. Dans une seconde étape, les choix de portefeuille sont endogènes au régime monétaire chinois (régime de change, internationalisation de la monnaie) et à celui de la zone euro (internationalisation de la monnaie). On étudie alors le potentiel de réallocation des portefeuilles sous les différents régimes.

Les résultats suggèrent qu'une évolution du SMI vers un système multipolaire pourrait déstabiliser les choix de portefeuille en raison de la substituabilité accrue des monnaies, ce qui accroîtrait la volatilité de court terme des taux de change. Cependant, un tel mouvement réduirait le potentiel de désajustements des taux de change à moyen terme, après une période de transition risquée. En outre, le flottement de la monnaie chinoise supprimerait une source majeure d'asymétrie des ajustements de change (ce qui réduirait la volatilité du taux de change euro/dollar) et la volatilité du RMB serait stabilisante pour les choix de portefeuille chinois. Enfin, une internationalisation du RMB serait stabilisante pour le taux de change euro/dollar, même sans flottement du RMB.

Ce travail s'inscrit dans le cadre d'une recherche jointe Bruegel/CEPII sur "Reform Options for the Global Reserve Currency System and their Implications for the EU Economy", réalisé pour la DG ECFIN de la Commission européenne (ECFIN/220/2010/573686). Il sera finalisé en avril 2011.

Pays émergents et choix du régime de change

Risque de change et risque de défaut

Virginie Coudert, en collaboration avec Mathieu Gex (Banque de France)

L'existence d'excès de rendement sur le marché des changes a suscité une abondante littérature. Cet état de fait a aussi permis aux investisseurs de développer des stratégies massives de *carry-trade*, consistant à acheter à terme sans couverture les monnaies à taux d'intérêt élevés en vendant à terme les autres. L'objectif du projet était d'examiner si l'excès de rendement sur les monnaies émergentes pourrait s'expliquer par la corrélation entre le risque de change et le risque de défaut souverain. Nous partons de l'hypothèse que le placement sur une monnaie émergente, ou son achat non couvert à terme, peut comporter deux types de risque: un risque de change, bien étudié dans la littérature, mais aussi un risque de défaut, qui est généralement négligé. Dans cette hypothèse, les excès de rendement sur les monnaies émergentes pourraient compenser non seulement le risque de change mais aussi ce risque de défaut.

Nous étudions les gains des *carry trades* à un an investis dans les monnaies d'un ensemble de 18 pays émergents et financés en dollars des États-Unis. Les données quotidiennes sont issues de Bloomberg et couvrent la période juin 2005-décembre 2010. Nous montrons que ces gains sont substantiels sur la période allant de 2005 à juin 2007, que nous qualifions de période "tranquille". Les gains de *carry trades* se renversent brutalement pendant la crise, qui débute en 2007, les devises à fort taux d'intérêt ayant tendance à se déprécier brutalement. Nous mettons en évidence ce phénomène à l'aide d'un modèle linéaire décomposé en sous-périodes, puis d'un modèle non linéaire à changement de régimes. Nous montrons également que les gains des *carry trades* sont liés en partie aux primes de CDS souverains. Cet effet est aussi non linéaire, donnant lieu à un renversement au moment où les primes dépassent un certain seuil, variable selon les pays.

Effets de l'adoption du ciblage d'inflation sur l'incidence du taux de change dans les pays émergents

Dramane Coulibaly (en collaboration avec Hubert Kempf, Université Paris I Panthéon-Sorbonne)

Au cours des dix dernières années, un nombre croissant des pays émergents ont adopté des politiques de ciblage de l'inflation, délaissant quelque peu les stratégies d'ancrage du taux de change nominal. Une conséquence attendue de ce changement de stratégie monétaire est de modifier la transmission des mouvements de taux de change dans les prix. C'est ce que montre une étude réalisée cette année au CEPPI sur le sujet: l'adoption du ciblage d'inflation dans les pays émergents semble avoir permis de réduire sensiblement l'incidence du taux de change sur divers indices de prix (prix des importations, prix des producteurs et prix à la consommation).

RÉFÉRENCE(S)

"Risque de change et risque de défaut souverain",
V. Mignon & V. Coudert,
mimeo.

RÉFÉRENCE(S)

"Does Inflation Targeting
Decrease Exchange Rate
Pass-Through in Emerging
Countries?",
D. Coulibaly & H. Kempf,
mimeo.
Présenté en séminaire interne
Banque de France, 17 juin.

RÉFÉRENCE(S)

"FDI from the South: the Role of Institutional Distance and Natural Resources", M. Aleksynska & O. Havrylchuk, *Document de travail CEPIL*, à paraître.

Investissements directs Sud-Sud

Mariya Aleksynska & Olena Havrylchuk

Cette étude porte sur le choix de localisation des investisseurs issus des pays émergents (dits du "Sud"), avec un accent particulier sur le rôle des institutions et des ressources naturelles. À partir d'une base de données originale portant sur les IDE bilatéraux entre 1996 et 2007, nous montrons que les IDE en provenance du Sud ont une dimension plus régionale que les investissements provenant du Nord. La distance institutionnelle a un effet asymétrique sur les IDE selon que l'investisseur s'oriente vers un pays doté de meilleures ou de moins bonnes institutions que celles de son pays d'origine. Dans ce dernier cas, une grande distance institutionnelle entre les pays d'origine et de destination décourage l'entrée des IDE. Cependant, pour les investisseurs émergents, l'attrait du secteur primaire l'emporte sur l'effet dissuasif des écarts institutionnels. Nous mettons également en évidence une relation de complémentarité entre investissements du Nord et du Sud dans les pays du Sud, effet que nous attribuons à la nature différente de ces deux types d'IDE.

LA FINANCE AU SERVICE DE LA CROISSANCE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La responsabilité du secteur de la finance dans la crise n'est plus à démontrer. Le programme MFI a examiné cette année certaines des mesures prises pour que ce secteur soit à l'avenir mieux encadré, qu'il s'agisse des projets de taxation des activités financières, de la régulation des *hedges funds* ou des marchés dérivés. Nous nous sommes également intéressés au comportement des banques qui ont essuyé ces dernières années de nombreuses critiques, pas toujours cohérentes entre elles : on a reproché aux banques à la fois leurs excès avant la crise et leur frilosité quand il s'est agi d'accompagner les entreprises sur le chemin de la reprise. En fait, l'activité financière est structurellement pro-cyclique. Plusieurs travaux empiriques ont cherché à apprécier empiriquement cette dynamique. Enfin, nous nous sommes penchés sur le développement de l'investissement socialement responsable : est-ce une réponse à la crise morale du capitalisme ?

Quelles activités financières pour une croissance durable ?

L'impact de la crise sur les places financières

Gunther Capelle-Blancard, en collaboration avec Yamina Tadjeddine (Université Paris Ouest Nanterre La Défense)

Traditionnellement, la hiérarchie entre les places financières est caractérisée par une grande inertie. Cependant, la crise pourrait marquer un tournant dans la géographie de la finance. Certes, il est trop tôt pour

être définitif, mais nous proposons quelques faits stylisés à l'appui de cette idée. La crise est intervenue après deux décennies de mondialisation qui, en lien avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication, ont profondément remodelé la géographie financière mondiale. Nombre de changements observés aujourd'hui prennent donc leur origine bien avant la crise. Cela étant, la crise financière qui a débuté en 2007 a directement et durement frappé les principales places financières et pourrait donc servir de catalyseur. Pour la première fois depuis les années 1950, la taille du secteur financier dans les pays occidentaux est susceptible de diminuer de manière significative, tandis que les places financières asiatiques confirment leur croissance.

Nous présentons ainsi plusieurs faits stylisés sur la croissance de l'industrie financière sur longue période. Les études récentes qui s'interrogent sur le poids éventuellement excessif de l'industrie financière insistent sur l'augmentation des besoins de financement des entreprises, sur l'influence politique croissante de l'industrie financière (phénomène de capture réglementaire) ou sur l'assurance implicite accordée par les autorités. Mais la forte croissance de l'industrie financière est aussi le résultat d'une stratégie délibérée pour se positionner dans la division internationale du travail pour compenser les délocalisations des industries manufacturières. La crise a toutefois montré les limites d'une telle stratégie et aujourd'hui le soutien politique en faveur des activités financières a grandement perdu de sa légitimité. Ce n'est pas un hasard si cela coïncide avec un regain d'intérêt des économistes pour les projets de taxe sur les activités financières, thème sur lequel une Lettre du CEPII a également proposé de faire le point.

La régulation des hedge funds

Michel Aglietta, en collaboration avec Sandra Rigot (Université Paris Ouest Nanterre La Défense)

L'industrie des fonds spéculatifs a connu cette dernière décennie une forte croissance de ses encours qui s'explique en grande partie par l'engouement des investisseurs institutionnels attirés par des promesses de rendements absolus quelles que soient les conditions du marché. Avec la crise financière, les investisseurs institutionnels et notamment les fonds de pension ont enregistré de lourdes pertes avec des conséquences importantes sur le niveau des prestations de retraites des investisseurs finals. Les investisseurs n'ont pas été assez vigilants concernant leur investissement et ont accepté des contrats de délégation qui ont exacerbé la relation d'agence.

Le rôle des investisseurs à long terme dans le financement de la croissance future va probablement être appelé à devenir plus important dans les années à venir. En effet, la période de surconsommation de crédit est en passe d'être révolue. Plus régulées, les banques ne pourront plus se livrer à un levier excessif comme auparavant. La disponibilité du crédit deviendra plus parcimonieuse pour financer l'investissement. Pendant ce temps, le besoin de financement de long terme

RÉFÉRENCE(S)

"The Impact of the 2007-2010 Crisis on the Geography of Finance",
G. Capelle-Blancard
& Y. Tadjeddine,
Document de travail CEPII,
n° 2010-16, août.

"Taxer les activités financières :
un débat qui rebondit",
G. Capelle-Blancard
& C. Destais,
La Lettre du CEPII,
n° 304, décembre.

RÉFÉRENCE(S)

*Les hedge funds :
entrepreneurs ou requins
de la finance ?*,
M. Aglietta, S. Khanniche
& S. Rigot, ed. Perrin.

"Pourquoi réglementer
les hedge funds ?",
M. Aglietta, S. Khanniche
& S. Rigot,
La Lettre du CEPII,
n° 296, 28 janvier.

"Les hedge funds
en question",
M. Aglietta,
conférence organisée
par le Xerfi, 11 février.

RÉFÉRENCE(S)

"Are Derivatives Dangerous?
À Literature Survey",
G. Capelle-Blancard,
Document de travail CEPII,
n° 2010-24, novembre.
Publié dans *International
Economics*, n° 123, juillet.

RÉFÉRENCE(S)

"The Link Between Credit
Procyclicality and Bank
Competition",
V. Mignon, V. Bouvatier
& A. Lopez-Villavicencio,
Document de travail CEPII,
n° 2010-25, novembre.

va se poser avec plus d'acuité en matière d'investissement durable au niveau mondial (surtout en économies d'énergie et en sources d'énergie renouvelable). Ces types d'investissement vont subir des risques non financiers jusqu'alors inconnus.

D'un point de vue normatif, les auteurs de l'étude avancent trois propositions pour réduire les risques: (1) une plus grande internalisation des externalités de la part des investisseurs institutionnels *via* une allocation stratégique interne rigoureuse et une délégation uniquement sur des segments d'actifs alternatifs spécialisés; (2) des contrats de partage de profit avec les délégués; (3) une redéfinition des commissions de performances dans un système de bonus-malus.

Les marchés dérivés sont-ils dangereux?

Gunther Capelle-Blancard

Depuis le début des années 1970-1980, la sphère financière connaît un flot intense d'innovations et il existe un certain consensus aujourd'hui pour affirmer qu'elles ont globalement une incidence positive. Malgré tout, à chaque crise financière le débat est relancé. En particulier, les produits dérivés, qui sont certainement les innovations financières les plus importantes des trente dernières années, suscitent de vives inquiétudes.

En 2010, les débats relatifs à la régulation des marchés dérivés ont été très nombreux. Ce projet, qui n'était pas prévu au programme de travail, a pour objectif de synthétiser les résultats de la littérature académique sur les dangers que font peser les produits dérivés. On a d'abord craint que les produits dérivés favorisent la volatilité. Les études empiriques ne semblent toutefois pas valider ces soupçons. Les études récentes portent davantage sur le risque systémique. La complexité des produits et la concentration des risques conduisent à une augmentation de l'incertitude, de la fréquence et de l'ampleur des risques extrêmes. Parmi les solutions envisagées pour limiter les risques, outre le renforcement du contrôle interne, la généralisation des chambres de compensation et la limitation des transactions à nu semblent être les voies les plus prometteuses.

Procyclicité du crédit et concurrence dans le secteur bancaire

Valérie Mignon, en collaboration avec Vincent Bouvatier (Université Paris Ouest) & Antonia Lopez-Villavicencio (Université Paris XII)

L'objectif de ce travail est d'étudier le lien entre la stabilité du système bancaire, appréhendée au travers de la dynamique du crédit, et le pouvoir de marché des banques. Plus spécifiquement, nous étudions si la procyclicité du crédit, c'est-à-dire la réponse du marché du crédit à un choc sur le PIB, est plus marquée lorsque le degré de concurrence entre banques est élevé.

Cette relation entre procyclicité du crédit et concurrence bancaire est analysée sur un échantillon de 17 pays de l'OCDE sur la période 1986-2009. Nous estimons des modèles VAR en panel (PVAR), ce qui nous permet de raisonner dans un contexte multi-pays, et dérivons les fonctions de réponse correspondantes afin d'évaluer la réponse du crédit à un choc sur le PIB. Dans la mesure où notre échantillon comprend des économies dont les caractéristiques sont différentes, nous tenons compte de cette hétérogénéité potentielle en estimant les modèles PVAR sur des sous-groupes de pays en fonction de leur degré de concurrence bancaire – ce dernier étant évalué par le biais d'une méthode de classification hiérarchique. Nos résultats montrent qu'alors que le crédit répond significativement aux chocs sur le PIB, le degré de concurrence bancaire n'est pas fondamental dans l'évaluation de la procyclicité du crédit.

Finance et responsabilité sociale des entreprises

Gunther Capelle-Blancard, en collaboration avec Marie-Aude Laguna (Université Paris-Dauphine) & Stéphanie Monjon (CIRED)

Les marchés financiers face aux catastrophes environnementales

Les travaux du CEPII sur le thème de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) ont cherché à examiner la réaction des marchés financiers aux accidents industriels qui portent gravement atteinte à l'environnement (comme par exemple l'accident de la plate-forme de BP Deepwater Horizon en avril 2010).

Le respect de l'environnement ou la promotion de valeurs "citoyennes" sont vus, le plus souvent, comme contradictoires avec les objectifs de l'entreprise. Dans la perspective traditionnelle, si les actionnaires, les dirigeants, les responsables syndicaux ou politiques souhaitent que l'entreprise se fixe des objectifs extra-économiques, ils devront nécessairement arbitrer entre un certain nombre de bénéfices (publics) et de coûts (privés). Toutefois, depuis le début des années 1990, cet arbitrage est de moins en moins considéré comme inéluctable. Il serait tout à fait possible de concilier performances économiques, protection de l'environnement et promotion des valeurs sociales.

L'idée de telles stratégies gagnantes-gagnantes est certes séduisante, mais est-elle bien réaliste? Cette question, à forte résonance idéologique, n'a pas manqué de susciter de vives polémiques parmi les économistes et les spécialistes en stratégie d'entreprise. De nombreuses études ont tenté de trancher empiriquement la question, mais les résultats sont très divers. Dans cette étude nous mesurons empiriquement la valeur que les investisseurs accordent aux informations extra-financières. Il apparaît que, sauf cas très exceptionnels, la valorisation par le marché des catastrophes environnementales est faible; ainsi en est-il de l'incitation à adopter des mesures vertueuses.

RÉFÉRENCE(S)

- "How do Stock Markets Respond to Chemical Disasters?",
G. Capelle-Blancard & M.-A. Laguna,
Journal of Environmental and Economic Management,
pp. 192-205.
- "The Stock Market Response to the Deepwater Horizon Oil Spill",
G. Capelle-Blancard & M.-A. Laguna,
VoxEU, mai.

RÉFÉRENCE(S)

"Socially Responsible Investing: It Takes More than Words",
G. Capelle-Blancard
& S. Monjon,
Document de travail CEPII,
n° 2010-15, août.

L'investissement socialement responsable

En lien avec les travaux sur la responsabilité sociale des entreprises, le CEPII a abordé cette année le thème de l'investissement socialement responsable (ISR). Cette pratique consiste à sélectionner ses placements, non pas uniquement sur la base de critères financiers (rentabilité, risque, ...), mais en intégrant à son choix des préoccupations environnementales, sociales ou de gouvernance d'entreprise. Pour ses partisans, l'ISR connaît depuis une dizaine d'années un essor remarquable, signe qu'une révolution est en marche.

Dans cette étude, nous examinons le développement du marché de l'ISR dans les pays développés. Ceci soulève de nombreuses difficultés car on se heurte en effet à un problème de périmètre: quand décide-t-on qu'un investisseur pratique l'ISR? Suffit-il de se dire concerné par le développement durable, de dialoguer avec les entreprises? Ou bien faut-il ne prendre en compte que les stratégies ISR contraignantes? Évidemment, selon que l'on retient l'une ou l'autre approche, la part de marché de l'ISR varie de 10 % à quelques pourcents. Par ailleurs, nous montrons que si la croissance est rapide dans les premiers stades de développement, elle décline très rapidement. Aux États-Unis, contrairement à une idée largement répandue, la croissance des fonds de placement ISR est même inférieure à celle des fonds traditionnels depuis les années 2000.

En résumé, nous considérons qu'il n'y a pas besoin de surestimer le marché de l'ISR pour promouvoir la responsabilité sociale. Certains sont parfois tentés de céder à leur enthousiasme en exagérant le poids de l'ISR, en vantant exagérément sa croissance, ou en surestimant ses performances, avec l'idée que le progrès se nourrit d'utopies. Le problème est qu'en règle générale une telle attitude masque de nombreux pièges. En particulier, à trop vouloir grossir le marché de l'ISR, on risque un appauvrissement du concept et une récupération à des fins purement marketing (*greenwashing*).

FINANCES PUBLIQUES

RÉFÉRENCE(S)

"Rapport intermédiaire
du groupe de travail
sur les dettes publiques",
M. Aglietta, N. Bayik
& T. Brand,
Institut CDC pour
la recherche en économie,
octobre.

Évolution des dettes publiques: une analyse prospective

Michel Aglietta, en collaboration avec Nil Bayik (Groupama-AM) & Thomas Brand (CAS)

Jugée préoccupante par de nombreux observateurs et par bon nombre de responsables publics dans les principaux pays, notamment en Europe, l'évolution des taux d'endettement publics ne l'est pas nécessairement; elle dépend fondamentalement des conséquences à moyen terme de l'endettement et des plans d'ajustement sur la croissance. Le projet de recherche analyse de manière approfondie les implications des trajectoires actuelles et prévisibles des taux d'endettement publics, notamment au sein de la zone euro, en rappelant les déterminants tra-

ditionnels de la soutenabilité de ces évolutions, mais aussi en tentant d'endogénéiser les effets des politiques de finances publiques sur la croissance économique. Il vise également à explorer les conséquences de différents scénarios d'endettement public sur l'équilibre épargne-investissement au niveau mondial, c'est-à-dire à la fois en termes de répercussions sur les taux d'intérêt mondiaux et en termes d'équilibre épargne-investissement, donc de soldes des balances courantes, des grandes régions du monde.

Plusieurs enseignements sont tirés de ce rapport intermédiaire. Tout d'abord, la crise des finances publiques (hormis Grèce) vient du contrecoup de la crise de la finance privée avec une conséquence majeure pour la politique macroéconomique: le crédit et donc la dépense privée répondent peu à la baisse des taux d'intérêt conduite par les banques centrales. Par ailleurs, les handicaps de la zone euro sont aggravés par son hétérogénéité. La zone euro peut s'interpréter comme un système monétaire à changes fixes, asymétrique avec un pays dominant (l'Allemagne) refusant d'assumer son leadership. Le rapport fait ensuite le lien entre le court terme de la réduction recherchée des déficits et le long terme de la soutenabilité de la dette: comme la soutenabilité dépend avant tout de la croissance potentielle, les auteurs proposent de redéployer les dépenses publiques vers l'investissement pour donner l'impulsion aux politiques européennes d'énergie et d'environnement. Compte tenu de l'ampleur des réductions *ex ante* de déficits annoncées, le multiplicateur peut conduire à une réduction du PIB atteignant 2 % si toutes les conditions défavorables sont réunies: inflation par hausse de prix des matières premières, réponse de la BCE par hausse des taux, appréciation de l'euro due à cette hausse. Puisque le niveau de dette d'équilibre est égal à la valeur actualisée des flux de recettes nettes futures et que le taux d'actualisation est égal à la différence entre le taux d'intérêt réel moyen payé sur la dette et le taux de croissance potentielle, le domaine des dettes soutenables est d'autant plus étendu que la politique monétaire réduit au maximum le coût de financement de la dette publique et que les gouvernements mènent des politiques coordonnées relevant la croissance de la zone euro. Enfin, la réponse au problème de soutenabilité passe par une gouvernance cohérente qui relie trois dimensions: la stabilité financière, le pilotage des finances publiques et la concertation macroéconomiques. Les dispositions institutionnelles seront étudiées en détail dans le rapport final.

Réformes fiscales et structurelles

Évaluation d'une proposition de réforme du calcul des retraites en France

Xavier Chojnicki & Riccardo Magnani

L'objectif était d'évaluer les effets d'une transformation du système actuel de retraite français en un système par comptes notionnels, à l'aide d'un modèle d'équilibre général à générations imbriquées qui permet de prendre en compte les effets de bouclage macroéconomique sous

RÉFÉRENCE(S)

"Réforme des retraites en France: évaluation de la mise en place d'un système par comptes notionnels", X. Chojnicki & R. Magnani, *Document de travail CEPII*, n° 2010-21, octobre.

"Les comptes notionnels à la rescousse de la répartition?", X. Chojnicki & R. Magnani, *La Lettre du CEPII*, n° 297, 7 avril.

RÉFÉRENCE(S)

"TVA et taux de marge: une analyse empirique sur données d'entreprises", P. Andrade, M. Carré-Tallon & A. Bénassy-Quéré, *Document de travail CEPII*, n° 2010-30, décembre.

"Competition and Pass-Through on International Markets: Firm-Level Evidence from VAT Shocks", P. Andrade, M. Carré-Tallon & A. Bénassy-Quéré, *mimeo*.

différentes hypothèses d'ouverture économique. Nous simulons les effets de la mise en place progressive, entre 2015 et 2030, d'un système unique par comptes notionnels se substituant, à terme, entièrement à tous les régimes actuels, de base et complémentaires. Par rapport à notre scénario de référence, les simulations montrent que l'introduction progressive d'un système par comptes notionnels permettrait d'obtenir une réduction des besoins de financement de l'ordre de 0,6 point de PIB à l'horizon 2050. Ensuite, nous évaluons la stabilité du système par comptes notionnels. Si le système par comptes notionnels réagit mieux que le système actuel dans les cas d'une augmentation de l'espérance de vie, d'un ralentissement de la productivité et d'une baisse des taux d'activité, il réagit de façon très similaire dans le cas d'une baisse de la fécondité et d'une hausse du taux de chômage. Par contre, une hausse des cotisations a un effet négatif sur les besoins de financement dans un système par comptes notionnels du fait d'un accroissement parallèle de la valeur des pensions.

TVA en économie ouverte: une analyse des prix du commerce

Agnès Bénassy-Quéré, en collaboration avec Philippe Andrade (*Banque de France*) & Martine Carré-Tallon (*Université Paris-Dauphine*)

Le but de ce projet était d'étudier la manière dont les exportateurs d'un pays (la France) réagissent à un choc de TVA dans un pays de destination. S'il est optimal pour les producteurs de modifier leur taux de marge, le choc de TVA va modifier la répartition des profits au sein de chaque secteur car seules les entreprises les plus productives seront à même de comprimer leur taux de marge et d'absorber une partie de l'augmentation des prix pour préserver le niveau de la demande qui leur est adressée. De plus, l'augmentation du taux de TVA introduit des distorsions entre les secteurs. Selon l'état de la concurrence et l'élasticité de la demande, le partage de l'augmentation du prix entre producteur et consommateur n'est pas identique. Une variation du taux de TVA modifie donc la distribution des taux de marge à l'intérieur et entre les secteurs d'activité.

L'exploitation des données de douanes françaises nous permet de mettre en évidence un *pass-through* moyen de 48 % pour les biens de consommation finale. Ce chiffre est plus élevé que ceux obtenus récemment dans différentes études empiriques sur données individuelles pour le cas du taux de change. Il reste néanmoins très inférieur à l'unité, ce qui suggère des effets de marge considérables.

Une conséquence de nos résultats est que les prix à la consommation ne réagiront pas "un pour un" à une hausse du taux de TVA. Cependant, le mécanisme de compression de marge engendre une modification de la structure concurrentielle parmi les fournisseurs. Ce faisant, on peut craindre que les marchés deviennent plus concentrés avec des effets négatifs sur la disponibilité d'une vaste gamme de variétés à la suite d'une hausse de la TVA.

Outre ses implications pour la politique fiscale, ce travail apporte un nouvel éclairage sur la question plus générale de la transmission imparfaite des chocs macroéconomiques aux prix dans une économie ouverte, question jusqu'ici traitée essentiellement sous l'angle des répercussions des chocs de taux de change. Le choc de TVA présente l'avantage d'être exogène, de ne pas affecter les coûts des producteurs et de s'appliquer d'une façon symétrique aux marchandises importées et produites localement. Ainsi, l'ajustement des prix à la production ne peut être attribué à aucune altération des prix relatifs internationaux à la suite du choc.

DÉVELOPPEMENT DU MODÈLE INGENUE

Benjamin Carton & Aurélien Fortin

En 2010, le modèle Ingénue a été profondément modifié. Le calibrage a été réactualisé et il existe désormais un nouveau compte central. En outre, la dette publique a été introduite dans le modèle avec la levée de l'hypothèse de parfaite substituabilité des actifs financiers.

Le modèle Ingénue a été développé afin de prendre en compte dans un cadre unifié les enjeux du vieillissement asynchrone de la population dans les différentes zones du monde et du rattrapage économique des pays en développement sur les perspectives de croissance de long terme, la dynamique de l'épargne et de l'investissement de chaque zone ainsi que du taux d'intérêt mondial. La troisième version du modèle (intégrant notamment les échanges de pétrole, les dépenses publiques et l'endettement public, ainsi que l'imparfaite allocation mondiale du capital par les marchés financiers) est actuellement en fin de développement. Ingénue 3 est un modèle d'équilibre général calculable, à générations imbriquées, décrivant un monde divisé, selon des critères démographiques et socio-économiques, en dix grandes zones : Amérique du Nord (incluant aussi l'Australie et la Nouvelle-Zélande), Amérique latine, Europe de l'Ouest, Japon, Europe de l'Est, monde Russe, monde Chinois, monde Indien, monde Méditerranéen et Afrique. Chaque zone est composée de trois agents : ménages, entreprises et secteur public.

Le travail mené cette année a permis d'enrichir la modélisation du secteur public de chaque zone du modèle Ingénue par rapport à la version 2 du modèle, où celui-ci se résumait à un système de retraite par répartition équilibré à chaque période. Nous avons introduit les éléments suivants : a) les dépenses publiques, qui permettent de reproduire les comptes nationaux de chaque zone ; b) une taxe à la consommation qui permet, en plus de la taxe sur le travail qui ne touche que les actifs, de financer les dépenses publiques ; c) la possibilité pour l'État de s'endetter ; d) une règle budgétaire qui rend les choix du gouvernement soutenables.

Par cette règle budgétaire, le comportement du secteur public consiste à gérer le niveau des dépenses publiques, le niveau des pensions, des taxes (sur le salaire et la consommation) ainsi que le niveau de la dette

RÉFÉRENCE(S)

"INGENUE 3 : a Long Term Intertemporal World Model for the 21st Century",
Equipe Ingénue,
Document de travail CEPIL,
à paraître.

"The Intergenerational Aspects of Financial Shocks: an Investigation with the Ingénue Model",
B. Carton & A. Fortin,
Document de travail CEPIL,
à paraître.

publique. Chaque secteur public régional est caractérisé par plusieurs paramètres institutionnels: l'âge légal de cessation d'activité, le ratio de remplacement cible, le niveau des taxes sur le travail cible et une cible de dette publique.

Le secteur financier (l'allocation de l'épargne des ménages des différentes zones entre titres publics et investissement privé) fait maintenant l'hypothèse d'une imparfaite substituabilité entre les supports d'épargne. Cela permet d'une part de reproduire un biais domestique important dans la structure du portefeuille et l'ouverture financière plus ou moins grande des économies (la sur-représentation de l'Amérique du Nord, de l'Europe de l'Ouest et du Japon dans la finance mondiale) et d'autre part de fonder sur les choix de portefeuille les différences de rendement marginal du capital entre les zones. Plus précisément, la part de chaque zone dans le portefeuille des épargnants dépend d'un portefeuille "neutre" optimal et des écarts de rendement anticipés entre les différents supports d'épargne (capital productif de chacune des zones, titres publics de chacune des zones). Avec cette spécification, le taux d'intérêt réel domestique diffère du taux d'intérêt réel mondial lorsque l'offre de titres (dette publique et capital) diffère de la demande neutre optimale.

Annexe



Économie internationale
La Lettre du CEPII
The CEPII Newsletter
L'économie mondiale 2011

INTERNATIONAL ECONOMICS ÉCONOMIE INTERNATIONALE

N° 120 – 3^e trimestre 2009

Public Environmental Policies: Some Insights from Economic Theory

"Introduction", A. Ayong-Le-Kama & T. Bréchet.

"Transport, Health and Climate Change: Deciding on the Optimal Policy", L. Cabantous, O. Chanel & J.-C. Vergnaud.

"Alcoa re-Visited: Recycling, Market Power and Environmental Policy", J. De Beir & G. Girmens.

"Co-Management of Natural Resources in Developing Countries: the Importance of Context", J. Ballet, K. J.-M. Koffi & K. Boniface Komena.

"Economic Consequences of Permits Allocation Rules", J. Chevallier, P.-A. Jouvet, P. Michel & G. Rotillon.

"Double Dividend and Distribution of Welfare: Advanced Results and Empirical Considerations", M. Chiroleu-Assouline & M. Fodha.

"Clean Technology Transfers and North-South Technological Gap: an Important Issue for Environmental Policies", P. Schembri & O. Petit.

N° 121 – 1^{er} trimestre 2010

"The Introduction of Emerging Currencies into a Portfolio: Towards a More Complete Diversification Model", S. Prat & S. Brana.

"Exchange Rate Misalignments at World and European Levels: a FEER Approach", S.-E. Jeong, J. Mazier & J. Saadaoui.

"Real Exchange Rate Misalignments and Economic Performance for the G20 Countries", A. Sallenave.

"Geographic Distance and Remittances in Romania: Out of Sight, Out of Mind?", J. De Sousa & L. Duval.

"The Petroleum Market: the Ongoing Oil Price 'Shock' and the Next 'Counter-Shock'", F. Lescaroux.

N° 122 – 2^e trimestre 2010

"China's High Saving Rate: Myth and Reality", M. Guonan & Y. Wang.

"Oil Prices and Stock Markets: What Drives What in the Gulf Corporation Council Countries", M. Arouri & C. Rault.



Rédacteurs en chef:
V. Mignon & F. Toubal.

www.international-economics.eu

"Is There a Link Between the American S&L Crisis of the 80s and the Subprime Crisis? An Analysis of Bank Returns", L. Ureche-Rangau & A. Burietz.

"Evaluating the Environmental Cost of Biofuels Policy: an Illustration with Bioethanol", H. Valin, B. Dimaranan & A. Bouët.

"Trade-FDI Linkages in a Simultaneous Equations System of Gravity Models for German Regional Data", T. Mitze, A. Björn & U. Gerhard.

N° 123 – 3^e trimestre 2010

On-Going Issues on the Global Financial Crisis

"Introduction. On-Going Issues on the Global Financial Crisis", V. Coudert, H. Raymond & L. Scialom.

"Financial Regulation in the Crisis Regulation, Market Discipline, Internal Control: the Big Three in Turmoil", J. Coupey-Soubeyran.

"A Systemic Approach to Financial Regulation: a European Perspective", M. Aglietta & L. Scialom.

"Are Derivatives Dangerous? A Literature Survey", G. Capelle-Blancard.

"The Credit Default Swap Market and the Settlement of Large Defaults", V. Coudert & M. Gex.

"Sovereign Wealth Funds as Domestic Investors of Last Resort During Crises", H. Raymond.

"Emergence of a New Regulation: Informational Disclosure Modalities in the Hedge Fund Opacity World", S. Rigot & Y. Tadjeddine.

LA LETTRE DU CEPII

"Pourquoi réglementer les *hedge funds*?",

M. Aglietta, S. Khanniche & S. Rigot, n° 296, 28 janvier.

Les risques des *hedge funds* sont à la mesure des paris qu'ils prennent à la poursuite de performances élevées. La combinaison des leviers de dette et de la dépendance à la liquidité des marchés les rend vulnérables aux crises financières. Leurs réactions propagent le risque systémique. C'est pourquoi l'attitude indulgente des régulateurs est en train d'évoluer. L'enregistrement des gérants de *hedge funds*, la limitation du levier, la divulgation d'informations précises sur leurs prises de risque et l'application de principes de rémunération analogues à ceux qui sont envisagés pour les banques sont autant de propositions qui font débat.

"Les comptes notionnels à la rescousse de la répartition?",

X. Chojnicki & R. Magnani, n° 297, 7 avril.

Le système français de retraite par répartition fait face à un défi de taille: comment absorber le choc démographique découlant du départ à la retraite des générations du *baby-boom* et de l'augmentation de l'espérance de vie? Après plusieurs réformes paramétriques du système, est évoquée aujourd'hui une refonte structurelle des régimes actuels en faveur d'un système de comptes notionnels. Cette lettre cherche à évaluer, à partir du modèle OLGAMAP du CEPII, les effets en termes de financement des caisses de retraites, de redistribution intergénérationnelle et de transition institutionnelle. Nous montrons que, s'il améliore la lisibilité du système et favorise son adaptation future aux aléas démographiques et économiques, le régime par comptes notionnels n'apporte pas de solutions nouvelles pour le financement des retraites, qui repose toujours sur la question du choix entre hausse des cotisations, baisse des pensions et incitation à accroître l'âge moyen effectif de départ à la retraite.

"Chine: fin du modèle de croissance extravertie",

G. Gaulier, J. Jarreau, F. Lemoine, S. Poncet & D. Ünal,
n° 298, 21 avril.

La Chine, qui depuis les années 1980 s'est dotée d'un secteur exportateur dynamique pour servir son développement économique, a subi de plein fouet l'effondrement de la demande mondiale fin 2008. Cet épisode a révélé la fragilité du modèle de croissance chinois qui se trouve désormais à un tournant, non seulement en raison du contexte mondial mais aussi des tensions internes qu'il a engendrées. Le bilan de trente ans d'ouverture économique, à travers les études du CEPII, montre que les succès fulgurants de la Chine sur les marchés internationaux ont aussi leurs revers et ne peuvent tenir lieu de stratégie de développement à long terme. Les analyses du CEPII portent aujourd'hui sur les changements qui pourront intervenir dans l'offre chinoise et sur le nécessaire recentrage de la croissance sur la demande intérieure.



Rédacteur en chef:
G. Capelle-Blancard.

La Lettre du CEPII
est disponible
sur www.cepii.fr

"Le G20 en sortie de crise: un point de vue euro-asiatique",

A. Bénassy-Quéré, B. Carton, F. He, M. Kawai & J. Pisani-Ferry,
n° 299, 25 juin.

Après s'être focalisé au plus fort de la crise sur la réforme de la régulation financière internationale, le G20 a abordé à Pittsburg le chantier du rééquilibrage de la croissance mondiale. Cela passe notamment par des stratégies de sortie de crise différenciées selon les pays, des réformes structurelles et une meilleure coordination budgétaire en Europe. Aujourd'hui une interrogation demeure: le G20 a certes su réagir promptement au cœur de la crise, mais il lui reste à prouver sa légitimité, tout comme sa capacité à faire aboutir les réformes dans un environnement de sortie de crise où l'appétit pour la coordination diminue.

"Crise de l'eurozone: dettes, institutions et croissance",

A. Bénassy-Quéré & L. Boone, n° 300, 28 juin.

La crise de la zone euro est bien plus qu'une crise de la dette souveraine. Elle remet en question toute l'architecture de la politique économique: de la politique monétaire à la surveillance macroéconomique, en passant par les sanctions. Passées les urgences de court terme, les membres de l'UE doivent être au clair sur les mécanismes de coordination qu'ils veulent mettre en place. Plusieurs pistes sont possibles; n'en retenir aucune contribuerait à marginaliser la zone euro dans l'économie mondiale.

"Le Parti démocrate du Japon peut-il conduire une nouvelle politique économique?",

E. Dourille-Feer, n° 301, 14 septembre.

Pour la première fois depuis 1955, un parti d'opposition – le Parti démocrate du Japon – a remporté seul, en août 2009, les élections législatives face au Parti libéral démocrate. Son programme économique initial de recentrage de la croissance sur la demande domestique grâce à d'importants transferts sociaux est soumis à des fortes tensions politiques, y compris au sein de la majorité actuelle, entre les partisans de Naoto Kan favorables à la modération des dépenses budgétaires et ceux de Ichiro Ozawa tenants d'une vigoureuse politique de relance. La victoire de Naoto Kan à la présidence du Parti démocrate le maintient au poste de Premier ministre et semble conforter l'inflexion de la politique économique du PDJ en direction d'une plus grande discipline des finances publiques.

"Le club 'ultra-select' des firmes exportatrices de services",

M. Crozet, D. Mirza & E. Milet, n° 302, 12 novembre.

En 2007, *La Lettre du CEPII* soulignait à quel point il est difficile pour des entreprises industrielles de se lancer sur les marchés d'exportation. Cette lettre montrait que le nombre d'entreprises françaises déclarant exporter des biens était étonnamment faible, et que seules les entreprises particulièrement performantes avaient les capacités requises pour placer leurs produits sur les marchés étrangers. Nous poursuivons ce travail en nous penchant maintenant sur le cas des échanges internationaux de services. Le constat est encore plus sévère: moins de 2 % des entreprises de services exportent; c'est dix fois moins que le

secteur des biens manufacturés. Nous montrons aussi que les difficultés auxquelles les entreprises de services font face pour entrer sur les marchés d'exportations tiennent, pour une part significative, à l'importance des réglementations encadrant ces activités dans chaque pays. Les politiques d'ouverture et de libéralisation des marchés de services constituent dès lors un enjeu majeur pour le commerce extérieur français, et un défi d'importance pour les entreprises de services.

"L'économie mondiale en 2050",

A. Bénassy-Quéré, L. Fontagné & J. Fouré, n° 303, 15 décembre.

Dans cette *Lettre du CEPII*, nous nous livrons à un exercice de projection des évolutions économiques mondiales à l'horizon 2050. Globalement, on peut s'attendre à un basculement accéléré de l'économie mondiale vers le monde émergent et en développement. En Chine et en Inde, le PIB en volume pourrait être multiplié par treize, tandis que celui des États-Unis serait multiplié par deux et que celui de l'Union européenne augmenterait de seulement 60 %. En tenant compte des évolutions de prix relatifs, la Chine pourrait représenter 28 % de l'économie mondiale en 2050, soit beaucoup plus que les États-Unis (14 %), l'Inde (12 %), l'Union européenne (11 %) et le Japon (3 %). Le niveau de vie en Chine s'approcherait ainsi du niveau américain, mais uniquement vers 2050.

"Taxer les activités financières: un débat qui rebondit",

G. Capelle-Blancard & C. Destais, n° 304, 23 décembre.

Taxer les activités financières. Cette proposition, si elle séduit une partie de l'opinion depuis longtemps, a aussi longtemps été considérée comme iconoclaste. Elle était rejetée par la plupart des experts qui estimaient qu'une telle initiative était impossible à mettre en œuvre. Le serait-elle, ils craignaient qu'en augmentant les coûts de transaction, cette taxe ne réduise la liquidité et n'accroisse la volatilité des marchés. La crise de 2007-2010 a résolument changé la donne. Les obstacles restent certes importants et les projets controversés, mais le débat est désormais clairement engagé.

Dans cette Lettre nous examinons le bien-fondé d'une taxe sur les activités financières. Il ne s'agit ni de punir les banquiers, ni les marchés, ni même véritablement de réduire la volatilité du prix des actifs. Pour cela mieux vaut utiliser l'instrument réglementaire. L'objectif premier de la taxe doit être de lever des fonds. Pour certains, le produit de la taxe devrait servir à financer des activités jugées "socialement utiles". Mais il est peu probable que cette solution soit retenue. Les taxes existantes sont pour la plupart destinées à nourrir des fonds de réserve dans lesquels puiser en cas de nouvelles crises, tandis que les projets les plus ambitieux prévoient d'alimenter le budget des États.

"L'assimilation des immigrés en Europe: un processus multidimensionnel",

M. Aleksynsky, n° 305, 27 décembre.

Ces dernières années ont été marquées par l'augmentation du nombre des immigrés dans de nombreux pays européens. La propension des immigrés à s'intégrer, tout comme la capacité des pays d'accueil à promouvoir l'égalité des chances ont été vivement débattues. Mais

de manière générale, on manque d'indicateurs statistiques permettant d'apprécier le degré d'assimilation des immigrés. Dans cette *Lettre du CEPII*, nous calculons des indices de similitude entre immigrés et natifs pour plusieurs pays européens d'accueil, en distinguant les pays d'origine et les générations d'immigrés. Ces mesures insistent sur le caractère multidimensionnel du processus d'assimilation qui varie avec les caractéristiques économiques, culturelles et civiques de l'individu.

"Limiter les émissions de gaz à effet de serre : le plus tôt sera le mieux",

S. Mojon, n° 306, 28 décembre.

L'objectif préconisé par le GIEC de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à +2 °C par rapport à l'ère préindustrielle est désormais accepté par tous. Cet objectif ambitieux, reconnu à la conférence de Copenhague en 2009, a été confirmé à Cancún en 2010. Il n'y a encore aucune mesure contraignante, mais pour atteindre cet objectif, les principaux pays émetteurs ont d'ores et déjà annoncé des engagements de réductions de leurs émissions pour 2020. L'objet de cette *Lettre du CEPII* est d'abord de mieux comprendre ce qu'implique cet objectif en termes de réduction des émissions mondiales à un horizon de 10 ans. Il s'agira ensuite d'apprécier si les mesures prises par les États sont suffisantes.

THE CEPII NEWSLETTER

N° 43, 1st Quarter

Focus

"China's Export-Led Growth Has Reached its Limits".

On the Research Agenda

"The Case for Intermediate Exchange-Rate Regimes", A. Bénassy-Quéré & V. Salins.

"Crises and the Collapse of World Trade: the Shift to Lower Quality", A. Berthou & C. Emlinger.

"Determinants and Pervasiveness of the Evasion of Custom Duties", S. Jean & C. Mitaritonna.

"The Distorted Effect of Financial Development on International Trade Flows", A. Berthou.

Databases

"Trade in Services of French Firms", G. Gaulier, E. Milet & D. Mirza.

N° 44, 2nd Quarter

Focus

"Greece: a Massive European Coordination Failure".

On the Research Agenda

"Foreign Sales Strategies of Multinational Firms", J. Kleinert & F. Toubal.

"China's New Growth Strategy and its Impact on International Trade", G. Gaulier, F. Lemoine & D. Unal.

"Competition and Restructuring in the French Business Services", P. Bombarda, F. McCann & F. Toubal.

"The Effects of the Subprime Crisis on the Latin American Financial Markets: an Empirical Assessment", G. Dufrénot, V. Mignon & A. Péguin-Feissolle.

"Productivity, Relationship-Specific Inputs and Sourcing Modes of Multinational Firms: Evidence from French-Firm Level Data", F. Defever & F. Toubal.

Databases

"Quality and Specialization: CEPII Indicators", A. Berthou.



Rédacteur en chef:
D. Pianelli.

The CEPII Newsletter
est disponible sur
www.cepii.fr.

N° 45, 4th Quarter

Focus

"The World Economy in 2050: a Tentative Picture".

On the Research Agenda

"Financial Development and Trade Performance in China", J. Jarreau & S. Poncet.

"The Consequences of Banking Crises for Public Debt", D. Furceri & A. Zdzienicka.

"On the Link Between Credit Procyclicality and Bank Competition", V. Bouvatier, A. López & V. Mignon.

"FDI from the South: 'La raison d'être' and Consequences for the North", O. Havrylchyk.

OUVRAGE DU CEPII

L'ÉCONOMIE MONDIALE 2011

Introduction,

A. Bénassy-Quéré & A. Chevallier.

"Une reprise à plusieurs vitesses",

A. Bénassy-Quéré, A. Chevallier & A. Fortin.

"La méthode communautaire à l'épreuve de la crise",

R. Dehousse.

"La nouvelle frontière de la croissance chinoise",

M. Aglietta & F. Lemoine.

"Régulation financière : arbitrage entre stabilité et croissance",

A. Bénassy-Quéré & G. Capelle-Blancard.

"Bâle 3 : des évolutions mais pas de révolution",

J. Couppey-Soubeyran.

"Le retour des controverses monétaires internationales",

A. Bénassy-Quéré & J. Pisani-Ferry.

"Après Copenhague : le climat dans le nouvel équilibre du monde",

P. Criqui & C. Ilasca.

"Mesurer et comparer les niveaux de vie",

M. Fleurbaey & G. Gaulier.

"Base de données sur l'économie mondiale",

C. Herzog.



Sous la direction
d'A. Bénassy-Quéré
& A. Chevallier.
Collection Repères,
Éditions La Découverte.

*Les Documents de travail
et
Les Rapports d'études
du CEPII*

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII

Les Documents de travail
sont disponibles sur www.cepii.fr

"The Elusive Impact of Investing Abroad for Japanese Parent Firms: Can Disaggregation According to FDI Motives Help?"

*(L'insaisissable impact de l'implantation de filiales à l'étranger sur les
maisons mères japonaises : un problème d'agrégation ?),*

L. Hering, T. Inui & S. Poncet.

Ce travail cherche à déterminer si les précédents résultats sur l'impact limité de l'implantation de filiales à l'étranger sur l'activité de la maison mère peuvent s'expliquer par l'agrégation d'effets hétérogènes selon la motivation initiale de l'investissement, son secteur ou sa localisation. Nos résultats agrégés confirment ceux des travaux précédents qui identifient un impact limité (qu'il soit positif ou négatif) de l'implantation de firmes japonaises à l'étranger sur l'activité de la maison mère. Les craintes d'un effet d'"évidement" apparaissent plus justifiées dans le cas d'implantation dans les pays à bas revenu, pour lesquels une contraction de l'emploi productif, de l'investissement et des exportations est observée. À l'inverse, les implantations dans les services s'accompagnent de gains en emplois administratifs au Japon, certainement en raison de la complémentarité entre les activités de la filiale et de la maison mère. Des gains de productivité du travail apparaissent pour les implantations manufacturières dans les pays à haut revenu, hors Asie, reflétant sans doute des externalités technologiques entre la filiale et la maison mère.

"Estimation of Consistent Multi-Country FEERs"

*(Estimation de taux de change d'équilibre fondamentaux cohérents
au niveau mondial),*

B. Carton & K. Hervé.

Les déséquilibres mondiaux des années 2000 rendent nécessaire d'intégrer un grand nombre de pays développés et émergents dans l'estimation de taux de change d'équilibre, ce qui pose un certain nombre de difficultés pratiques en particulier le bouclage du modèle de commerce et la surdétermination. Nous proposons une méthode originale afin que le modèle de commerce sous-jacent à l'estimation des taux de change soit équilibré au niveau mondial tant en volume qu'en valeur. Nous faisons une revue critique des méthodes visant à contourner le problème de surdétermination ($N - 1$ taux de change assurant l'équilibre de N zones) et proposons une méthode consistant à minimiser l'écart des balances courantes à leur cible. Afin de comparer ces différentes méthodes, nous estimons le taux de change d'équilibre de 19 pays développés et émergents.



n° 2010-01, janvier

n° 2010-02, février

n° 2010-03, mars

"Wage Bargaining and the Boundaries of the Multinational Firm"*(Négociations salariales et commerce intragroupe),*

M. Bas & J. Carluccio.

Est-ce que les variations des institutions qui réglementent les marchés locaux du travail entre les pays affectent les réponses organisationnelles des entreprises multinationales? En utilisant des données microéconomiques sur l'activité des entreprises multinationales localisées en France, nous montrons que les entreprises multinationales ont tendance à importer des biens intermédiaires auprès des fournisseurs locaux au lieu d'engager un investissement direct à l'étranger lorsqu'elles importent ces biens des pays où la main-d'œuvre est organisée en syndicats forts. Cet effet est plus important pour les entreprises opérant dans les industries capitalistiques. Nous développons un modèle théorique qui rationalise ces résultats. La fragmentation de la chaîne de valeur affaiblit le pouvoir de négociation des syndicats, et cela induit stratégiquement une plus faible part de revenus pour le syndicat. La sous-traitance permet à la multinationale de réduire la part de surplus appropriée par le syndicat et cela augmente les incitations à investir. Puisque le sous-investissement est plus coûteux quand le capital a relativement plus d'importance pour la production, les incitations à la sous-traitance sont plus fortes dans les industries capitalistiques. Nos résultats suggèrent que les entreprises multinationales utilisent leur structure organisationnelle de manière stratégique lorsqu'elles décident d'importer les biens intermédiaires dans un pays où les syndicats sont forts.

n° 2010-04, mars

"Terrorism Networks and Trade: Does the Neighbor Hurt?"*(Réseaux terroristes et commerce international: le voisinage compte-t-il?),*

J. de Sousa, D. Mirza & T. Verdier.

Nous étudions l'impact des réseaux terroristes sur la sécurité et le commerce international. Nous élaborons un modèle théorique simple prédisant que le commerce d'un pays est d'autant plus affecté qu'il est proche d'une source terroriste localisée dans un autre pays. Cette prédiction tient à l'hypothèse selon laquelle les mesures anti-terroristes sont aussi bien dirigées contre les pays hôtes des organisations terroristes qu'envers les pays pouvant potentiellement accueillir des branches de ces organisations. Par ricochet, nous montrons que les pays suffisamment éloignés des sources du terrorisme accroissent leurs parts de marchés à l'exportation. Nous estimons ces prédictions et montrons en effet: (1) un impact direct et négatif du terrorisme transnational issu d'un pays sur son commerce, (2) un impact indirect et négatif du terrorisme transnational issu du pays voisin et enfin, (3) un changement de signe de cet effet indirect sur le commerce qui devient positif à partir d'une certaine distance à la localisation des attentats terroristes. Ces résultats sont très robustes aux différentes définitions données au concept de voisinage.

**"Fiscal Expectations on the Stability and Growth Pact:
Evidence from Survey Data"**

*(Anticipations budgétaires et Pacte de Stabilité et de Croissance:
une analyse à partir de données d'enquête),
M. Poplawski-Ribeiro & J.-C. Rülke.*

n° 2010-05, mars

On utilise des données d'enquête sur les prévisions des experts pour évaluer si le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC) a amélioré la qualité des prévisions budgétaires des marchés et la crédibilité de celles des gouvernements (France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni) et de la Commission européenne. Les résultats suggèrent que le PSC n'a amélioré les prévisions de déficit des experts que pour la France. Cependant, la crédibilité des prévisions de la Commission européenne semble avoir augmenté pour trois des quatre pays étudiés (France, Italie, Royaume-Uni), en particulier après la réforme de Pacte de 2005 (et avant la crise de 2008). Sauf pour le Royaume-Uni, la crédibilité des prévisions nationales ne s'est pas améliorée avec la mise en place du PSC.

**"The Heterogeneous Effect of International Outsourcing
on Firm Productivity"**

*(L'effet hétérogène de sous-traitance internationale
sur la productivité des firmes),
F. McCann.*

n° 2010-06, mars

Cette recherche examine lequel des deux phénomènes est le plus important pour la productivité des compagnies irlandaises: la pratique de l'*outsourcing* international ou l'intensité avec laquelle elle est mise en œuvre. Les résultats montrent que l'*outsourcing* est important pour les compagnies indigènes qui n'exportent pas alors qu'une fois internationalisées l'augmentation de la productivité totale des facteurs est moins forte, voire insignifiante et parfois négative. Une forte intensité de l'*outsourcing* mène à une productivité plus forte pour les exportateurs et les filiales étrangères. De même, dans les analyses dynamiques, ce sont les non-exportateurs qui réalisent sur deux périodes les croissances de productivité après avoir commencé à pratiquer l'*outsourcing* international tandis qu'il y a un effet faible pour les exportateurs et aucun effet pour les filiales. Le message est clair: ce qui importe est l'internationalisation. L'effet de l'*outsourcing* est surtout significatif si c'est le premier mode d'internationalisation pour une compagnie; pour celles qui le sont déjà, l'*outsourcing* n'apporte rien.

"Crises and the Collapse of World Trade: the Shift to Lower Quality"

*(Crises et effondrement du commerce: un ajustement en gamme?),
A. Berthou & C. Emlinger.*

n° 2010-07, mars

La crise qui a débuté à l'automne 2008 s'est accompagnée d'un effondrement du volume du commerce mondial et des indices de prix à l'importation. Cet article étudie dans quelle mesure la diminution des indices de prix peut s'expliquer par un changement de la composition de la demande d'importations. Les statistiques détaillées du commerce pour l'Union européenne (UE15) indiquent ainsi que la baisse des indices de prix à l'importation est partiellement expliquée par une diminution plus marquée de la demande adressée aux variétés vendues à

n° 2010-08, avril

un prix plus élevé. L'analyse économétrique effectuée à partir de données de commerce pour plus de 200 pays et sur la période 1995-2007 montre que l'élasticité-revenu est plus forte pour les variétés haut de gamme, ce qui rend leur volume importé plus sensible aux variations de revenu.

"Exchange Rate Flexibility Across Financial Crises"

(Flexibilité des taux de change au cours des crises financières),
V. Coudert, C. Couharde & V. Mignon.

Cet article étudie l'impact de la crise financière mondiale sur les politiques de change dans les pays émergents. Un grand nombre de pays émergents ont relâché leur lien avec le dollar depuis le début de la crise financière de juillet 2007. L'assèchement de la liquidité et la réévaluation du risque de la part des investisseurs se sont traduits par des tensions se manifestant d'abord sur les marchés financiers des pays industrialisés; elles ont ensuite atteint les devises des pays émergents suivant un phénomène de contagion bien décrit dans la littérature. Cette contagion expliquerait la similitude observée dans l'évolution d'un certain nombre de devises émergentes. Afin de tester cette hypothèse, nous mesurons les politiques de change par leur degré de flexibilité, lui-même approximé par la volatilité des taux de change pour un ensemble de pays émergents, et étudions leur lien avec divers indicateurs de tension sur les marchés financiers mondiaux. Nous testons en particulier l'existence de non-linéarités en estimant des modèles à changement de régime (STR) sur un échantillon de 21 pays émergents sur la période allant de janvier 1994 à septembre 2009. Les résultats obtenus confirment que la flexibilité des taux de change augmente plus que proportionnellement avec le degré de tension sur les marchés financiers pour la plupart des pays de notre échantillon. Nous mettons également en évidence des effets de contagion régionale entre les marchés des changes des pays appartenant à une même zone géographique.

n° 2010-09, avril

"The Distorted Effect of Financial Development on International Trade Flows"

(Les effets du développement financier sur les marges du commerce international),
A. Berthou.

Les contraintes financières auxquelles sont soumises les entreprises sont traditionnellement considérées comme un obstacle majeur aux échanges internationaux. Ainsi, les études empiriques ont mis en évidence un effet positif du niveau de développement financier sur les exportations. Il est aussi généralement attendu que les effets du développement financier sur la croissance ou les exportations soient les plus importants dans les pays où les contraintes financières soient les plus répandues. Cet article analyse les effets du développement financier sur les flux d'exportation des pays, à différents stades de développement économique. Le développement financier est généralement mesuré comme le crédit distribué au secteur privé rapporté au Produit Intérieur Brut. L'analyse sépare les effets du développement financier sur la marge extensive (nombre de partenaires commerciaux) et sur

la marge intensive (valeur des exportations vers chaque partenaire), ce qui permet de mettre en évidence les effets sur la diversification géographique des exportations. La méthodologie utilisée permet aussi d'identifier les effets du développement financier sur les exportations, pour des pays caractérisés initialement par différents niveaux de développement de leurs institutions financières.

"Foreign Bank Presence and its Effect on Firm Entry and Exit in Transition Economies"

(La présence des banques étrangères et leur impact sur l'entrée et la sortie des entreprises dans les pays en transition),

O. Havrylchyk.

n° 2010-10, juin

Nous considérons l'impact de la pénétration des banques étrangères en Europe centrale et orientale sur l'entrée et la sortie des entreprises. Nos résultats montrent que l'acquisition de banques domestiques par des investisseurs étrangers a abouti à une réduction du nombre et de la taille des nouvelles entreprises plus marquée dans les industries "opaques" que dans les industries "transparentes". En revanche, l'entrée de banques *greenfield* a stimulé l'entrée et la sortie d'entreprises. Contrairement aux études précédentes, nous ne définissons pas l'opacité à partir de la taille des entreprises, mais au regard de leur niveau technologique; nous mettons en évidence le fait que l'impact économique de la présence des banques étrangères est plus fort pour les industries opaques ainsi définies que pour les industries ayant un taux élevé de petites entreprises. Nos résultats peuvent être interprétés comme une preuve de la contrainte de crédit, confirmant les théories selon lesquelles l'entrée des banques étrangères a accentué les asymétries informationnelles.

"The Effects of the Subprime Crisis on the Latin American Financial Markets: an Empirical Assessment"

(Les effets de la crise des subprimes sur les marchés financiers d'Amérique latine: une investigation empirique),

G. Dufrénot, V. Mignon & A. Péguin-Feissolle.

n° 2010-11, juillet

L'objet de cet article est de répondre à la question suivante: dans quelle mesure le fort accroissement constaté de la volatilité sur les marchés financiers des pays d'Amérique latine suite à la crise de 2007-2008 peut-il s'expliquer par la dégradation de l'environnement financier sur les marchés américains? À cette fin nous recourons à un modèle à changement de régime à probabilités de transition variables dans lequel les périodes de crise et de calme sont identifiées de façon endogène. Utilisant des données quotidiennes sur la période janvier 2004-avril 2009, nos résultats vont dans le sens d'un rejet de l'hypothèse d'un découplage financier puisque la dynamique de la volatilité sur les marchés financiers des pays d'Amérique latine n'est pas indépendante de la situation financière des États-Unis, tout particulièrement dans le cas du Mexique.

n° 2010-12, juillet

"European Export Performance"*(Performances à l'exportation de l'Union européenne),
A. Chepeta, L. Fontagné & S. Zignago.*

La spécialisation des pays ne se fait plus au niveau des produits ou des secteurs, mais au niveau des variétés d'un même produit (vendues à des prix différents). Pour étudier la manière dont l'UE fait face à l'émergence de nouveaux grands exportateurs mondiaux dans ce contexte renouvelé, nous analysons la redistribution mondiale des parts de marché au niveau des variétés en repérant pour chaque produit trois gammes de prix. Nous distinguons dans la croissance des exportations l'impact des effets structurels (géographique et sectoriel) et celui d'un pur effet de performance. De 1994 à 2007, l'Union à 25 résiste mieux que les États-Unis et le Japon à la concurrence des émergents. La perte de parts de marché de l'Union est concentrée sur la période 1994-2000 et s'explique par de mauvaises performances à l'exportation notamment de la part des anciens pays membres. Plus précisément, c'est sur le haut de gamme que l'UE gagne des parts de marché mondiales, cumulant bonnes performances et effets structurels favorables, contrairement aux États-Unis et au Japon qui en perdent largement sur ce segment de prix. Enfin, sur les produits de haute technologie, les pays développés perdent tous des parts de marché au profit des pays en développement, mais l'Europe parvient à en perdre moins que les autres.

n° 2010-13, juillet

"Gold and Financial Assets: Are There Any Safe Havens in Bear Markets?"*(L'or et les actifs financiers : peut-on trouver des valeurs refuges dans les marchés baissiers ?),
V. Coudert & H. Raymond.*

L'objet de cet article est l'étude du rôle de l'or comme valeur refuge contre les moins-values sur actions durant les récessions et les krachs boursiers. À la suite de Baur and McDermott (2010) et Baur et Lucey (2010), nous caractérisons les valeurs refuge par leurs corrélations négatives avec les actions durant les crises. Nous étendons leurs résultats dans trois directions. Premièrement, nous identifions les périodes de crises de façon exogène en utilisant successivement les périodes de récession définies par le NBER et les périodes boursières baissières aux États-Unis. Deuxièmement, nous modélisons les interactions entre les rendements des actions et ceux de l'or en tenant compte de la variabilité temporelle de leur covariance conditionnelle. Troisièmement, nous testons l'existence de relations de long terme entre l'or et les actions et tentons de les exploiter pour construire des portefeuilles "couverts" robustes aux crises. Les régressions portent sur des données mensuelles sur les contrats à terme d'or et divers indices boursiers (France, Allemagne, RU, EU, G7), sur la période février 1978-janvier 2009. À court terme, nous trouvons que la corrélation entre l'or et les actions est proche de zéro durant les récessions, ce qui qualifie l'or comme valeur refuge au sens faible. Le même résultat se retrouve globalement durant les périodes de baisse boursière, même si l'or ressort comme une valeur refuge forte (corrélation négative) contre l'indice boursier américain. Un examen plus approfondi révèle que ces résultats tien-

nent en moyenne et non pas durant chaque période de crise et chaque pays. À long terme, nous détectons une relation négative entre l'or et trois marchés d'actions (EU, France, RU). Mais elle ne permet pas de construire un portefeuille couvert qui résiste durant toutes les crises. En dépit de son intérêt pour la diversification des portefeuilles, l'or reste donc un investissement risqué, y compris pendant les crises.

"A Case for Intermediate Exchange-Rate Regimes"

(Un argument en faveur des régimes de change intermédiaires),

A. Bénassy-Quéré & V. Salins.

n° 2010-14, août

Les régimes de change intermédiaires demeurent très répandus dans le monde et notamment dans les pays émergents ou en développement, et ce malgré la mobilité croissante des capitaux qui rend difficile tout contrôle des taux de change. Couramment utilisés pour étudier les régimes de change depuis les années 1990, les modèles de la nouvelle économie keynésienne opposent traditionnellement les changes fixes aux changes flexibles, négligeant les régimes intermédiaires. On cherche ici à combler ce manque en comparant les performances des régimes "en coin" (complètement fixes ou complètement flexibles) à celles d'un régime intermédiaire où les autorités chercheraient à limiter à la fois l'inflation et les écarts du taux de change nominal par rapport à son niveau d'équilibre stationnaire, quand une petite économie est frappée par différents types de chocs. Lorsqu'aucune friction n'entrave l'ajustement des salaires, nos résultats sont en ligne avec la littérature de la nouvelle économie keynésienne, plaidant en faveur des régimes de change flexible. En revanche, lorsque les rigidités nominales pesant sur les salaires sont prises en compte, le régime intermédiaire devient préférable pour une économie subissant essentiellement des chocs de productivité et des chocs de taux d'intérêt étranger. C'est généralement le cas dans les pays émergents et en développement. Le régime de change flottant (avec ciblage de l'inflation) est plus adapté si l'économie doit fréquemment faire face à des chocs de demande étrangère et de prix étrangers. Le régime de change fixe est toujours dominé, en termes de bien-être, par l'un ou l'autre des deux autres régimes.

"Socially Responsible Investing: it Takes More than Words"

(L'investissement socialement responsable : au-delà des mots),

G. Capelle-Blancard & S. Monjon.

n° 2010-15, août

L'investissement socialement responsable (ISR) bénéficie d'un large consensus, au point parfois d'être présenté comme la solution pour concilier la finance et le développement durable. La plupart de ses partisans mettent en avant la croissance du marché de l'ISR comme preuve de son succès. Le but de cet article est de mettre en perspective cette croissance. Nous proposons d'abord une évaluation critique du marché de l'ISR. Nous procédons ensuite à une analyse conceptuelle des articles consacrés à l'ISR (*quantitative content analysis*). Nos principaux résultats peuvent être résumés comme suit. La part de marché de l'ISR est faible (un peu plus de 10 %), pour ne pas dire très faible si l'on ne considère que les stratégies les plus contraignantes (quelques pourcents). La croissance est relativement soutenue en Europe, mais le marché stagne aux États-Unis. À cet égard, le contraste est frappant

avec le nombre croissant d'articles consacrés à l'ISR sur le web, dans les journaux et les revues universitaires. Le fait que ces articles mettent surtout l'accent sur la question de la performance financière des fonds ISR, au détriment de questions plus conceptuelles relatives à l'éthique ou à l'altruisme, peuvent expliquer cette dissonance.

n° 2010-16, août

"The Impact of the 2007-2010 Crisis on the Geography of Finance"

(L'impact de la crise 2007-2010 sur la géographie de la finance),
G. Capelle-Blancard & Y. Tadjeddine.

La localisation des activités financières se caractérise traditionnellement par une forte inertie. Toutefois, la crise de 2007-2010 pourrait considérablement modifier la donne et bouleverser la hiérarchie mondiale. La crise a directement frappé les pays occidentaux et les principales places financières ont massivement perdu des emplois, en particulier Londres et New York. En outre, le secteur financier est en voie de perdre le soutien implicite des autorités dont il bénéficiait jusqu'à ce que la crise n'éclate. En effet, tandis que la finance était jusque-là considérée comme une activité de premier choix dans la division internationale du travail, la crise a clairement montré les risques associés à une croissance excessive de l'industrie financière (vulnérabilité aux chocs extérieurs, hausse des inégalités de revenus, etc.). Par conséquent, même dans les bastions traditionnels de la finance, il est question de circonscrire la taille du secteur financier. Dans le même temps, les marchés boursiers de Shanghai, Hong-Kong et Bombay s'imposent de plus en plus comme des acteurs majeurs.

n° 2010-17, août

"The Credit Default Swap Market and the Settlement of Large Defaults"

(Le marché des Credit Default Swaps et le Règlement des défauts de grande ampleur),
V. Coudert & M. Gex.

Les énormes positions prises sur le marché des swaps de défaut de crédit (CDS) ont soulevé des inquiétudes sur la capacité du marché à régler les défauts lorsque ceux-ci concernent de très gros emprunteurs. La quasi-faillite de AIG et la faillite avérée de Lehman Brothers en 2008 ont révélé l'exposition des acheteurs de CDS au risque de contrepartie et mis en évidence la nécessité d'organiser le marché, ce qui a déclenché un processus de réformes. Premièrement, nous analysons les vulnérabilités du marché au moment de l'éclatement de la crise. Deuxièmement, pour comprendre sa résilience malgré des faillites majeures, nous analysons le processus d'enchères qui a permis de régler ces défauts, les stratégies des acheteurs et des vendeurs, ainsi que le lien avec le marché des obligations. Nous étudions ensuite la façon dont ces enchères ont précisément fonctionné dans le cas de défauts majeurs, tels que Lehman Brothers, Washington Mutual, CIT, et Thomson, ainsi que pour Fannie Mae et Freddie Mac. Troisièmement, nous analysons le processus de réformes en cours.

"Clustering the Winners: the French Policy of Competitiveness Clusters"*(Classe d'excellence : la politique française des pôles de compétitivité),*

L. Fontagné, P. Koenig, F. Mayneris & S. Poncet.

n° 2010-18, septembre

Le gouvernement français a engagé en 2005 une politique de promotion de pôles de compétitivité, à travers des subventions aux projets locaux d'innovation menés conjointement par des entreprises, centres de recherches et universités. Cet article propose une analyse *ex ante* du résultat du processus de sélection préalable à la mise en place de ces subventions, afin de comprendre si cette politique était orientée vers des entreprises performantes, ou au contraire constituait une subvention à des entreprises en difficulté. Nous nous intéressons au processus de sélection des pôles, puis à celui des entreprises au sein des pôles, en retenant comme critère la performance en termes de productivité et d'exportation. Notre conclusion centrale est que les autorités ont choisi, à l'issue de ce processus en deux étapes, de subventionner des acteurs déjà plus performants. Ce type de sélection consistant à regrouper les meilleurs élèves en termes de performances à l'export dans des "classes d'excellence" caractérise surtout les pôles de compétitivité n'ayant pas d'ambition internationale, pour lesquels l'hétérogénéité des firmes est plus grande.

"Measuring Intangible Capital Investment: an Application to the 'French Data'"*(La mesure de l'investissement immatériel : application au cas français),*

V. Delbecque & L. Nayman.

n° 2010-19, septembre

Le ralentissement de la productivité qu'ont connu les économies développées au cours des années 1990 a engendré de nombreux questionnements relatifs à la capacité des modèles de croissance à la Solow à mesurer correctement la croissance et la productivité des facteurs. L'une des raisons de ces défaillances pourrait être la mesure incorrecte ou incomplète des facteurs de production. Corrado, Hulten et Sichel (2005) proposent d'inclure dans la mesure de la croissance un ensemble d'investissements incorporels actuellement considérés comme des dépenses courantes (consommations intermédiaires). Ces dépenses, de par leurs caractéristiques, leur durée de vie, leur rôle dans le circuit de production, peuvent en effet être assimilées à du capital.

"The Art of Exceptions: Sensitive Products in the Doha Negotiations"*(L'art des exceptions : les produits sensibles dans les négociations de Doha),*

C. Gouel, C. Mitaritonna & M. P. Ramos.

n° 2010-20, octobre

Étant donné le caractère très sensible de certains secteurs économiques, des exceptions sont nécessaires à la conclusion des négociations commerciales multilatérales. Mais, la protection douanière étant très concentrée sur quelques produits, autoriser de trop nombreuses exceptions pourrait grandement compromettre l'ambition d'un accord à l'OMC. À travers l'exemple de la protection commerciale agricole européenne et japonaise, nous analysons dans ce travail l'effet des exceptions sur les résultats d'un tel accord. Pour cela nous étendons la représentation du commerce dans un modèle d'équilibre général multi-pays au niveau produit, ce qui nous permet de représenter les

n° 2010-21, octobre

politiques commerciales dans leur diversité. Les résultats suggèrent que l'introduction des produits sensibles limite fortement les gains d'un accord agricole à Doha. De plus, il n'apparaît pas d'arbitrage au niveau agrégé entre baisse des droits de douane et élargissement des quotas : la meilleure manière d'améliorer l'accès au marché agricole est de réduire les droits de douane NPF.

"Réforme des retraites en France : évaluation de la mise en place d'un système par comptes notionnels",

X. Chojnicki & R. Magnani.

L'objectif est d'évaluer les effets d'une transformation du système actuel de retraite français en un système par comptes notionnels. L'analyse est effectuée à l'aide d'un modèle d'équilibre général à générations imbriquées qui permet de prendre en compte les effets de bouclage macroéconomique sous différentes hypothèses d'ouverture économique. Nous simulons les effets de la mise en place progressive, entre 2015 et 2030, d'un système unique par comptes notionnels se substituant, à terme, entièrement à tous les régimes actuels, de base et complémentaires. Par rapport à notre scénario de référence, les simulations montrent que l'introduction progressive d'un système par comptes notionnels permettrait d'obtenir une réduction des besoins de financement de l'ordre de 0,6 point de PIB à l'horizon 2050. Ensuite, nous évaluons la stabilité du système par comptes notionnels. Si le système par comptes notionnels réagit mieux que le système actuel dans les cas d'une augmentation de l'espérance de vie, d'un ralentissement de la productivité et d'une baisse des taux d'activité, il réagit de façon très similaire dans le cas d'une baisse de la fécondité et d'une hausse du taux de chômage. Par contre, une hausse des cotisations a un effet négatif sur les besoins de financement dans un système par comptes notionnels du fait d'un accroissement parallèle de la valeur des pensions.

n° 2010-22, octobre

"Indirect Exporters"

(*Exportateurs indirects*),

F. McCann.

Un exportateur indirect est défini comme une entreprise qui vend ses produits dans son propre pays à un intermédiaire commercial qui va ensuite les exporter. Différents modèles théoriques récents distinguent au sein des firmes ces exportateurs indirects, mais il n'y a pas eu de travaux empiriques comparant ces entreprises à celles servant uniquement le marché domestique ni aux exportateurs directs. Utilisant une base de données de firmes de plusieurs pays d'Europe orientale, ce travail montre que les exportateurs indirects se situent, comme prévu par la littérature théorique, entre entreprises "domestiques" et exportateurs directs pour une série de mesures de performance de l'entreprise. L'avantage dont bénéficient les exportateurs directs sur les entreprises domestiques est la conclusion la plus robuste. L'ambiguïté qui entoure l'écart de productivité entre exportateurs indirects et entreprises domestiques, indique que ces deux catégories d'entreprises peuvent être presque identiques, ce qui soulignerait le rôle important joué par les intermédiaires dans l'accès au marché étranger.

**"BACI: International Trade Database at the Product-Level.
The 1994-2007 Version"**

*(BACI: Base pour l'Analyse du Commerce International.
Version 1994-2007)*

G. Gaulier & S. Zignago.

n° 2010-23, octobre

Ce travail décrit BACI, notre base de données de commerce international au niveau des produits (plus de 5 000) et couvrant pratiquement tous les pays du monde de 1994 à 2007. Nous avons développé pour la construire des méthodes originales d'harmonisation des données de Comtrade, Nations Unies, qui est notre source des données et qui compile les déclarations de quelque 150 pays. Il peut y avoir deux sources d'information pour un même flux, celle de l'importateur et celle de l'exportateur, et les divergences entre elles peuvent être importantes. Notre procédure d'harmonisation a pour but de proposer des données plus exhaustives et plus fiables, surtout en termes de valeurs unitaires. Tout d'abord, les importations, souvent déclarées incluant les coûts de transport, sont nettoyées de ceux-ci pour pouvoir être comparées aux déclarations des exportateurs. Ensuite, nous estimons une qualité de déclaration pour chaque pays et l'utilisons pour pondérer la moyenne des deux déclarations. BACI est librement disponible en ligne pour les utilisateurs de Comtrade, en différentes nomenclatures produit.

"Are Derivatives Dangerous? a Literature Survey"

*(Les marchés dérivés sont-ils dangereux ?
Une synthèse de la littérature académique),*

G. Capelle-Blancard.

n° 2010-24, novembre

Depuis le début des années 1970-1980, la sphère financière connaît un flot intense d'innovations et il existe un certain consensus aujourd'hui pour affirmer qu'elles ont globalement une incidence positive. Malgré tout, à chaque crise financière le débat est relancé. En particulier, les produits dérivés, qui sont certainement les innovations financières les plus importantes des trente dernières années, suscitent de vives inquiétudes: les qualificatifs de "bête sauvage" ou d'"armes de destruction massive" leur collent à la peau. Cet article a pour objectif de synthétiser les résultats de la littérature académique sur les dangers que font peser les produits dérivés. On a d'abord craint que les produits dérivés favorisent la volatilité, mais les études empiriques ne semblent pas valider ces soupçons. Les études récentes portent davantage sur le risque systémique. La complexité des produits et la concentration des risques conduisent à une augmentation de l'incertitude, de la fréquence et de l'ampleur des risques extrêmes. Parmi les solutions envisagées pour limiter les risques, outre évidemment le renforcement du contrôle interne, la généralisation des chambres de compensation et la limitation des transactions à nu semble être les voies les plus prometteuses.

"On the Link Between Credit Procyclicality and Bank Competition"

(Procyclicité du crédit et concurrence bancaire),
V. Bouvatier, A. Lopez-Villavicencio & V. Mignon.

n° 2010-25, novembre

Cet article étudie la relation entre procyclicité du crédit et concurrence bancaire sur un échantillon de 17 pays de l'OCDE sur la période 1986-2009. Nous tenons compte de l'hétérogénéité entre les économies en

n° 2010-26, novembre

termes de degré de concurrence bancaire en recourant à une méthode de classification hiérarchique. Nous estimons ensuite des modèles VAR en panel (PVAR) pour les sous-groupes de pays afin d'évaluer si la procyclicité du crédit est plus marquée lorsque le degré de concurrence bancaire est élevé. Nos résultats montrent qu'alors que le crédit répond significativement aux chocs sur le PIB, le degré de concurrence bancaire n'intervient pas de façon significative sur la procyclicité du crédit.

"Determinants and Pervasiveness of the Evasion of Customs Duties"

(Déterminants et importance de la fraude aux taxes douanières),

S. Jean & C. Mitaritonna.

L'évasion fiscale en douane est un problème sérieux dans les pays en développement, où les recettes douanières représentent souvent une part importante des recettes publiques. Nous étudions théoriquement et empiriquement les déterminants de cette évasion fiscale par pays et par produit, en nous fondant sur l'analyse systématique des écarts de statistiques commerciales entre le pays d'exportation et celui d'importation. Nous concluons que l'évasion fiscale en douane est plus élevée dans les pays pauvres, surtout lorsque le règne de l'état de droit est limité. Les conséquences sont potentiellement sérieuses dans les pays les plus pauvres, où une hausse d'un point de pourcentage du droit de douane est associée en moyenne à une sous-évaluation supplémentaire d'un pourcent de la valeur en douane des importations. Nous évaluons également différents types de réformes ciblées, et concluons en particulier à l'efficacité des systèmes automatisés de traitement de données douanières.

n° 2010-27, décembre

"The World Economy in 2050: a Tentative Picture"

(Un scénario pour l'économie mondiale à l'horizon 2050),

J. Fouré, A. Bénassy-Quéré & L. Fontagné.

On présente ici des projections de croissance à l'horizon 2050 pour 128 pays, à partir d'une fonction de production à trois facteurs – capital, travail et énergie. La prise en compte de la contrainte énergétique (avec une modélisation dynamique de la productivité énergétique), ainsi qu'une hypothèse intermédiaire entre l'économie fermée et la parfaite mobilité des capitaux pour ce qui concerne la relation entre épargne et investissement (grâce à une modélisation de type Feldstein-Horioka) constituent les principaux apports par rapport à la littérature. Les résultats suggèrent que, en tenant compte des évolutions de prix relatifs, la Chine pourrait représenter 28 % de l'économie mondiale en 2050, soit beaucoup plus que les États-Unis (14 %), l'Inde (12 %), l'Union européenne (11 %) et le Japon (3 %). La Chine dépasserait les États-Unis vers 2025 (vers 2035 à prix relatifs constants). Cependant, en termes de niveaux de vie, seule la Chine s'approcherait du niveau américain, et ce uniquement à la toute fin de la période de simulation.

n° 2010-28, décembre

"Les firmes françaises dans le commerce de services"

G. Gaulier, E. Milet & D. Mirza.

Ce papier est le premier à utiliser la base de données de la Banque de France sur les exportations et importations de services renseignées au niveau de l'entreprise. Nous montrons tout d'abord que les entreprises

échangeant des services sont plus grandes, plus productives, rémunèrent mieux leurs employés que les entreprises purement domestiques. Ensuite, les exportations de services sont le fait d'un nombre très restreint d'exportateurs. Enfin, les entreprises qui exportent et/ou importent des services sont deux à cinq fois plus petites quand elles appartiennent au secteur des services. Nous terminons par une estimation à la Bernard et Jensen (2004) de la décision d'exportation où nous montrons que l'exportation jointe de biens et services par le passé augmente fortement la probabilité d'exporter des services aujourd'hui, en particulier pour les entreprises appartenant au secteur industriel.

"Economic and Cultural Assimilation and Integration of Immigration in Europe"

(L'assimilation et l'intégration économique et culturelle des immigrés en Europe),
M. Aleksynska & Y. Algan.

n° 2010-29, décembre

Cet article traite de l'assimilation économique, culturelle et civique des immigrés en Europe à partir de données de l'European Social Survey portant sur 16 pays et distinguant les immigrés selon leur génération, la durée de leur séjour et leur pays d'origine. L'assimilation comporte différentes dimensions et peut se produire à des rythmes différents sur chacune d'elles. L'assimilation économique, par exemple, peut être corrélée à l'assimilation culturelle, mais cette corrélation n'est pas systématique. Des progrès sur certaines dimensions peuvent compenser l'absence de progrès sur d'autres. Une différence importante entre immigrés et natifs selon une dimension n'est pas nécessairement un handicap pour l'assimilation selon d'autres caractéristiques. Enfin, les corrélations entre le processus d'assimilation et les politiques visant à l'intégration des immigrés apparaissent très différenciées, ce qui soulève des questions concernant à la fois leur efficacité et leur impact différencié sur les différents aspects de la vie.

"TVA et taux de marge: une analyse empirique sur données d'entreprises",

P. Andrade, M. Carré & A. Bénassy-Quéré.

n° 2010-30, décembre

Nous étudions la manière dont les exportateurs d'un pays réagissent à un choc de TVA dans un pays de destination. Les chocs de TVA étant par nature quasi permanents, exogènes et sans impact sur le coût marginal, l'étude de leurs répercussions sur les prix permet d'identifier dans quelle mesure les taux de marge permettent d'amortir l'impact du choc sur les prix à la consommation. Nous montrons que même une hausse uniforme du taux de TVA peut induire une modification non uniforme des taux de marge des exportateurs, et par conséquent des effets redistributifs importants entre les secteurs et entre les entreprises d'un même secteur. Le comportement de marge est affecté par les variations de l'élasticité de la demande adressée aux exportateurs, et dépend de la part de marché des entreprises.

n° 2010-31, décembre

"Wholesalers in International Trade"*(Les grossistes dans le commerce international),*
M. Crozet, G. Lalanne & S. Poncet.

Les analyses empiriques récentes sur données de commerce international ont documenté dans l'ensemble des pays qu'une proportion remarquablement faible des entreprises déclare des exportations dans les statistiques douanières. Parmi celles-ci, toutefois, une large part correspond à des grossistes. Cette observation indique que le nombre d'entreprises actives sur les marchés étrangers pourrait être beaucoup plus grand que celui suggéré par un simple comptage des entreprises déclarant directement leurs exportations. Ce travail cherche à mettre en lumière le rôle des grossistes dans le commerce international. Notre modèle, qui intègre la différenciation par la qualité, utilise des hypothèses très générales pour montrer que les intermédiaires peuvent contribuer grandement à élargir les possibilités d'exportation des pays. Le modèle prédit que leur rôle dans le commerce international est double. Tout d'abord, les grossistes aident les entreprises les moins efficaces à approvisionner les marchés étrangers, augmentant ainsi le nombre de variétés exportées au niveau agrégé. Deuxièmement, ils atténuent les difficultés d'accès aux marchés les plus difficiles. Nous utilisons des données françaises de douanes au niveau entreprises pour confirmer empiriquement ces deux prédictions.

n° 2010-32, décembre

"Export Performance of China's Domestic Firms: the Role of Foreign Export Spillovers"*(La performance exportatrice des entreprises chinoises domestiques : l'influence des entreprises étrangères),*
F. Mayneris & S. Poncet.

Nous étudions comment la création de liens nouveaux à l'exportation (marge extensive du commerce) par les entreprises nationales en Chine est influencée par leur proximité aux exportateurs étrangers. En utilisant des données de panel de douanes chinoises pour la période 1997-2007, nous montrons que la capacité des entreprises nationales à exporter de nouvelles variétés vers de nouveaux marchés dépend positivement de la performance à l'exportation des entreprises étrangères environnantes pour cette même paire de produit-pays. Nous trouvons que les externalités d'exportation sont limitées aux activités commerciales ordinaires des sociétés étrangères, les activités commerciales d'assemblage ne générant pas d'effet. Les externalités apparaissent en outre plus fortes pour les produits sophistiqués, ce qui indique que la présence d'exportateurs étrangers peut aider les exportateurs nationaux à monter en gamme. On observe cependant que les externalités à l'exportation sont plus faibles lorsque l'écart technologique entre les entreprises étrangères et nationales est important, ce qui suggère que l'élargissement du portefeuille d'exportation des entreprises nationales chinoises ne peut pas se produire lorsque les entreprises étrangères ont déjà une forte avance.

"Export Performance and Credit Constraints in China"
(Performance exportatrice et contraintes de crédit en Chine),
 J. Jarreau & S. Poncet.

n° 2010-33, décembre

Nous étudions comment la performance d'exportation des entreprises en Chine est influencée par les contraintes de crédit. En utilisant des données en panel issues des douanes chinoises entre 1997 et 2007, nous montrons que les contraintes de crédit limitent les flux de commerce international et modifient la composition sectorielle de l'activité internationale des entreprises. Nous confirmons que les contraintes de crédit procurent un avantage aux entreprises à capitaux étrangers par rapport aux entreprises privées nationales dans la mesure où leur performance à l'exportation est systématiquement supérieure dans les secteurs à forte vulnérabilité financière mesurée de différentes manières. Nous observons cependant que la libéralisation du secteur financier a partiellement réduit l'impact de ces distorsions sur les exportations au cours de la période.

LES RAPPORTS D'ÉTUDE DU CEPII

Les Rapports d'études du CEPII
 sont disponibles sur www.cepii.fr.



n° 2010-01, juillet

"Determinants of Foreign Direct Investment by Chinese Enterprises in the European Union",
 L. Fontagné & L. Py.

Ce rapport de recherche présente les résultats de l'enquête 2010 sur les entreprises chinoises "Investissement direct à l'étranger", conduite par le Conseil Chinois pour la Promotion du Commerce International (*China Council for the Promotion of International Trade, CCPIT*) en coopération étroite avec le CEPII et la Commission européenne. L'enquête a pour but d'arriver à mieux comprendre les motivations et les déterminants des investissements chinois internationaux réels et potentiels, et spécialement par les entreprises chinoises dans l'UE. La couverture de l'enquête initiale était de 3 000 entreprises et atteignait un taux de réponse de 45,9 %. L'analyse présentée ici inclut 1 377 entreprises.

En termes de caractéristiques des entreprises qui répondent, il y a d'énormes variations de taille; le revenu brut moyen va de 3 à 3 770 millions de yuans; et le nombre d'employés varie entre moins de 100 et plus de 5 000. La majorité des entreprises sont privées, et actives dans le secteur manufacturier. Alors que la plupart des entreprises chinoises reçoivent des revenus pour des activités d'affaires à l'étranger, seules 23 % déclaraient avoir des ventes venant de filiales étrangères...

Annexe



*Le site Internet
du CEPII*



CEPII

Agenda économique international
Janvier 2011

1er janvier
UE
Début de la présidence hongroise

Recherche de document par mot clé (aide)

English Español

Recevoir la lettre d'information

Actualités

Le CEPII

- Conseil
- Comité scientifique
- Economistes
- Chercheurs associés
- Contact
- Annuaire

Domaines d'expertise

Bases de données & modèles

- BACI
- Baseline
- CHELEM
- Distances
- Gravity Dataset
- IDE
- MacMap-HS6
- Market Potentials
- Productivité
- Institutionnal Profiles
- Séries macroéconomiques
- TradePrices
- TradeProd
- INGENUE
- MIRAGE
- OLGAMAP

Documents de travail

Rapports d'étude

Publications

- Le Chiffre du mois
- La Lettre du CEPII
- The CEPII Newsletter
- Panorama de l'économie mondiale
- L'économie mondiale
- Revues scientifiques
- Livres

Réunions

- Communications

Liens

Venir au CEPII

LE SITE INTERNET DU CEPII

www.ceprii.fr

LA FRÉQUENTATION

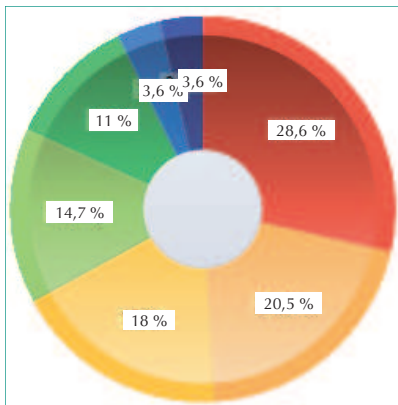
La fréquentation du site en 2010 est estimée à plus de 2 millions de pages vues et plus de 300 000 visiteurs uniques.

LE CONTENU DU SITE

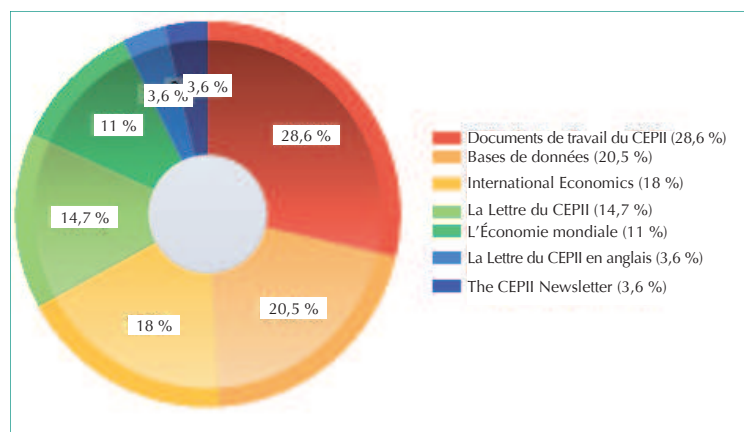
Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouveaux événements et publications : 33 *Documents de travail*, 10 numéros de *La Lettre du CEPII*, trois *Newsletters*, quatre numéros d'*International Economics/Économie Internationale*, 34 réunions. Les références relatives à la présentation des travaux du CEPII dans les médias, revues scientifiques, colloques hors CEPII ont été ajoutées : 198 articles ou interviews dans les médias, 79 communications, 52 articles dans les revues scientifiques, 27 dans d'autres revues, 21 livres ou ouvrages collectifs. Soit un total général de plus de 450 références.

Si l'on exclut les articles et interviews dans la presse, la fréquentation du site se porte pour 58 % sur les bases de données et les travaux de recherche et 42 % sur les textes de vulgarisation, de politique économique et d'information (graphique 1).

Graphique 1 – Répartition des principaux "produits" selon l'audience globale (sur un total de 289 000 pages vues)



Produit	Pourcentage
Documents de travail du CEPII	28,6 %
Bases de données	20,5 %
International Economics	18 %
La Lettre du CEPII	14,7 %
L'Économie mondiale	11 %
La Lettre du CEPII en anglais	3,6 %
The CEPII Newsletter	3,6 %



LA DISSÉMINATION DES TRAVAUX

Les nouveaux événements et publications mis en ligne sont signalés aux personnes qui l'ont souhaité par le biais d'une *Lettre d'information*. 546 visiteurs extérieurs s'y sont abonnés en 2010 portant le total à 2 798. Cinq *Lettres d'information* ont été diffusées en 2010.

L'accès à certaines bases de données est soumis à une inscription préalable. Il en ressort les chiffres suivants :

- 182 inscrits pour l'utilisation de BACI (Base pour l'Analyse du Commerce International), contre 161 en 2009. L'inscription est limitée aux institutions ayant souscrit un abonnement à Comtrade;
- 293 inscrits pour l'utilisation de FDI, base mise en ligne en 2010.

Par ailleurs, la base de la Direction du Trésor hébergée par le CEPII, *Profils Institutionnels*, a reçu plus de 3 000 visiteurs (près de 10 000 pages vues, hors téléchargements). À noter que cette base est référencée sur le site de la Banque mondiale "Actionable Governance Indicators" (AGI).

Tableau 1 – Classement REPEC des Think tanks (top 20 en janvier 2011)

Rang	Institution
1	NBER (National Bureau of Economic Research), Cambridge, Massachusetts (USA)
2	Brookings Institution, Washington, District of Columbia (USA)
3	CEPR (Centre for Economic Policy Research), London, United Kingdom
4	IZA (Institute for the Study of Labor), Bonn, Germany
5	RFF (Resources for the Future), Washington, District of Columbia (USA)
6	IFO (Institut für Wirtschaftsforschung e.V.), München, Germany
7	IFN (Institutet för Näringslivsforskning), Stockholm, Sweden
8	DIW Berlin (Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung), Berlin, Germany
9	Geary Institute, University College Dublin, Dublin, Ireland
10	RCEA (Rimini Center for Economic Analysis), Rimini, Italy
11	American Enterprise Institute, Washington, District of Columbia (USA)
12	ESRI (Economic and Social Research Institute), Dublin, Ireland
13	RIETI (Research Institute of Economy, Trade and Industry), Tokyo, Japan
14	CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales), Paris, France
15	IIE (Peter G. Peterson Institute for International Economics), Washington, District of Columbia (USA)
16	PPIC (Public Policy Institute of California), San Francisco, California (USA)
17	CEFIR (Center for Economic and Financial Research), New Economic School (NES), Moscow, Russia
18	Bruegel, Bruxelles/Brussel, Belgium
19	W.E. Upjohn Institute for Employment Research, Kalamazoo, Michigan (USA)
20	RWI (Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung), Essen, Germany

Le CEPII et ses travaux sont répertoriés par le principal collectif international de diffusion de la recherche en économie (REPEC) qui collabore entre autres à la base de données EconLit de l'*American Economic Association*. Le CEPII y est placé au 14^e rang mondial des *Think tanks*, 9^e européen et 1^{er} français.

Les économistes du réseau Repec ont directement connaissance des nouvelles publications. Les statistiques de consultation sont réunies dans le tableau 2.

Tableau 2 – Consultation des tableaux par le biais de REPEC en 2010

	Résumés consultés	Documents téléchargés
<i>Working papers</i>	10 400	4 762
<i>International Economics</i>	8 300	2 553
<i>La Lettre du CEPII</i>	2 846	914
Total REPEC	21 546	8 229

L'internationalisation de l'audience internaute se confirme en 2010 avec une stabilisation de la géolocalisation observée en 2009 (graphique 2 et tableau 3). Le public nord-américain continue d'être à plus de 90 % en provenance des États-Unis et est concentré sur trois États : New York (31,3 %), État de Washington (25,2 %), Illinois (21 %).

En Asie, le public de Chine gagne 1 point à 22 %, l'Inde et le Japon se stabilisent entre 10 et 12 %. Au sein des pays européens, le paysage ne change guère d'une année sur l'autre : public à plus de 70 % en France, suivi de Royaume-Uni & Irlande (moins de 10 %). Les États-Unis comptent plus que le reste de l'Europe.

Graphique 2 – Répartition géographique de l'audience directe en 2010 et variation par rapport à 2009

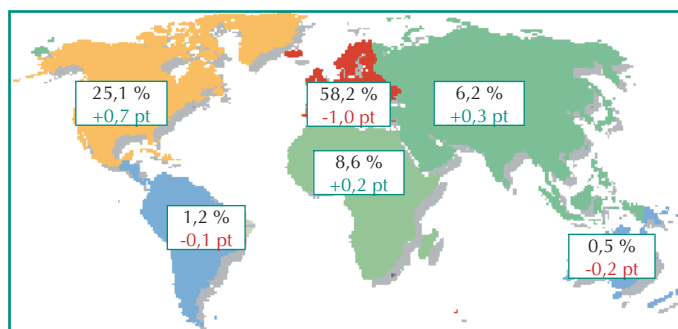


Tableau 3 – Évolution de la part des principaux pays de l'audience directe (en %)*

	2007	2008	2009	2010
France	54,0	49,0	43,0	44,0
États-Unis	8,0	13,0	22,0	23,0
Royaume-Uni	2,7	2,8	2,8	2,3
Maroc	3,7	3,3	2,6	2,9
Irlande	1,4	2,7	2,3	0,9
Tunisie	2,0	2,2	2,2	1,9
Allemagne	2,0	2,2	1,9	1,9
Canada	2,8	2,4	1,8	2,1
Belgique	2,3	2,2	1,8	2,0
Suisse	1,3	1,3	1,2	1,2
Italie	1,1	1,2	1,2	1,1
Chine	1,0	1,0	1,2	1,4
Algérie	0,9	1,2	1,0	1,1
Espagne	0,7	0,8	0,8	0,9
Pays-Bas	0,7	0,7	0,7	0,6
Inde	0,6	0,7	0,7	0,7
Luxembourg	0,6	0,4	0,5	0,4
Japon	0,4	0,5	0,6	0,6

* Le total peut différer de 100 % en raison des arrondis.

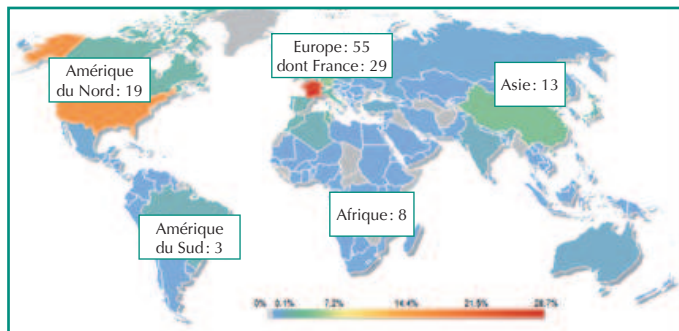
Le public français est naturellement dominant pour les publications du CEPII en langue française – *La Lettre du CEPII* et *L'économie mondiale* (tableau 4).

Tableau 4 – Consultation géographique des publications (en %)*

	Europe	dont France	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie	Afrique
<i>Documents de travail</i>	52	32	27	1,4	11	8
<i>International Economics</i>	53	36	22	0,9	16	6
<i>La Lettre du CEPII</i>	75	66	15	0,4	1,5	8,7
<i>L'économie mondiale</i>	58	50	16	0,4	2	25
<i>The CEPII Newsletter</i>	48	23,2	34	2	11	5
<i>La Lettre du CEPII</i> en anglais	35	12	45	2,4	15	2

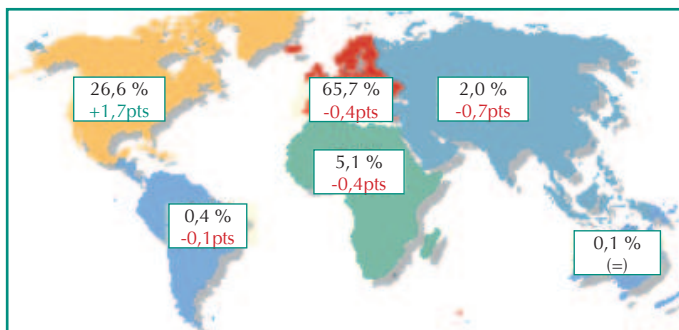
* Le total peut différer de 100 % en raison des arrondis.

Graphique 3 – Consultation géographique des bases de données en 2010 (en %)



www.LeClubduCEPII.FR

En 2010, le site du Club du CEPII, dont l'accès est presque exclusivement réservé aux membres, a eu près de 18 000 visiteurs uniques (30 000 pages vues, hors téléchargements).



Annexe



Publications
(hors CEPII)

PUBLICATIONS HORS CEPII

En gras : revues à comité de lecture

Michel Aglietta

Les hedge funds. Entrepreneurs ou requins de la finance?, avec S. Khan-
niche & S. Rigot, Éditions Perrin, 360 p., janvier.

"À la recherche d'un modèle de croissance", avec A. Lipietz, *Problèmes économiques*, n° 2.989, février.

La crise. Les voies de sortie, Michalon, 124 p., mai.

Mariya Aleksynska

"Immigration et productivité dans les pays de l'OCDE", avec A. Tritah, *Revue économique*, 61(3), pp. 521-532, mai.

Agnès Bénassy-Quéré

Économie de l'euro, avec B. Coeuré, La Découverte, 126 p., février (2^e édition).

"Le rôle international de l'euro: chronique d'une décennie", avec B. Coeuré, *Revue d'économie politique*, 120(2), pp. 357-377, mars-avril.

"Au fondement des trajectoires de finance publique: la croissance", *Confrontation Europe*, n° 90, avril-juin.

Economic Policy: Theory and Practice, avec B. Coeuré, P. Jacquet & J. Pisani-Ferry, Oxford University Press, 728 p., août.

"On the Complementary of Equilibrium Exchange Rate Approaches", avec S. Béreau & V. Mignon, *Review of International Economics*, 18(4), pp. 618-632, septembre.

"Regards croisés sur le système monétaire international", avec P. Artus, A. Cartapanis & M. Flandreau, *Revue d'économie financière*, n° 100, pp. 253-278, octobre.

"Economic Divergence within the Euro Area: Lessons for EMU Enlargement", avec A. Berthou & L. Fontagné, *The Euro and Economic Stability in Central, Eastern and South-Eastern Europe*, Edward Elgar, décembre.

"Régulation financière: arbitrer entre stabilité et croissance", avec G. Capelle-Blancard, *Revue Banque*, n° 10, décembre.

"Taxes sur les activités financières", avec G. Capelle-Blancard, *Revue Banque*, n° 10, décembre.

"Asymmetric Term of Trade Shocks in a Monetary Union: an Application to West Africa", avec L. Batté, B. Carton & G. Dufrénot, *Journal of African Economies*, 5(19), pp. 657-690.

"The Millennium Development Goals: an Assessment", avec F. Bourguignon, S. Dercon, A. Estache & J.W. Gunning, *Equity and Growth in a Globalizing World*, R. Kanbur, M. Spence, pp. 17-39.

"Ventes à découvert et organisation des marchés dérivés", avec G. Capelle-Blancard, *Revue Banque*, n° 10, décembre.

Antoine Berthou

"Crise et commerce: les déboires du haut de gamme", avec C. Emlinger, *Problèmes économiques*, n° 3, février.

"Les effets de l'introduction de l'euro sur les exportateurs français, une analyse sur données individuelles, avec L. Fontagné, *Revue d'économie politique*, 120(2), pp. 335-354, mars-avril.

"Economic Divergence within the Euro Area: Lessons for EMU Enlargement", avec A. Bénassy-Quéré & Lionel Fontagné, *The Euro and Economic Stability in Central, Eastern and South-Eastern Europe*, Edward Elgar, décembre.

Jean-Christophe Bureau

"Trade Composition Effects of the EU Tariff Structure: Beef Imports from Mercosur", avec M. P. Ramos & L. Salvatici, *European Review of Agricultural Economics*, 37(1), pp. 1-26, mars.

Gunther Capelle-Blancard

"Socially Responsible Investing: Myths and Realities", avec S. Monjon, *The Economics of Sustainable Development*, Economica, pp. 299-325, avril.

"Régulation financière: arbitrer entre stabilité et croissance", avec A. Bénassy-Quéré, *Revue Banque*, n° 10, décembre.

"Taxes sur les activités financières", avec A. Bénassy-Quéré, *Revue Banque*, n° 10, décembre.

"Ventes à découvert et organisation des marchés dérivés", avec A. Bénassy-Quéré, *Revue Banque*, n° 10, décembre.

"How do Stock Markets Respond to Chemical Disasters?", avec M.-A. Laguna, *Journal of Environmental and Economic Management*, 59(2), pp. 192-205.

De la crise des subprimes à la crise mondiale, avec P. Artus, J.-P. Bétbèze & C. de Boissieu, *La Documentation française*, 168 p.

Benjamin Carton

"Asymmetric Term of Trade Shocks in a Monetary Union: an Application to West Africa", avec A. Bénassy-Quéré, L. Batté & G. Dufrénot, *Journal of African Economies*, 5(19), pp. 657-690.

Xavier Chojnicki

"Les perspectives macroéconomiques d'une politique d'immigration active en France", *Regards croisés sur l'économie*, 2(8), pp. 145-157.

"Système en comptes notionnels – Une capacité d'autorégulation", *L'USMag*, n° 703, décembre.

Virginie Coudert

"Le règlement des défauts sur le marché des *Credit Default Swaps*: le cas de Lehman Brothers", avec M. Gex, *Revue d'économie financière*, n° 97, mars.

"Taux de change des pays exportateurs de matières premières: l'importance des termes de l'échange et des monnaies d'ancrage", avec C. Couharde & V. Mignon, *Revue économique*, 61(3), pp. 499-509, mai.

"Assessing the Sustainability of Credit Growth: the Case of Central and Eastern European Countries", avec C. Pouvelle, *European Journal of Comparative Economics*, 7(1), printemps.

"Credit Default Swap and Bond Markets: Which Leads the Other?", avec M. Gex, *Financial Stability Review*, n° 14, juillet.

"The Credit Default Swap Market in Turmoil: the Case of GM and Ford Crisis in 2005", avec M. Gex, *Financial Contagion: The Viral Threat to the Wealth of Nations*, ed. Robert Kolb, Wiley, décembre.

"Contagion Inside the Credit Default Swaps Market: the Case of the GM and Ford Crisis in 2005", avec M. Gex, *Journal of International Financial Markets, Institutions and Money*, 20(2), pp. 109-134.

Matthieu Crozet

"Structural Gravity Equation with Extensive and Intensive Margins", avec P. Koenig, *Canadian Journal of Economics*, 43(1), pp. 41-62, février.

Evelyne Dourille-Feer

Japon, nouvelle donne politique, nouvelle stratégie de croissance, *Accomex*, n° 95, septembre-octobre.

Gilles Dufrénot

"The Trade-Growth Nexus in the Developing Countries: a Quantile Regression Approach", avec V. Mignon & C. Tsangarides, *Review of World Economics*, 146(4), pp. 731-761.

"Asymmetric Term of Trade Shocks in a Monetary Union: an Application to West Africa", avec A. Bénassy-Quéré, L. Batté & B. Carton, *Journal of African Economies*, 5(19), pp. 657-690.

"Testing the Finance-Growth Link: Is There a Difference Between Developed and Developing Countries?", avec V. Mignon & A. Péguin-Feissolle, *Economics Bulletin*, 30(3), pp. 1794-1807.

Charlotte Emlinger

"Libéralisation du commerce euro-méditerranéen: les tarifs douaniers ne sont pas le principal frein aux importations européennes de fruits et légumes", avec E. Chevassus-Lozza & F. Jacquet, *INRA Sciences sociales – Recherches en économie et sociologie rurales*, INRA, n° 6/2009, janvier.

"Accords euro-méditerranéens et libéralisation des échanges agricoles: quel accès au marché européen pour les fruits et légumes des pays méditerranéens?", *Les Notes d'analyse du CIHEAM*, CIHEAM, n° 55, janvier.

"Crise et commerce: les déboires du haut de gamme", avec A. Berthou, *Problèmes économiques*, n° 3, février.

"Fruit and Vegetable Access to EU Markets: Dissecting Tariffs Faced by Mediterranean Countries", avec E. Chevassus-Lozza & F. Jacquet, *Food Policy*, 35(6), pp. 599-611, décembre.

Lionel Fontagné

"Bilateral Trade of Cultural Goods", A.-C. Disdier, avec S. H. T. Tai & T. Mayer, *Review of World Economics*, 4(4), Springer Berlin/Heidelberg, pp. 575-595, janvier.

"Les effets de l'introduction de l'euro sur les exportateurs français, une analyse sur données individuelles, avec A. Berthou, *Revue d'économie politique*, 120(2), pp. 335-354, mars-avril.

Investissement direct étranger et performances des entreprises, avec F. Toubal, La Documentation française, 230 p., avril.

"Trade Impact of European Measures on GMOS Condemned by the WTO Panel", avec A.-C. Disdier, *Review of World Economics*, (146)3, pp. 495-514, septembre.

"Economic Divergence within the Euro Area: Lessons for EMU Enlargement", avec A. Bénassy-Quéré & A. Berthou, *The Euro and Economic Stability in Central, Eastern and South-Eastern Europe*, Edward Elgar, décembre.

Michel Fouquin

"La crise mondiale accélère la montée en puissance de l'Asie", *Mondes en développement*, n° 150, mai.

"La Chine et la mondialisation", *Géopolitique*, PUF, n° 100, septembre.

Olena Havrylchyk

"Inherited or Earned? Performance of Foreign Banks in Central and Eastern Europe", avec E. Jurzyk, *IMF Working Paper*, 10(4), pp. 1-39, janvier.

"When do Long-Term Imbalances Lead to Current Account Reversals?", avec K. Benhima, *The World Economy*, 33(1), pp. 107-128, janvier.

"A Macroeconomic Credit Risk Model for Stress Testing the South African Banking Sector", *South African Reserve Bank Working Paper*, pp. 1-39, mars.

"Foreign Bank Entry and Credit Allocation in Emerging Markets", avec H. Degryse, E. Jurzyk & S. Kozak, *Business Models in Banking: is There a Best Practice?*, CAREFIN Università Bocconi.

Sébastien Jean

"Migration and Labour Market Outcomes in OECD Countries", avec O. Causa, M. Jimenez & I. Wanner, *OECD Journal: Economic Studies*, 2010(1), pp. 1-34, décembre.

Françoise Lemoine

"Past Successes and New Challenges: China's Foreign Trade at a 'Turning Point'", *China & World Economy*, 18(3), pp. 1-23, mai-juin.

"L'émergence des BRIC", *Les Cahiers français*, n° 257, août.

Articles: "Croissance économique", "Commerce extérieur", "Exportations", "Importations", "Productivité", *Dictionnaire de l'Inde contemporaine*, Armand Colin, 584 p., octobre.

Riccardo Magnani

"A General Equilibrium Evaluation of the Sustainability of the New Pension Reforms in Italy", *Research in Economics*, 65(1), pp. 5-35, mars.

Thierry Mayer

"Bilateral Trade of Cultural Goods", avec A.-C. Disdier, S.H.T. Tai & L. Fontagné, *Review of World Economics*, 4(4), Springer Berlin/Heidelberg, pp. 575-595, janvier.

"Distance Mismeasurement Inflates Estimates of Home Bias in Trade", avec K. Head, *The Gravity Model in International Trade: Advances and Applications*, Cambridge University Press, 372 p., juin.

"The Location of Domestic and Foreign Production Affiliates by French Multinational Firms", avec I. Méjean & B. Nefussi, *Journal of Urban Economics*, 68(2), pp. 115-128, septembre.

The Economics of Clusters, avec G. Duranton, P. Martin & F. Mayneris, Oxford University Press, 192 p., décembre

"Exposure to Foreign Media and Changes in Cultural Traits: Evidence from Naming Patterns in France", avec K. Head & J. Ries, *Journal of International Economics*, 80(2), pp. 226-238.

"The Erosion of Colonial Trade Linkages After Independence", avec K. Head & John Ries, *Journal of International Economics*, 81(1), pp. 1-14.

Valérie Mignon

"Nonlinear Adjustment of the Real Exchange Rate Towards its Equilibrium Value: a Panel Smooth Transition Error Correction Modelling", avec S. Béreau & A. Lopez-Villavicencio, *Economic Modelling*, 27(1), pp. 404-416, janvier.

"L'intégration commerciale est-elle une condition préalable à l'intégration financière?", avec A. Bachellerie & J. Héricourt, *Revue économique*, 61(3), pp. 477-487, mai.

"Taux de change des pays exportateurs de matières premières: l'importance des termes de l'échange et des monnaies d'ancrage", avec V. Coudert & C. Couharde, *Revue économique*, 61(3), pp. 499-509, mai.

La macroéconomie après Keynes, La Découverte, coll. Repères, 128 p., juin.

"On the Complementary of Equilibrium Exchange Rate Approaches", avec A. Bénassy-Quéré & S. Béreau, *Review of International Economics*, 18(4), pp. 618-632, septembre.

"La transmission de la variation du prix du pétrole à l'économie", avec F. Lescaroux, in *Les effets d'un prix du pétrole élevé et volatil*, Conseil d'analyse économique, Rapport n° 93, sous la dir. de P. Artus, A. d'Autume, P. Chalmin & J-M. Chevalier, La Documentation française, septembre.

"Testing the Finance-Growth Link: is There a Difference Between Developed and Developing Countries?", avec G. Dufrénot & A. Péguin-Feissolle, *Economics Bulletin*, 30(3), pp. 1794-1807.

"The Trade-Growth Nexus in the Developing Countries: a Quantile Regression Approach", avec G. Dufrénot & C. Tsangarides, *Review of World Economics*, 146(4), pp. 731-761,

Stéphanie Monjon

"Socially Responsible Investing: Myths and Realities", avec G. Capelle-Blancard, *The Economics of Sustainable Development*, Economica, pp. 299-325, avril.

"Réduire les émissions de gaz à effet de serre: pourquoi? combien? comment?", in *L'économie verte*, Les Cahiers Français, La Documentation française, n° 355, mars-avril.

"How to Design a Border Adjustment for the European Union Emissions Trading System?", avec P. Quirion, *Energy Policy*, 38(9), pp. 5199-5207, septembre.

Laurence Nayman

"L'importance des investissements incorporels en France: définitions, problèmes de mesure et contribution à la croissance", avec V. Delbecq, S. Le Laidier & J. Mairesse, *Économie et statistique*.

Sandra Poncet

"Market Access Impact on Individual Wages: Evidence from China", avec L. Hering, *Review of Economics and Statistics*, 92(1), pp. 145-159, février.

"Income per capita Inequality in China: the Role of Economic Geography and Spatial Interactions", avec L. Hering, *World Economy*, 33(5), pp. 655-679, mai.

"Local Export Spillovers in France", avec P. Koenig & F. Mayneris, *European Economic Review*, n° 54(4), pp. 622-641, mai.

"Financial Constraints in China: the Conditioning effect of FDI and State-Owned Corporate Sector", avec W. Steingress & H. Vandebussche, *China Economic Review*, 21(21), pp. 411-422, septembre.

Maria Priscila Ramos

"Trade Composition Effects of the EU Tariff Structure: Beef Imports from Mercosur", avec J.-C. Bureau & L. Salvatici, *European Review of Agricultural Economics*, 37(1), pp. 1-26, mars.

Farid Toubal

Investissement direct étranger et performances des entreprises, avec L. Fontagné, La Documentation française, 230 p., avril.

Ahmed Tritah

"Immigration et productivité dans les pays de l'OCDE", avec M. Aleksynska, *Revue économique*, 61(3), pp. 521-532, mai.

Hugo Valin

"Evaluating the Environmental Cost of Biofuels Policy: an Illustration with Bioethanol", avec B. Dimaranan & A. Bouët, *International Economics*, n° 122, La Documentation française, avril.

Aleksandra Zdzienicka

"The Real Effect of Financial Crises in European Transition Economies", avec D. Furceri, *Economics of Transition*, 19(1), pp. 1-25, janvier 2011.

"A Re-assessment of Credit Development in European Transition "Economies", *MPRA Working Paper*, MPRA, mai.

"Vulnerabilities in Central and Eastern Europe: Dynamics of Asymmetric Shocks", *ICFAI Journal of Monetary Economics*, pp. 33-59, août.

"The Consequences of Financial Crises for Public Debt", avec D. Furceri, *OECD Economics Department Working Papers*, n° 801, août.

"The Effect of Exchange Rate Volatility on Real Macroeconomic Performance in the CEEs", avec O. Arratibel, D. Furceri & R. Martin, *Economic Systems*, n° doi:10.1016/j.ecosys.2010.05.003.

Articles signés dans la presse
Interviews
Le CEPII dans les médias

ARTICLES SIGNÉS DANS LA PRESSE, INTERVIEWS

Michel Aglietta

Articles signés

"L'intensité de la reprise dépendra de la Chine", *Challenges*, 14 janvier.

"Analyse/Prospective de l'économie mondiale", *Zone Bourse*, 1^{er} février.

"Prospective de l'économie mondiale", *Option Finance*, 1^{er} février.

"La longue crise de l'Europe", *Le Monde*, 18 mai.

"Avec l'austérité, l'Europe fait fausse route" (avec L. Jospin), *Le Monde*, 22 novembre.

"Le G20 est-il l'organe adapté pour résoudre la question du financement du développement?", *Problèmes économiques*, 25 novembre.

Interviews

"Le dernier livre de Michel Aglietta décrypte le fonctionnement des *hedge funds*", *Capital*, 28 janvier.

"Le débat sur la régulation des *hedge funds* rebondit", *Le Journal des Finances*, 29 janvier.

"Le débat sur la régulation des *hedge funds* rebondit", *Le Figaro.fr*, 29 janvier.

"Très bonne année 2009 pour les *hedge funds*", *Le Maghreb*, 2 février.

"Les *hedge funds*", *Easybourse*, 2 février.

"Les *hedge funds* sont des générateurs de risque systémique", *Boursorama*, 12 février.

"L'Union doit prendre les *hedge funds* à revers", *Challenges*, 18 février.

"Il faut absolument réguler l'activité des *hedge funds*", *L'Expansion.com*, 18 février.

"Michel Aglietta en franco-saxon de choc", *Solidarité & Progrès*, 6 avril.

"Au bord du gouffre, les Européens ont mis de côté les égoïsmes nationaux", *L'Expansion.com*, 10 mai.

"La France doit-elle s'attendre à voir dégrader la note de sa dette?", *La Croix*, 31 mai.

"La monnaie est aussi un bien public, générateur de lien social et politique", *Le Monde Économie*, 1^{er} juin.

"L'Europe est devenue la zone dangereuse", *Télérama*, 14 juin.

"Europe, ranimer la croissance", *L'Agefi Hebdo*, 24 juin.

"Le scénario d'une croissance molle se précise", *Le Monde*, 28 août.

"Pour réduire les déficits...", *La Revue de la Mutualité Fonction Publique*, 1^{er} septembre.

"Le modèle de croissance chinois est en train de changer", *China.org*, 2 septembre.

"La réforme de Wall Street, 'une avancée considérable pour piloter les risques globaux'", *Le Monde Économie*, 6 septembre.

"Les nouvelles mesures de supervision financière de l'Union européenne", *Le Monde.fr*, 7 septembre.

"L'Europe doit se doter d'un mécanisme de mise en faillite d'un État", *Les Echos.fr*, 21 septembre.

"Trop d'austérité tue la croissance?", *Easybourse.com*, 3 novembre.

"Michel Aglietta: 'La Fed craint une déflation aux États-Unis'", *Métro*, 5 novembre.

"Le problème aujourd'hui est l'entêtement du gouvernement irlandais à refuser l'aide du Fonds de soutien européen", *Les Echos*, 18 novembre.

"Le plan de sauvetage de l'Irlande se précise", *Les Echos*, 18 novembre.

"Comment réguler le capitalisme?", *Alternatives économiques*, 30 novembre.

"La transformation du modèle économique chinois est en marche", *Le Monde*, 30 novembre.

"De la difficulté de rénover la finance", *Alternatives internationales*, 1^{er} décembre.

"Michel Aglietta: la crise financière", *France Culture*, 26 décembre.

Agnès Bénassy-Quéré

Articles signés

"Les conséquences de la crise grecque", *Les Echos*, 25 mars.

"Le G20 est-il déjà dépassé?" (avec J. Pisani-Ferry), *Telos*, 16 septembre.

"Is G20 Already Passed?" (avec J. Pisani-Ferry), *Business Standard*, 18 septembre.

"Une zone euro peu audacieuse" (avec L. Boone), *Les Echos.fr*, 23 septembre.

"Budget: faudra-t-il blâmer Bruxelles?" (avec L. Boone), *Telos*, 19 octobre.

"Fiscal Adjustments: Another Case for Brussels Bashing?" (avec L. Boone), *EuroIntelligence*, 28 octobre.

"Zone euro: la crise n'aura pas été inutile" (avec L. Boone), *Les Echos*, 4 novembre.

"G20: le mistigri est passé à la France", *Telos*, 17 novembre.

"Irlande: pourquoi les marchés ne se calment pas?" (avec L. Boone), *Telos*, 28 novembre.

Interviews

"La crise grecque peut-elle avoir des conséquences en France?", *20 minutes.fr*, 10 février.

"Sauvetage de la Grèce: qui peut faire quoi?", *Le Temps.ch*, 11 février.

"Économie de l'euro", *France Culture*, 11 février.

"Les politiques monétaires", *France Culture*, 1^{er} mars.

"Au fondement des trajectoires de finance publique: la croissance", *Confrontations Europe*, avril.

"La taxe bancaire", *Radio Classique*, 19 avril.

"Union européenne – Allemagne", *France Culture*, 6 mai.

"Les conséquences de l'achat de dettes publiques par la BCE", *Radio Classique*, 11 mai.

"Généraliser la politique de la carotte", *La Tribune.fr*, 11 mai.

"Imposer plus fortement le capital", *Le Temps*, 14 mai.

"La monnaie est faible au bon moment", *Les Echos*, 18 mai.

"L'euro peut-il s'effondrer, la zone euro peut-elle éclater?", *France Culture*, 8 juin.

"L'Allemagne impose-t-elle la rigueur à l'Europe?", *La Croix*, 9 juin.

"La crise a jeté le trouble en Europe sur le choix des meilleures politiques économiques à tenir. La théorie des 'ajustements asynchrones'", *La République du Centre*, 15 juin.

"Ce qu'il faut comprendre d'un G20 qui n'a servi à rien", *Mediapart*, 28 juin.

"Les conclusions du G20", *Radio Classique*, 28 juin.

"La crise, bilan économique", *France Culture*, 17 juillet.

"Pourquoi la France veut une convergence fiscale avec l'Allemagne", *20 minutes*, 22 juillet.

"La guerre des taux de change, un bras de fer économique", *RFI*, 6 octobre.

"L'aide à l'Irlande pour stopper la contagion", *France Info*, 22 novembre.

"La BCE a intérêt à ce que le problème irlandais soit réglé", *EurActiv*, 23 novembre.

"Euro, une zone monétaire durablement secouée", *France Culture*, 6 décembre.

"Euro – Plusieurs avancées notables ont été réalisées depuis mai dernier...", *20minutes.fr*, 16 décembre.

Antoine Berthou

Interviews

"Grèce: pourquoi l'Allemagne est-elle aussi sévère?", *E24*, 18 mars.

"Une réévaluation du yuan fait baisser le pouvoir d'achat des Français", *Le Point*, 23 juin.

"Exportations: pourquoi est-on si mauvais?", *Europe 1*, 7 juillet.

"L'euro de plus en plus déprimé, doit-on s'en inquiéter?", *Easy Bourse*, 20 décembre.

Gunther Capelle-Blancard

Article signé

"How does the Stock Market Respond to Petrochemical Disasters?", (avec M.-A. Laguna), *Vox*, 5 mai.

Interviews

"Après la crise, les États multiplient les projets de taxes sur les banques", *La Croix.com*, 30 mars.

"Et les économistes, ils pensent quoi des taxes sur les banques?", *L'Expansion.com*, 31 mars.

"Les agences de notation sont-elles vraiment coupables?", *L'Expansion.com*, 29 avril.

"Les agences de notation dans le collimateur", *Public Sénat*, 4 mai.

"La volonté de la Commission européenne pour créer un fonds pour lutter contre les crises", *Radio Vatican*, 26 mai.

"Les arguments invoqués par les banques sont fallacieux", *France 24*, 27 mai.

"Banks' Arguments Against a Tax 'are not Credible'", *France 24*, 28 mai.

"Les ventes à découvert sont parfois nécessaires", *EurActiv.fr*, 14 juin.

"Pourquoi la taxation des banques est-elle si difficile?", *Le Journal du Dimanche*, 19 juin.

"G20: l'absence de déclaration importante ne sera pas synonyme d'échec pour autant", *Zonebourse*, 25 juin.

"La taxe sur les banques ne limitera pas le risque", *Capital*, 1^{er} août.

"Europe: la fin de la crise?", *France 24*, 3 août.

"L'Europe est en train de rattraper son retard sur les marchés", *France 24*, 23 septembre.

"Le G20, à quoi ça sert?", *France 24*, 10 novembre.

"Does the World Need a G20?", *France 24*, 11 novembre.

Benjamin Carton

Article signé

"Les engagements de la Grèce sont-ils réalistes?", *La Croix*, 15 février.

Interviews

"Malgré la reprise, le marché de l'emploi se dégrade des deux côtés de l'Atlantique", *Le Monde*, 9 janvier.

"Les dettes publiques", *France Culture*, 19 avril.

"Le plan d'aide ne sortira pas seul Athènes de l'ornière, selon des économistes", *La Dépêche.fr*, 27 avril.

"Le plan d'aide à la Grèce sera-t-il suffisant?", *Le Point*, 3 mai.

"L'économie française semble à l'abri d'un effet direct de la crise grecque", *Les Echos*, 3 mai.

"Plans d'aide et de rigueur: la Grèce n'est pas pour autant tirée d'affaire", *20 minutes*, 4 mai.

"Cinq questions sur les marchés financiers", *La Croix*, 5 mai.

"Grèce. Tout dépendra de la croissance mondiale", *Valeurs actuelles*, 6 mai.

"Grande-Bretagne: scrutin de crise", *France 24*, 10 mai.

"Crise grecque: pourquoi elle nous touche aussi", *Femme Actuelle*, 24 mai.

"Le bulldozer chinois a dépassé le vieux Japon", *L'Echo*, 17 août.

"États-Unis. Bilan provisoire de la politique économique intérieure du président Obama, à l'approche des législatives à mi-parcours", *France Culture*, 3 septembre.

"L'économie américaine est-elle en train de ralentir?", *La Croix*, 20 octobre.

Agnès Chevallier

Interview

"Cinq faits marquants de l'actualité économique de 2010", *France 24*, 20 décembre.

Xavier Chojnicki

Article signé

"Immigration: combien ça coûte?", *Telos*, 14 décembre.

Interviews

"Depuis plusieurs années, nous ne faisons que repousser le problème des retraites, or c'est ce qui semble à nouveau se dessiner en 2010", *Zone Bourse*, 12 avril.

"Pour réduire le déficit, plafonner le montant des retraites?", *L'Expansion*, 27 septembre.

"Pour réduire le déficit, réduire l'immigration?", *L'Expansion.com*, 29 septembre.

"Le bilan économique de l'immigration", *Capital*, 1^{er} novembre.

"Les bons comptes de l'immigration", *Radio Prun'*, 1^{er} décembre.

Matthieu Crozet

Interview

"Déséquilibres mondiaux. La proposition américaine est inacceptable pour la Chine", *L'Expansion*, 5 novembre.

Yvan Decreux

Interview

"Le secret défense protège les États-Unis", *Libération*, 11 mars.

Christophe Destais

Interviews

"Obama face à la dépression économique du Middle West", *France Culture*, 30 octobre.

"Après la victoire des républicains, la FED annonce un plan de soutien à l'économie américaine", *RFI*, 4 novembre.

"Le sommet du G20", *Dailymotion*, 12 novembre.

Evelyne Dourille-Feer**Interviews**

"Le Japon est en train de changer de modèle de croissance!", *Capital*, 1^{er} février.

"Le dossier Toyota", *RFI*, 3 février.

"Les problèmes de Toyota", *Radio Méditerranée*, 9 février.

"Vingt ans après la bulle économique Tokyo peine à reprendre confiance", *La Tribune*, 16 février.

"Les dangers de la dette japonaise", *Radio Atlantique*, 5 mars.

"Et le Japon replonge dans l'inconnu...", *L'Echo*, 3 juin.

"La situation économique japonaise", *RFI*, 9 juillet.

"Japon: la mue du dragon", *France Culture*, 30 juillet.

"Pourquoi le Japon va si mal", *L'Expansion.com*, 18 août.

"Les enjeux de la bataille de l'intérim au Japon", *La Tribune*, 23 août.

"Japon: le soleil se lève enfin à l'Est", *Easybourse*, 2 septembre.

"Quelle situation économique après l'élection de Naoto Kan?", *France Culture*, 15 septembre.

"Intervention sur le marché des changes et répercussions de la baisse du yen", *RFI*, 21 septembre.

"Pourquoi le Japon veut-il conclure un Accord de libre-échange avec l'Europe?", *RFI*, 5 octobre.

Charlotte Emlinger**Interview**

"Gros plan sur l'aliment le plus consommé au monde. Le riz: va-t-il bientôt devenir un produit de luxe?", *France Inter*, 15 avril.

Lionel Fontagné**Article signé**

"La mondialisation heureuse, une réalité", *Challenges*, 1^{er} avril.

Michel Fouquin**Interviews**

"La Chine maître du monde dans 10 ans?", *L'Expansion.com*, 21 janvier.

"Les fermetures d'usines", *Public Sénat*, 13 février.

"États-Unis – Économie intérieure", *France Culture*, 15 avril.

"États-Unis. Conséquences du déficit public de l'État fédéral et de la mauvaise situation économique de plusieurs États", *France Culture*, 21 juin.

"Visite du Premier ministre chinois", *France Culture*, 4 novembre.

Olena Havrylchuk

Interviews

"L'Estonie pourrait rejoindre la zone euro en 2011", *Euractiv*, 14 mai.

"Un G20 à minima", *Radio Vatican*, 12 novembre.

Françoise Lemoine

Articles signés

Conjoncture, *Cyberpresse La Presse Montréal*:

- "Les nouveaux investisseurs. La Chine et les autres pays du BRIC font de plus en plus d'acquisitions à l'étranger", 1^{er} février;
- "La Chine, une puissance relative", 15 mars;
- "Perdant-perdant", 29 mars;
- "La Chine bleue. Shanghai est devenu une métropole très ouverte aux échanges internationaux", 3 mai;
- "La Chine: un marché convoité", 28 septembre;
- "Chine: transition ou impasse?", 25 octobre;
- "Investissements chinois: l'Europe ciblée", 22 novembre.

"Succès passés et nouveaux défis: l'économie à un tournant", *Géopolitique*, 1^{er} novembre.

"L'Europe face au marché intérieur chinois" (avec D. Ünal), *Le Figaro*, 29 novembre.

"La Chine ne sauvera pas les pays riches", *Alternatives internationales*, 31 décembre.

Interviews

"Du G6 au G20, de l'émergence de la Chine", *France Culture*, 28 janvier.

"Quelles sont les forces et les faiblesses des deux économies? (Chine-Inde)", *France 2.fr*, 1^{er} février.

"La Chine aurait tout intérêt à assurer la stabilité du Yuan face à l'Euro", *Zone Bourse*, 11 mars.

"La Chine à la veille de l'ouverture de l'exposition universelle", *I-Télé*, 30 avril.

"La Chine doit-elle ses excédents commerciaux à une monnaie sous évaluée?", *France Culture*, 3 mai.

"La Chine a tout intérêt à réévaluer le yuan", *Capital Indic International*, 10 mai.

"Pékin face au délicat pilotage du yuan", *Les Echos TV*, 28 juin.

"Vers une augmentation des salaires en Chine?", *BFM*, 28 juillet.

"La nouvelle frontière de la croissance chinoise dans 'L'économie mondiale 2011'", *France Inter*, 11 septembre.

"Spéciale Chine/Assurance maladie", *France Culture*, 25 septembre.

"France-Chine: 22 milliards d'euros de déficit commercial", *Usine Nouvelle*, 5 novembre.

"Une Chine qui fait peur", *Réforme*, 11 novembre.

"Yuan: quel est le problème?", *RFO*, 13 novembre.

Jean-Pierre Patat

Articles signés

Le Nouvel Économiste:

- "Préserver le concept de banque universelle", 28 janvier;
- "Quand les prophètes de malheur jubilent", 25 février;
- "Les malfaisants", 11 mars;
- "Interrogations sur la crise grecque", 6 mai;
- "S'adapter n'est pas se renier", 27 mai;
- "L'Europe trop complexée", 1^{er} juillet;
- "Le primat de l'actionnaire encore et toujours...", 30 septembre;
- "Le faux prétexte de la guerre des monnaies", 7 octobre;
- "Twist again", 28 octobre;
- "Un remake du 'Plaza' ?", 5 novembre ;
- "L'incroyable culot des financiers", 2 décembre;
- "Zone euro: ni maîtres ni victimes, mais des règles du jeu à respecter", 9 décembre.

Interview

"Euro: le futur antérieur d'une illusion?", *Agora Vox*, 7 mai.

Georges Sokoloff

Article signé

"L'idée du péril jaune revient dans l'opinion", *Géo*, 1^{er} mars.

Interviews

"Les dettes publiques en Russie", *France Culture*, 19 avril.

"Poutine: la grande controverse?", Ce soir ou jamais, *France 3*, 10 juin.

Deniz Ünal

Article signé

"L'Europe face au marché intérieur chinois" (avec F. Lemoine), *Le Figaro*, 29 novembre.

Interviews

"Coopération malgré les désaccords", *France 24*, 7 avril.

"Diplomatie: la nouvelle Turquie", *France 24*, 3 juin.

"La nouvelle romance entre Turcs et arabes", *Slate.fr*, 16 juin.

"Entre l'Europe et la Turquie, comme un coup de froid", *L'Echo*, 21 août.

"La Grèce, 'porte d'entrée' de la Chine en Europe", *Le Monde*, 4 octobre.

"Pourquoi la Turquie regarde de moins en moins vers l'Europe", *L'Expansion*, 13 décembre.

LE CEPII DANS LES MÉDIAS

Les économistes du CEPII ont réalisé en 2010 environ 150 interviews dans les médias (presse, sites internet, radio, télévision) et publié une cinquantaine d'articles de presse. Les travaux du CEPII ont en outre été cités plus de 350 fois dans la presse écrite ou sur internet. L'essentiel des interventions a naturellement porté en 2010 sur la crise économique, la crise des dettes souveraines et la régulation financière. Dans cette annexe, nous présentons d'abord les aspects méthodologiques, puis nous dressons un bilan quantitatif et qualitatif des interventions dans les médias.

Aspects méthodologiques

Le recensement 2010 des citations CEPII dans la presse écrite, les sites internet, les médias audiovisuels, se base sur les données du web CEPII, alimentée par trois sources : l'Argus de la Presse, les alertes Google et Meltwater France. Cette méthode de recensement est donc différente de celle des années précédentes, fondée uniquement sur l'Argus de la Presse. Les données sont centrées sur la presse et les sites web français, avec quelques références provenant des pays francophones ainsi que des médias audiovisuels.

Le recensement conserve sensiblement la même répartition qu'en 2008 et 2009, à laquelle est ajoutée une rubrique médias audiovisuels :

- Presse Nationale ;
- Presse Régionale (décomposée par support) ;
- Presse-Divers, y compris étranger ;
- Sites internet, y compris étranger ;
- Médias audiovisuels.

Contrairement à 2009, lorsqu'un article citant le CEPII est repris sur support papier et électronique, la citation n'est comptabilisée qu'une seule fois en 2010, le média lui-même étant regroupé sur la rubrique "version papier & électronique". De même, dans la rubrique "sites internet", lorsqu'une même citation du CEPII est reprise plusieurs fois, elle n'est comptabilisée qu'une seule fois dans la base web CEPII.

Par ailleurs, les mots-clés utilisés pour classer les articles sur la base web CEPII présentent des différences par rapport à ceux utilisés antérieurement.

Enfin, la répartition des citations par types de support ou par thème est réalisée sur un sous-échantillon d'articles, ceux recensés dans la base web CEPII car considérés comme plus significatifs.

Bilan quantitatif par support

Le tableau 1 recense les citations CEPII en 2010 selon quatre types de supports : presse nationale, presse quotidienne régionale (presse régionale en 2010), presse divers et sites internet.

Le nombre de citations "CEPII" est en augmentation cette année (comme l'année précédente). La part de la presse nationale est stable au-delà de 50 %, mais on observe une baisse des citations dans la presse régionale au profit des médias Internet dont la part progresse fortement depuis 2006 (la baisse de la presse régionale est due aussi au changement méthodologique qui conduit à ne comptabiliser qu'une seule fois une même citation).

Tableau 1 – Les citations "CEPII", répartition par types de supports, 2006-2010

	2006	2007	2008	2009	2010
Presse nationale	61 %	57 %	54 %	54 %	54 %
Presse régionale	18 %	16 %	12 %	11 %	3 %
Presse divers (1)	14 %	18 %	25 %	20 %	13 %
Sites Internet	6 %	9 %	9 %	15 %	30 %
Sous-total	304	403	385	487	575
Audiovisuel	-	-	-	-	65
Total	-	-	-	-	640

Note: (1) presse divers et presse étrangère en 2010.
Sources: Argus de la Presse et base web CEPII (2010).

Presse Nationale

Parmi, les 32 titres de presse nationale (PN) comptabilisés en 2010, les 9 premiers concentrent les 3/4 des citations de cette catégorie. *Le Monde* reste le journal qui cite le plus le CEPII. Par rapport aux autres années, on note une progression des citations dans *La Croix* et *L'Expansion*, ainsi que la baisse du nombre de citations dans *Le Figaro*, *Les Echos* et *Alternatives économiques* qui disparaît des huit premiers titres citant le CEPII (tableau 2).

Tableau 2 – Les principaux titres de la PN ayant cité le CEPII en 2010

	% du total des citations PN
Le Monde (& lemonde.fr)	14,0
La Croix (& lacroix.com)	13,5
L'Expansion (& lexpansion.com)	12,4
Les Echos (& lesechos.fr)	8,8
20 Minutes	7,3
Le Nouvel Économiste	6,7
La Tribune (& latribune.fr)	5,2
Le Figaro	3,6
Capital	3,1
Sous-total	74,2
Total presse nationale	100

Sources: Argus de la Presse et base web CEPII (2010).

Les autres titres totalisant le quart des citations CEPII figurent au tableau 3.

Si l'on fait abstraction des différences de méthodologie, on constate une plus grande dispersion des citations CEPII par titre de PN en 2010 qu'en 2009 (25 % des citations sur une dizaine de titres en 2009 contre une vingtaine en 2010), liée notamment à une baisse du nombre de citations dans le *MOCI* et dans *Le Journal des finances*.

Tableau 3 – Les autres titres de la PN totalisant le quart des citations

	% du total des citations PN
Challenges (& Challenges.fr)	3,1
Alternatives économiques	2,6
Le Point (& lepoint.fr)	2,6
L'Humanité (& l'Humanité Dimanche)	2,1
Le Journal des finances	2,1
Alternatives internationales	1,5
Valeurs actuelles	1,5
L'Agefi (& Agefi hebdo + Agefi actifs)	1,5
Le Moci (& Moci News)	1,0
Liaisons sociales (& Gestion sociale)	1,0
Libération (& Libération.fr)	1,0
France Soir	1,0
Métro	1,0
Cofamag	0,5
Échanges	0,5
La Correspondance économique	0,5
Le Journal du Dimanche	0,5
Le Monde diplomatique	0,5
L'Entreprise	0,5
Sous-total	25
Total des citations PN	100

Sources : Argus de la presse et base web CEPII.

Presse régionale

Le tableau 4, établi à partir des données de la base web CEPII, donne la liste complète des journaux régionaux (presse quotidienne régionale, PQR, et autre presse régionale) ayant cité le CEPII en 2010. Elle présente une assez bonne couverture régionale quoique plus limitée géographiquement et en nombre de titres que les deux années précédentes. Toutefois, les écarts de résultats peuvent être liés à la différence de méthodologie de recensement qui ne s'appuie plus sur le dépouillement systématique des dépêches AFP en 2010.

Tableau 4 – Les citations par titres de la Presse régionale en 2010

Le Midi Libre
La Dépêche.fr
La République du Centre
La Voix du Nord (& lavoixeco.com)
L'Alsace
Le Quotidien
Liberté Dimanche
Sud Ouest
Vosges Matin

Sources : Argus de la presse et base web CEPII.

Presse divers

Les citations sur les publications "Presse divers" (PD) sont concentrées sur un faible nombre de supports en 2010 comparativement aux années antérieures (18 supports contre 134 sur la période 2006-2009).

Alors que les autres années, 7 à 8 titres de cette catégorie de presse citaient plusieurs fois le CEPII, en 2010 seule la revue *Problèmes économiques* est dans ce cas.

Par ailleurs, 10 titres étrangers, notamment francophones (*Le Temps*, Suisse; *L'Echo*, Belgique; *Le Devoir*, Canada; *L'Orient le jour*, Liban; *Le Maghreb*, Algérie...), allemands (*Handelsblatt*) ou d'autres parties du monde (*The Hindu Business Line*, Inde...) ont cité le CEPII en 2010.

Sites internet

En 2010, 47 sites internet pour 107 citations CEPII ont été référencés. Le tableau 5 indique les dix sites les plus significatifs en 2010, totalisant près de 60 % des citations CEPII. Dans le cas de *Cyberpresse Montréal* et de *Telos*, des chroniques régulières d'un ou deux économistes expliquent le nombre de citations.

Tableau 5 – Les sites internet totalisant le plus de citations CEPII en 2010

	2010
www.easybourse.com	10
www.cyberpresse.ca/Montréal	9
www.Boursorama.com	9
www.E24.fr	7
www.zonebourse.com	6
www.telos.fr	5
www.euractiv.fr	4
www.jdf.com / Le Journal des finances	4

(suite tableau 5)	2010
www.lepost.fr	3
www.confrontations.com / Confrontations Europe	3
Sous-total des citations	61
Total des citations sur les sites	107

Sources : Meltwater France et base web CEPII.

La base "Meltwater mondiale" recense 377 sites internet et 978 citations CEPII, dont 283 sites et 592 citations pour les seuls webs étrangers. Toutefois, cette base pose le problème du comptage multiple des mêmes citations.

Les médias audiovisuels

Le recensement des médias audiovisuels ainsi que du nombre d'interviews par média est loin d'être exhaustif : ne sont prises en compte que les interventions "significatives" réalisées par les économistes du CEPII.

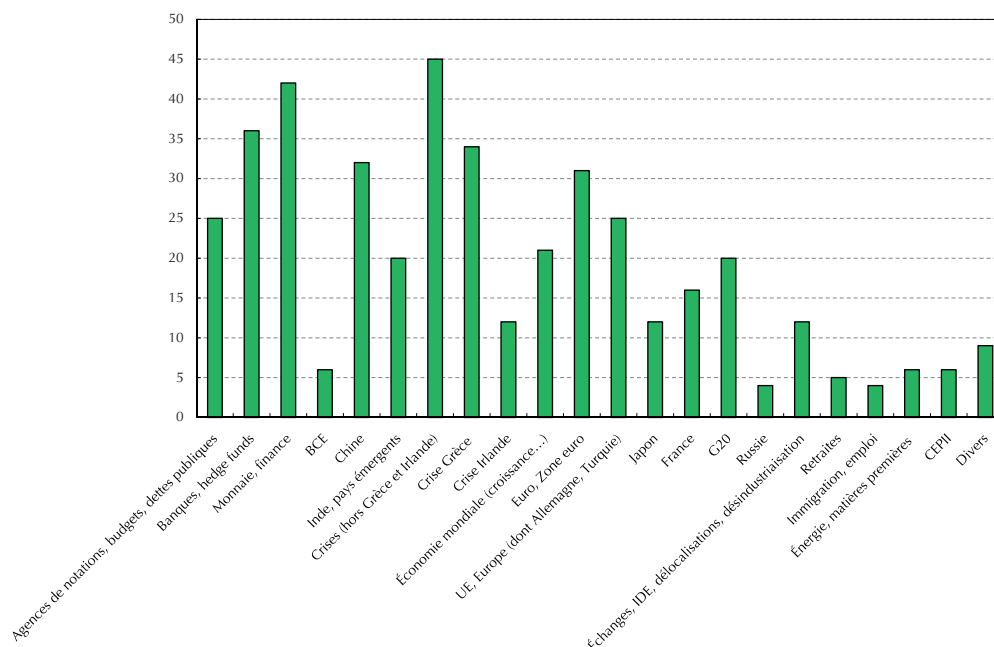
Parmi les 17 médias audiovisuels (radio, télévision) recensés dans la base web CEPII, les cinq médias cumulant le plus de citations CEPII sont *France Culture*, *France 24*, *RFI*, *France 3* et *Radio Classique*. À titre indicatif, la base recense 65 interviews.

Bilan qualitatif

Le classement des articles par thèmes

Après une année 2009 marquée par la transmission de la crise financière mondiale à l'économie réelle ainsi que les plans de renflouement des banques et de soutien à l'économie, l'année 2010 a été placée sous le signe de la crise des dettes souveraines européennes. Les dossiers abordés lors des deux sommets du G20 de Toronto (juin) et de Séoul (novembre), tels les dettes publiques, les déséquilibres commerciaux, le protectionnisme ou la régulation de la finance, ainsi que le dossier retraite ont également été placés sous le feu des projecteurs médiatiques (graphique 1).

Graphique 1 – Nombre de citations CEPII par thèmes en 2010



Source: base web CEPII.

En février, avril et mai, les péripéties de la dette grecque – du plan d'austérité présenté par le gouvernement grec au plan d'aide adopté par l'Eurogroupe et le FMI – ont donné lieu à de très nombreuses citations CEPII. Il en a été de même pour la crise de la dette irlandaise en novembre. Le CEPII a été particulièrement sollicité sur l'euro en février, mai et novembre; sur les *hedge funds* en février (sortie d'un ouvrage sur le sujet en janvier); sur les agences de notation en mai; sur le G20, notamment la régulation de la finance, et la Chine en novembre. D'autres sujets d'actualité française (réforme des retraites) ou liés à l'international (visite du Président en Inde, sénatoriales et hausse du yen au Japon) ont été également couverts.

Les articles proposés par les économistes, les interviews et les citations

Le recensement des articles (presse écrite et sites internet) est dominé par la contribution régulière du Centre dans *Le Nouvel Économiste* (12 articles), dans *Cyberpresse Montréal* (7 articles) ainsi que dans *Telos* (5 articles) qui totalisent plus de la moitié des articles signés par le Centre (tableau 6).

Tableau 6 – Les articles d'économistes du CEPII, 2009 et 2010

	2009	2010
Le Nouvel Économiste	9	12
Cyberpresse Montréal		7
Telos		5
Les Echos (& lesechos.fr)	3	3
Challenges		2
Alternatives économiques	3	
Alternatives internationales		1
La Tribune	10	1
Le Monde (& Monde diplomatique)		2
Usine Nouvelle	2	
Revue Banque		
Enjeux Les Echos	1	
Géopolitique	2	1
L'Expansion	2	
Audit		
Capital	1	
La Revue parlementaire		
Libération		
L'Agefi	1	
L'Humanité	1	
Partage		
Tribune juive	1	
Zone Bourse		2
Business Standard		1
Le Figaro		1
La Croix		1
Euro Intelligence		1
Géo		
Easy Bourse		1
Option Finance		1
Problèmes économiques		1
Vox		1
Total	36	44

Sources : Argus de la Presse et base web CEPII.

Les interviews (tableau 7) sont recensées sur plus de 90 supports en 2010. Ils comprennent la presse écrite, les sites internet et les médias audiovisuels. Les 15 supports listés ci-dessous ont totalisé 65 % des interviews 2010.

Tableau 7 – Les interviews d'économistes du CEPII dans les supports les plus importants en 2010

	2010
France Culture	20
France 24	15
L'Expansion (& lexpansion.com)	10
Les Echos (& lesechos.fr)	8
Le Monde (& lemonde.fr)	7
20 minutes	5
La Croix (& lacroix.com)	5
Easybourse.com	4
RFI	4
Capital (& capital.fr)	3
Euractiv.fr	3
Le Temps	3
Radio Classique	3
Radio Vatican	3
Zone Bourse	3
Sous-total	96
Total	147

Source: base web CEPII.

En 2010, l'utilisation de la base web CEPII permet de faire apparaître une nouvelle rubrique "citations dans les médias" qui regroupe les articles où n'apparaissent que des citations courtes des économistes du CEPII et non des interviews approfondies.

Le tableau 8 montre que malgré une assez grande dispersion des citations dans une centaine de supports, une douzaine seulement rassemblent environ la moitié du total des citations CEPII en 2010.

Tableau 8 – Les "citations dans les médias" dans les supports médiatiques totalisant plus de la moitié des citations en 2010

	2010
La Croix (& lacroix.com)	9 %
Le Monde (& lemonde.fr)	9 %
L'Expansion (& lexpansion.com)	6 %
Yahoo.fr	5 %
Problèmes économiques	4 %
20 minutes.fr	4 %
La Tribune (& latribune.fr)	3 %
E24	3 %
Les Echos (& lesechos.fr)	3 %
Alternatives internationales	2 %
Easybourse.com	2 %
Le Figaro (& lefigaro.fr)	2 %

Sources : Argus de la presse et base web CEPII.

*Rapports et travaux pour
des institutions publiques
et des fondations*

RAPPORTS ET TRAVAUX POUR DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET DES FONDATIONS

Agence Française de Développement

L'impact économique de la libéralisation commerciale dans l'espace euro-méditerranéen : revue de littérature et enseignements (J. Jarreau).

Commission européenne

Survey on Current Conditions and Intention of Outbound Investment by Chinese Enterprises, DG Commerce, mai (L. Fontagné, L. Py).

The Economic Impact of the Free Trade Agreement (FTA) between the European Union and Korea, DG Commerce, mai (Y. Decreux, C. Milner, N. Péridy).

Interface Mirage, DG Commerce, 2010-2011 (en collaboration avec le LEI).

Direction générale du Trésor

Accord de libre-échange UE – Mercosur, Trésor convention, 2010-2011.

Fuites de carbone et compensation aux frontières, Trésor convention, 2010-2011.

Institut Caisse des Dépôts et Consignations

Les dettes publiques, rapport intermédiaire du Groupe de travail, septembre.

Ministère des Affaires étrangères et européennes

Enjeux internationaux pour l'économie française de la mise en place d'une taxe carbone (M. Chiroleu-Assouline & M. Fodha).

Sénat

Analyse comparative des performances des firmes multinationales françaises et allemandes (L. Fontagné & F. Toubal).

Rencontres organisées
par le CEPII
et le *Club* du CEPII

RENCONTRES ORGANISÉES (OU CO-ORGANISÉES) PAR LE CEPII

A – COLLOQUES, SÉMINAIRES ET RÉUNIONS

Pourquoi réglementer les *hedge funds* ?

Les risques des *hedge funds* sont à la mesure des paris qu'ils prennent à la poursuite de performances élevées. La combinaison des leviers de dette et de la dépendance à la liquidité des marchés les rend vulnérables aux crises financières. Leurs réactions propagent le risque systémique. C'est pourquoi l'attitude indulgente des régulateurs est en train d'évoluer. L'enregistrement des gérants de *hedge funds*, la limitation du levier, la divulgation d'informations précises sur leurs prises de risque et l'application de principes de rémunération analogues à ceux qui sont envisagés pour les banques sont autant de propositions qui font débat.

Président de séance : G. Capelle-Blancard (CEPII).

Intervenants : M. Aglietta (CEPII ; Université Paris Ouest-Nanterre), S. Khaniche (Groupama AM) & S. Rigot (Université Paris Ouest-Nanterre).

28 janvier,
Paris.

À l'occasion de la parution
de *La Lettre du CEPII*,
n° 296, 28 janvier.

Forum 2010 de l'OCDE

Vers la reprise: innovation, emploi & croissance saine

- Croissance verte et innovation
- Croissance verte et énergie
- Financer la croissance future
- Emploi vert: mythe ou réalité
- L'avenir du capitalisme
- Éthique d'entreprise: restaurer la confiance
- Innovation: libérer les potentiels
- Ajuster compétences et emplois
- Commerce, emploi et innovation
- Ressources durables: mode d'emploi

26-27 mai,
Paris.

CEPII, partenaire scientifique.

27-28 mai,
Kiel.

Organisé par le réseau RIEF
(Research in International
Economics and Finance).

CEPII: partenaire du réseau.

Xth Doctoral Meetings in International Trade and International Finance

27 mai

Plenary Lecture: "Greasing the Wheels of International Commerce: How Services Facilitate Firms' International Sourcing", H. Görg & H. Raff.

Parallel Session I

I.1 Macro/Finance 1: Nominal and Real Exchange Rates

Chair: J. Héricourt.

"Exchange Rate Pass-Through: New Evidence from German Micro Data", E. Berner (Institut für Volkswirtschaftslehre, Christian-Albrechts-Universität Kiel).

"The Case for Intermediate Exchange Rate Regimes", V. Salins (EconomiX, Université Paris-Ouest).

"Reassessing the Implications of Tradable and Non-Tradable Wages for the Balassa-Samuelson Hypothesis", A. Schmillen (Institute for Eastern European Studies Regensburg, Institute for Employment Research and University of Regensburg).

I.2 Trade 1: Gravity and New Economic Geography

Chair: D. Mirza.

"Are Estimation Techniques Neutral to Estimate Gravity Equations? An Application to the Impact of EMU on Third Countries' Exports", E. Gómez Herrera (University of Granada).

"Computing Multilateral Resistances of Trading Countries", S. Rudolph (Faculty of Business Management and Economics, Technische Universität Dresden).

"Coordination Cost and the Distance Puzzle", S. Noblet (UMR CNRS LISA).

"Regional Integration and the Effect of Currency Arrangements on Bilateral Trade: the Case of Oceania", L. Ro'I (GREThA UMR CNRS 5113, Université Montesquieu Bordeaux IV).

Parallel Sessions II

II.1 Macro/Finance 2: Capital Flows and Trade

Chair: A. Bénassy-Quéré.

"Volatility Transmission in Central European Foreign Exchange Markets", V. Bubák (Institute of Economic Studies, Charles University, Prague & Centre d'économie de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

"Size, Value and Liquidity. Do They Really Matter on a Emerging Stock Market?", J. Lischewski (Centre for European Economic Research, ZEW).

"Towards a Theory of Trade Finance", T. Schmidt-Eisenlohr (European University Institute).

II.2 Trade 2: Firm Heterogeneity

Chair: S. Krautheim.

"A Theory on the Role of Wholesalers in International Trade Based on Economies of Scope", A. Akerman (Stockholm University).

"Is There an Environmental Benefit to Being an Exporter? Evidence from Irish Firm-Level Data", S. Batrakova (University College Dublin).

"Irish Firms' Productivity and Imported Inputs", E. Forlani (Université Catholique de Louvain, Center of Operation Research and Econometrics).

Parallel Sessions III

III.1 Macro/Finance 3: Current Account, Monetary & Fiscal Policy

Chair: A. Bénassy-Quéré.

"ECB Monetary Policy and Term Structure of Interest Rates in the Euro Area: an Empirical Analysis", F. Guidi (Università Politecnica delle Marche).

"Are There Thresholds Effects in the Relationship Between Oil Prices and Monetary Policy? Evidence for Six European Countries", G. L'Oeillet (Université de Rennes 1 - CREM).

"Bank Bail-outs, International Linkages and Cooperation", F. Niepmann (European University Institute).

III.2 Trade 3: MNE & FDI

Chair: H. Raff.

"Productivity and the Internationalization of Firms: Cross-Border Acquisitions *versus* Greenfield Investments", M. Trax (Ruhr Graduate School in Economics, Essen and Mercator School of Management, University of Duisburg-Essen and Rheinisch Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung).

"Role of Human Capital In Productivity Spillovers from FDI: an Empirical Analysis on Turkish Manufacturing Firms", S. Köymen (Bilkent University).

"The Impact of Foreign Acquisitions on the Investors' R&D Activities – Firm-Level Evidence", J. Stiebale (Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung, RWI).

"Cross-Border and Foreign-Affiliate Sales of Services: Evidence From German Micro-Data", M. Kelle (University of Kiel).

28 mai

Plenary Lecture: "The Crisis: Policy Lessons and Policy Challenges", A. Bénassy-Quéré.

Parallel Sessions IV

IV.1 Macro/Finance 4: Capital Flows and International Portfolio Selection

Chair: P. Andrade.

"International Equity and Bond Positions in a DSGE Model with Endogenous Variety Risk in Consumption", M. Hamano (Université de Rennes1 - CREM).

"Social Responsibility and Mean-Variance Portfolio Selection", B. Drut (Université Libre de Bruxelles; Solvay Brussels School of Economics and Management).

IV.2 Trade 4: Trade, Competition, Policy

Chair: H. Görg.

"Trade Protection and Market Power: Evidence from US Antidumping and Countervailing Duties", L. Rovegno (Université Catholique de Louvain).

"Do Food Scars Explain Supplier Concentration? An Analysis of EU Agri-food Imports", M. Jaud (Paris School of Economics).

"Pharmaceutical Cost-Sharing and Market Integration Through Parallel Trade", L. Birg (Christian-Albrechts-Universitaet zu Kiel).

Parallel Sessions V

V.1 Trade 5: Trade and Labour Markets

Chair: M. Crozet.

"Can the HOS Model Explain Changes in Labor Shares? A Tale of Trade and Wage Rigidities", P. Maarek (GREQAM, Université d'Aix-Marseille; GAINS, Université du Maine).

"The Sluggish Movement of Workers: Rethinking the Effects of Offshoring Decisions", F. McCann (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne; University College Dublin).

"Trade, Wages, FDI and Productivity", C. Schwarz (University of Duisburg-Essen).

V.2 Trade 6: Trade, Development and Energy

Chair: O. Godard.

"Can Carbon Based Import Tariffs Effectively Reduce Carbon Emissions?", M. Hübler (Potsdam Institute for Climate Impact Research).

"A Global CGE Model at the Nuts 1 Level for Trade Policy Evaluation", G. Standardi (University of Verona).

"On Trade Policies and Wage Inequality in Egypt: Evidence From Microeconomic Data", C. Zaki (Université de Paris 1, Panthéon-Sorbonne; Paris School of Economics, CES).

"Export Sophistication and Economic Performance: Evidence from Chinese Provinces", J. Jarreau (Paris School of Economics).

Trade Policy Analysis

6 juillet,
Paris.Atelier co-organisé
avec PSE (Paris School
of Economics).*Welcome Address:* A. Bénassy-Quéré (CEPII).*Chair:* F. Giavazzi (Bocconi University).*"Productivity and Firm Selection: Quantifying the 'New' Gains from Trade",* G. Mion (LSE).*"Sequential Exporting",* G. Corcos (Norwegian School of Economics and Business Administration).*Chair:* D. Cogneau (PSE).*"Determinants and Pervasiveness of the Evasion of Custom Duties",* S. Jean (CEPII; INRA).*"North-South Standards Harmonization and International Trade",* A.-C. Disdier (INRA).*Chair:* A. Sapir (Université Libre de Bruxelles).*"Large Firms and Heterogeneity: the Structure of Trade and Industry Under Oligopoly",* E. Bekkers (Linz Universität).*"Unilateral Trade Liberalization and the Patterns of Multi-Product Exporters",* M. Bas (CEPII).*Chair:* G. Ottaviano (Bocconi University).*"Risk and Financial Development: a Matter of Survival for Africa Agri-Food Exports",* M. Jaud (PSE).*"The Art of Exceptions: Sensitive Products in the Doha Negotiations",* M.P. Ramos (Universidad Argentina de la Empresa; CEPII).*"Concluding Remarks and Research Agenda",* F. Giavazzi (Bocconi University).International Cooperation in Times of Global Crisis:
Views from G20 Countries16-17 septembre,
New Delhi.Co-organisé avec ADB Insti-
tute, Bruegel, FMI et ICRIER.
Avec le soutien
du Club du CEPII.*Opening Comments:* P. Shome, (ICRIER, India); A. Bénassy-Quéré (CEPII, France) & J. Pisani-Ferry (Bruegel, Belgium).*Inaugural Address:* M. S. Ahluwalia (Planning Commission, India).

Session 1- Financial Reform: The End of International Coordination?

Chair: S. Kashiwagi (Policy Research Institute, Ministry of Finance, Japan).*Speakers:* A. Persaud (Intelligence Capital, UK); N. Véron (Bruegel, Belgium) & A. Narain (Monetary and Capital, Markets Department, IMF).*Discussants:* A. Sheng (China Banking Regulatory Commission) & O. Havrylchyk (CEPII, France).

Luncheon Session

Chair: J. Pisani-Ferry (Bruegel, Belgium).

Keynote Speech: T. Padoa-Schioppa (Notre Europe).

Session 2- Trade and Investment: How to Avoid Protectionism and Foster Openness?

Chair: A. Hoda (ICRIER, India).

Speakers: R. Baldwin (Graduate Institute, Geneva) & S. Evenett (University of St Gallen & CEPR, Switzerland), P. Draper (South African Institute of International Affairs, South Africa) & A. Jara (WTO).

Discussant: S. Ülgen (EDAM, Turkey).

Session 3- Global Rebalancing: What Can Be Delivered?

Chair: S. Acharya (ICRIER, India).

Speakers: Y. Huang (Peking University, China), H. Dieter (SWP, Germany; Warwick Commission on International Financial Reform) & G.-M. Milesi-Ferretti (IMF).

Discussants: K.-H. Jung (Samsung Research Institute, SERI, Korea), D. Vines (Oxford University, UK) & E. Alberola (Bank of Spain, Spain).

Conference Dinner with Keynote Speech

Chair: P. Shome (ICRIER, India).

Keynote Speech: A. Sheng (China Banking Regulatory Commission).

Session 4- Can The International Monetary System Be Reformed?

Chair: C. Monticelli (Treasury, Italy).

Speakers: M. Kawai (Asian Development Bank Institute, Japan), I. Goldfajn (Itaú Unibanco, Brazil) & M. Fratzscher (European Central Bank).

Discussants: I. Mateos y Lago (IMF) & M. Aglietta (University of Paris X Nanterre & CEPII, France).

Special Session

Chair: A. Bénassy-Quéré (CEPII, France).

Keynote Speech: S. Pranab Mukherjee (Finance Minister, India).

Luncheon Session

Chair: I. J. Ahluwalia (ICRIER, India).

Luncheon Address: C. Rhee (Presidential Committee for the G-20 Summit Committee).

Session 5- Financial Safety Nets: How Can Regional and Multilateral Schemes Coexist?

Chair: B. Cabrillac (Bank of France, France).

Speakers: D. Gros (CEPS, Belgium) & V. Rouxel-Laxton (European Commission, DG ECFIN, Belgium).

Discussants: R. Pardede (Indonesian Financial Stability Forum), N. Volchkova (New Economic School and Lead Economist, Russia) & B. Bhattacharyay (ADB).

Round Table- International Cooperation in Times of Global Crisis: the Way Ahead

Chair: S. Gokarn (RBI, India).

Panelists: R. Baldwin (Graduate Institute, Switzerland), P. Draper (South African Institute of International Affairs, South Africa), Y. Huang (Peking University, China and ANU, Australia), R. Kumar (ICRIER & CII, India) & R. Moghadam (IMF's Strategy, Policy and Review Department).

Summing Up: P. Shome (ICRIER, India) & A. Bénassy-Quéré (CEPII, France).

La France et l'Europe face à la crise économique

20 septembre,
Paris.

Mot d'accueil: V. Chriqui (Centre d'analyse stratégique).

Ouverture: Nathalie Kosciusko-Morizet (Secrétaire d'État chargée de la Prospective et du développement de l'Économie numérique).

Colloque organisé par
le Centre d'analyse stratégique
en collaboration avec le CEPII.

Partie I - Le contexte international et européen

1^{re} table ronde: "L'économie internationale à l'épreuve de la crise"

"Quels enjeux de la crise pour le G20?", B. Coeuré (Direction générale du Trésor).

"Les conséquences à long terme de la crise de la dette souveraine pour l'économie", D. Cohen (Cepremap).

"Le rôle des États et des marchés dans la propagation de la crise", A. Brender (DEXIA).

"Une vision allemande de la crise: les conditions du retour à la stabilité", R. Langhammer (Kiel Institut).

"Le rôle du secteur bancaire dans la reprise internationale", A. Gosset-Grainville (Caisse des dépôts et consignations).

2^e table ronde: "Les réponses de l'Union européenne"

"Le rôle de l'Europe vis-à-vis des marchés", J.-P. Jouyet (AMF).

"Architecture institutionnelle et stratégie européenne de sortie de crise", A. Bénassy-Quéré (CEPII).

"Les instruments et les objectifs de la coopération économique en Europe", R. Barrell (National Institute of Economic and Social Research).

22 septembre,
Paris.

À l'occasion de la parution
de l'ouvrage
L'économie mondiale 2011,
coll. Repères, La Découverte.

"La crise de la dette grecque et l'euro", L. Tsoukalis (Fondation hellénique pour la politique européenne et étrangère, ELIAMEP).

"Comment renouveler les instruments de la politique budgétaire européenne?", J. Delpla (Conseil d'analyse économique).

Partie II - "Les réponses des États européens et la voie de la France"

Ouverture : V. Chiriqui (Centre d'analyse stratégique).

"Français et Européens face à la crise"

"La perception de la crise en Europe", E. Rivière (TNS SOFRES).

"Les Français face à la crise, entre angoisse et sursaut national", L. Ferry (Conseil d'analyse de la société).

3^e table ronde: "Une France plus forte après la crise"

"La règle constitutionnelle d'équilibre des finances publiques", M. Camdessus (ancien Directeur général du FMI).

"L'évolution de la dette française", J.-P. Cotis (INSEE).

"Conditions de réussite d'un ajustement budgétaire en France", C. de Boissieu (Conseil d'analyse économique).

"La stratégie budgétaire allemande", H. Herres (Ministère fédéral des Finances, Berlin).

"Les perspectives budgétaires de la France et les conditions du débat parlementaire", G. Carrez (Rapporteur général du budget).

Clôture : C. Lagarde (Ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'emploi).

L'économie mondiale 2011

Allocutions d'ouverture : C. Lecourtier (Ubifrance) & A. Chevallier (CEPII).

L'Europe: crise et institutions

Président de séance : A. Chevallier (CEPII).

Discutants : E. Chaney (groupe Axa et Axa IM) & A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Le modèle de croissance chinois

Président de séance : F. Lemoine (CEPII).

Discutants : B. Delozier (Direction générale du Trésor) & M. Aglietta (Université Paris Ouest-Nanterre; Groupama Asset Management & CEPII).

Régulation financière et système bancaire

Président de séance : C. Destais (CEPII).

Discutants : J. Couppey-Soubeyran (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne & Conseil d'analyse stratégique), A. Obolensky (Fédération Bancaire Française) & L. Clerc (Banque de France).

L'Union européenne, acteur mondial, après la crise et après le traité de Lisbonne

"L'Europe, quel numéro de téléphone?". Cette boutade d'Henry Kissinger est souvent citée pour illustrer la singularité de la construction européenne sur la scène internationale, parfois difficile à comprendre par les plus proches de ses partenaires.

En politique extérieure comme en politique économique internationale, l'Union européenne éprouve les plus grandes difficultés à s'exprimer d'une seule voix. Cette faiblesse de l'UE dans sa projection à l'extérieur ampute non seulement tout projet d'Europe-puissance, mais rend également difficile la poursuite des intérêts européens sur un certain nombre de dossiers-clés de sécurité internationale, de régulation financière, de négociation climatique.

Cette journée d'étude a été consacrée à la projection de l'Union européenne sur la scène internationale. L'originalité de la démarche a été de réunir en un même lieu des politistes spécialistes des relations internationales et des économistes, afin de mieux comprendre les enjeux d'une représentation européenne, les blocages, et de discuter les moyens de surmonter ces difficultés.

Allocution de bienvenue : C. Lequesne (CERI) & A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Allocution d'ouverture : J.-P. Jouyet (Autorité des Marchés Financiers).

Session 1 - Politique extérieure: que peut changer le service européen d'action extérieure ?

Président : C. Lequesne (CERI).

Intervenants : M. Lefebvre (Direction de la Prévision, Ministère des Affaires étrangères et européennes) & F. Pothier (Carnegie, Bruxelles).

Discutants : T. Orłowski (Ambassade de Pologne en France) & A. de Vasconcelos (Institut d'études de sécurité de l'Union européenne).

Session 2 - Commerce et sécurité: deux modèles d'organisation

Président : P. Messerlin (Sciences Po).

Intervenants : S. Jean (INRA; CEPII) & Z. Laïdi (Centre d'études européennes de Sciences Po).

1^{er} octobre,
Paris.

Colloque co-organisé
avec le CERI.
En partenariat avec
le *Club* du CEPII
et le Ministère des Affaires
étrangères et européennes.

15-16 octobre,
Paris.

Conférence organisée
par le CEPII,
partenaire du réseau ELSNIT.

Discussants : V. Aussilloux (Innovation and Skills) & A.-M. le Gloannec (CERI Sciences Po).

Session 3 - Le poids de l'Union européenne dans les institutions financières internationales

Président : A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Intervenants : C. Destais (CEPII) & C. Thimann (BCE).

Discussants : G. Chabert (Direction générale du Trésor) & J. Quatremer (Libération, Bruxelles).

Table ronde - Intérêts nationaux et européens : l'impossible articulation ?

Cette table ronde a discuté dans quelle mesure les difficultés éprouvées par l'Union européenne pour peser dans les débats internationaux ne sont pas simplement liées à un défaut d'organisation interne, mais aussi à la difficulté de produire un véritable intérêt européen.

Présidents : A. Bénassy-Quéré (CEPII) & C. Lequesne (CERI).

Panélistes : H. Védrine (Ancien ministre des Affaires étrangères), S. Collignon (Sant'Anna School of Advanced Studies, Pise), B. Martins (DG Commerce, Bruxelles) & C. Stelzenmuller (GMF, Berlin).

Allocution de clôture : C. Masset (Direction générale de la Mondialisation, du développement et des partenariats, Ministère des Affaires étrangères et européennes).

VIII Annual Conference of the Euro-Latin Study Network on Integration and Trade (ELSNIT) Trade and the International Organization of Production

15 octobre

Welcoming Remarks: M. Fouquin (CEPII), M. Crozet (CEPII), A. Esteve-deordal (IDB/INT) & R. Carciofi (IDB/INTAL).

Session I: General Patterns

Moderation: S. Evenett (University of St Gallen; CEPR) & G. Ottaviano (Bocconi University; CEPR).

Presentation by T. Verdier (Paris-Jourdan Sciences Économiques, France).

"Comparing International Trade Networks", L. de Benedictis (University of Macerata, Italy) & L. Tajoli (Politecnico di Milano, Italy).

Comments by M. Berthelon (Universidad Adolfo Ibáñez, Chile).

"Iberoamerican Institution-Driven Comparative Advantage, Complex Goods and Organization Choice", S. Ferguson (Stockholm University, Sweden) & S. Formai (Stockholm School of Economics, Sweden).

Comments by M. Meléndez (Universidad de los Andes; ECON ESTUDIO, Colombia).

Session II: Empirical Trade Studies

Moderation: M. Crozet (CEPII), M. Fouquin (CEPII) & R. Langhammer (IfW).

Presentation by K. Ekholm (Sveriges Riksbank, Sweden).

"Trade Policy and Firm Boundaries", L. Alfaro (Harvard Business School, United States), P. Conconi (Université Libre de Bruxelles, Belgium), H. Fadinger (University of Vienna, Austria) & A. Newman (Boston University, United States).

Comments by A. Trejos (INCAE Business School, Costa Rica).

"Organization Complexity of Multinational Groups and Productivity in the European Union", C. Altomonte & A. Rungi (Bocconi University, Italy).

Comments by J. Arnold (OECD, France).

"Greasing the Wheels of International Commerce: How Services Facilitate Firms' International Sourcing", P. Debaere (University of Virginia, United States), H. Görg (Kiel Institute for the World Economy, Germany) & H. Raff (Kiel Institute for the World Economy, Germany).

Comments by C. Paunov (OECD, France).

16 octobre

"Wage Bargaining and the Boundaries of the Multinational Firm", M. Bas (CEPII, France) & J. Carluccio (Paris School of Economics, France).

Comments by J. C. Hallak (Universidad of San Andrés, Argentina).

"Offshoring, Firm Performance and Establishment-level Employment: Identifying Productivity and Downsizing Effects", C. Moser (Swiss Federal Institute of Technology Zurich, Switzerland), D. Urban (RWTH Aachen University, Germany) & B. Weder di Mauro (University of Mainz, Germany).

Comments by I. Brambilla (Universidad de San Andrés, Argentina).

Session III: Institutional Case Studies

Moderation: M. Cremona (EUI) & J. Jordana (IBEL; UPF).

Presentation by J. Humphrey (Institute of Development Studies, University of Sussex, United Kingdom).

"Private Regulation, Supply Chain and Contractual Networks", F. Cafaggi (EUI, Italy), P. Iamiceli (University of Trento, Italy) & M. Gobbato (University of Trento, Italy).

Comments by A. López (CENIT, Argentina).

21 octobre,
Paris.

Colloque Groupama Asset
Management, CEPII et CIREM.

"Natural Resources Based Value Chains and the Upgrading of Companies and Sectors in Developing Countries: the Brazilian Case", P. da Motta Veiga (CINDES, Brazil) & S. Rios (CINDES, Brazil).

Comments by F. Granados (IBEL, Spain).

Open Discussion and Final Remarks by Coordinators

Moderation: R. Carciofi (IDB/INTAL) & C. Volpe Martincus (IDB/INT).

Les politiques macroéconomiques face à la crise en Europe

La crise financière a fait retour sur l'Europe par le truchement des dettes publiques. Les dettes publiques sont très alourdies par les plans de relance et par les soutiens aux banques. Cette aggravation brutale interfère avec des disparités anciennes entre les pays dans la gestion des finances publiques. Elle a provoqué une défiance des marchés à l'égard des pays les plus fragiles qui menace la viabilité de la zone euro. Les gouvernements ont réagi en annonçant des réductions rapides et simultanées des déficits qui provoquent des craintes de retour de récession et d'enlisement dans la déflation tandis que la BCE franchissait la ligne rouge en acquérant des titres de dette publique sur le marché secondaire. Ces conditions, jointes au souci de la stabilité financière que les nouvelles régulations vont rendre plus exigeant, appellent à un enrichissement des principes de la politique monétaire au-delà du ciblage strict de l'inflation.

La recherche d'une sortie de crise met donc les politiques économiques devant des choix difficiles. Comment trouver des soutiens à la croissance dans la zone euro si le secteur privé est toujours en voie de désendettement? Comment faire évoluer le pacte de stabilité pour combiner un contrôle collectif sur les politiques budgétaires des États membres avec une solidarité budgétaire active? Comment réorienter le rôle des finances publiques pour en faire un déterminant de la croissance potentielle? De son côté, la politique monétaire devrait être affectée par les nouvelles régulations financières sous la forme de la conception et de la mise en œuvre d'une régulation macro-prudentielle qui évite le retour de l'endettement débridé du secteur privé. Elle devrait aussi être un soutien à la consolidation budgétaire, sans remettre en cause l'indépendance de la BCE. Ces inflexions de la politique économique semblent indispensables pour rétablir durablement la confiance des marchés dans la soutenabilité des finances publiques et dans les capacités de croissance de la zone euro.

Introduction: F. Ailhaud (Groupama AM; CIREM).

Table ronde 1 - L'ajustement budgétaire et les politiques budgétaires à moyen terme

Comment estimer la durée et l'intensité viables de l'ajustement dans un contexte de faiblesse de la demande privée et de volatilité de l'aversion pour le risque? Comment définir une stratégie budgétaire à

moyen terme garantissant la soutenabilité de la dette publique? Cette question est distincte du respect du pacte de stabilité dans la mesure où le désendettement privé, l'augmentation de l'épargne et la perspective du vieillissement de la population conduiront les ménages et les investisseurs institutionnels à privilégier une proportion plus grande de dette publique dans leurs portefeuilles.

De nombreuses trajectoires d'endettement public peuvent donc être soutenables. Dans tous les cas, la soutenabilité dépendra en premier lieu du rythme de la croissance potentielle, d'où l'importance de la composition des dépenses et de la structure des recettes au-delà du niveau des soldes budgétaires.

Quelle politique de recettes permet à la fois d'élargir la base fiscale, de renverser l'évolution de plus en plus inégalitaire des revenus et de faire baisser le coût du travail? Quelle politique de dépenses conduit-elle à définir des priorités d'investissements publics qui augmentent la croissance potentielle?

Président : F. Ailhaud (Groupama AM; CIREM).

Intervenants : M. Aglietta (Université Paris Ouest-Nanterre; Groupama AM; CEPII), L. Berrebi (Groupama AM), A. Bénassy-Quéré (CEPII), J. Cailloux (Royal Bank of Scotland) & J. Le Cacheux (OFCE).

Table ronde 2 - Responsabilités des banques centrales après la crise

Le retrait de l'action quantitative est un souci pour la Fed ou la Banque d'Angleterre, qui ont empilé les facilités exceptionnelles. Elle peut le devenir pour la BCE qui est conduite à soutenir les marchés de dettes de pays jugés fragiles.

Hormis la résorption des séquelles de la crise, la politique monétaire va rencontrer l'enjeu d'un élargissement et d'une complexification de ses objectifs. Comment va être conçue et appliquée la politique macro-prudentielle, censée prendre en compte la préoccupation de la stabilité financière? Comment interfère-t-elle avec la stabilité des prix dans des situations où le risque de déflation est persistant?

L'action de la politique monétaire sur l'économie réelle ne devrait pas non plus être éludée. Réduire le chômage n'est possible que si les surcapacités de production sont résorbées par une croissance qui accélère temporairement au-dessus de la croissance potentielle, donc si le taux d'intérêt réel passe en dessous du taux de croissance. De plus, l'analyse de l'inflation montre la prépondérance des facteurs communs d'origine globale. Dès lors, tant la stabilité financière que la stabilité des prix deviennent des questions globales qui impliquent une compatibilité des politiques monétaires. Comment cette interdépendance peut-elle être assumée?

Président : A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Intervenants : P. de Grauwe (Katholieke Universiteit Leuven), B. Mojon (Banque de France), D. Plihon (Université Paris-Nord) & N. Valla (Goldman Sachs).

3 décembre,
Paris.

Réunion co-organisée
avec le Club du CEPII.

La politique monétaire de la Fed et ses conséquences pour l'économie mondiale

Président : A. Bénassy-Quéré (CEPII ; École polytechnique).

Débat introduit par C. Bordes (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

L'annonce le 3 novembre par la FED de sa décision de stimuler une économie américaine, privée de marge de manœuvre budgétaire, par une nouvelle vague d'achats de bons du Trésor sanctionne formellement son engagement dans le "Quantitative Easing 2.0" déjà largement anticipé par les marchés.

Les circonstances dans lesquelles cette annonce intervient sont très différentes du contexte de crise aiguë qui prévalait fin 2008 et début 2009. La FED justifie ce nouvel accroissement de la taille de son bilan par le rythme insuffisant de la reprise aux États-Unis, dans un contexte qui sera par ailleurs marqué par le refus du recours à de nouvelles stimulations budgétaires. Toutefois, les canaux de transmission de cette politique à l'économie réelle restent en débat et son impact sur le niveau des prix d'actifs et les flux de capitaux internationaux est très controversé.

Au-delà, les membres du *Federal Open Market Committee* évoquent désormais ouvertement l'idée que ce dernier puisse énoncer des cibles de niveau des prix voire du PIB nominal.

Cette séance vise à clarifier, dans le cadre d'une discussion la plus riche et la plus interactive possible, les mécanismes économiques et financiers associés à cette nouvelle phase de l'économie américaine et leurs conséquences possibles.

B – ATELIER THÉMATIQUE**GROUPE D'ANALYSE DE LA MONDIALISATION**

(co-organisé par le Centre d'analyse stratégique, le CEPII et le CERI)

Mondialisation : la santé face à la crise ?27 janvier,
Paris.Publication : *Les Dossiers
de la mondialisation*,
n° 17.

La santé et le développement prennent une dimension particulièrement importante à l'heure des crises sanitaires. Les flux de voyageurs et les migrations, parfois vecteurs de maladies, tout comme les "maladies de civilisation" se multiplient avec l'urbanisation et les transitions épidémiologiques des pays émergents. Ils tendent à uniformiser les risques qu'aucune frontière ne peut contenir. Les échanges transfrontaliers et internationaux des biens et des services de santé apportent une dimension économique encourageante mais sont aussi porteurs de défis éthiques.

La pandémie mondiale du virus A/H1N1 nous rappelle le caractère essentiel de ces enjeux de santé dans un monde ouvert et globalisé où les risques sont partagés mais les réponses souvent nationales. Aux côtés des institutions internationales et des aides publiques au développement, de nouveaux acteurs prennent place dans ce "marché singulier" de la santé et peuvent bouleverser les schémas classiques des coopérations bilatérales. De même, de nouvelles menaces sanitaires, climatiques et environnementales notamment, apparaissent et démontrent que la santé est dépendante d'équilibres mondiaux fragiles.

Il importe dès lors de s'interroger sur la manière dont les politiques de santé nationales répondent à l'interdépendance des économies et des menaces sanitaires; de mesurer le rôle et les objectifs des nouveaux acteurs privés aux côtés d'États; et de comprendre si le commerce international comme les stratégies des grands acteurs industriels mondiaux ont un impact sur la santé des populations et peuvent être source de nouvelles régulations.

Ouverture : C. Haigneré (Cité des sciences et de l'industrie à la Villette; Conseil d'administration du Palais de la Découverte, Paris).

Intervenants : M. Gentilini (Conseil économique et social), R. Brauman (Sciences Po), G. de Pourville (ESSEC Santé; Institut de la Santé) & J.-C. Ameisen (INSERM; Comité consultatif national d'éthique).

Dettes publiques des États de l'UE et mondialisation14 avril,
Paris.Publication : *Les Dossiers
de la mondialisation*,
n° 18.

La crise économique a creusé les déficits budgétaires et fortement alourdi les dettes publiques des pays industrialisés. Maillon faible en Europe avec une dette publique de 125 % du PIB en 2009, aggravée de surcroît par le recours répété à des statistiques arrangées, la Grèce a plongé la zone euro dans la tourmente. D'autres pays de la zone ont

fait l'objet d'une perte de confiance des marchés, notamment l'Espagne, moins en raison de sa dette que de ses perspectives de croissance durablement dégradées.

Cette "crise dans la crise" traduit les faiblesses de la zone euro comme le défaut de surveillance et le manque de moyens d'intervention à la disposition de l'Union. Elle pose plus généralement la question de la coordination des politiques économiques en Europe, de la solidarité entre États membres, comme celle de la souveraineté budgétaire, au moment où se mettent en place les dispositifs de gouvernance du Traité de Lisbonne. Le discours a évolué sur la nécessité d'un pilotage plus politique des politiques économiques, mais le contexte de chômage de masse et de crise généralisée des finances publiques n'aide pas dans les faits à la convergence, tandis que l'Allemagne défend son modèle fondé sur les exportations et la modération salariale. Un saut qualitatif en matière d'intégration est-il encore possible ?

Ces questions ont été abordées sous les quatre angles complémentaires de l'analyse économique, des dispositions juridiques, de la gouvernance économique et des considérations politiques.

Introduction : V. Chriqui (Centre d'analyse stratégique).

Animateur : A. Bénassy-Quéré (CEPII; Université Paris Ouest-Nanterre; École polytechnique).

"La perception des marchés sur la dette souveraine de la Grèce : données économiques", L. Boone (Barclays Capital).

"Les Traités à l'épreuve de la solidarité: dispositions juridiques", J.-L. Sauron (Conseil d'État; Université Paris X Dauphine).

"Du gouvernement économique au Fonds monétaire européen: une coordination à inventer", C. Alcidi (CEPS).

"L'Union européenne à l'épreuve de ses déficits: considérations politiques", R. Dehousse (Centre d'études européennes de Sciences-Po).

7 juillet,
Paris.

Publication: *Les Dossiers
de la mondialisation*,
n° 19.

Nouvelles institutions internationales et mondialisation

Les organisations internationales ont depuis 1945 exercé une influence croissante dans les relations entre États et plus généralement dans le développement des échanges internationaux, vecteur principal de la mondialisation. Mais les crises qui s'enchaînent depuis 2008 (crise financière contaminant l'économie réelle, crise de l'énergie et des matières premières, crises alimentaires...) les remettent en cause. La violence de la crise financière et ses effets de contagion, les conséquences déstabilisantes des mouvements de capitaux à court terme appellent à un changement en matière de coopération internationale, dont les débats récurrents sur l'avenir du FMI se sont déjà fait l'écho, mais qui ne peut plus attendre. L'ampleur des problèmes de sécurité, de pauvreté, de dégradation de l'environnement et bien sûr la nécessité de mettre fin aux conflits armés imposent elles aussi des mécanismes globaux adaptés en matière de régulation et de justice distributive, tandis que

de nouvelles puissances entendent participer plus activement à la réforme de la gouvernance mondiale.

Qu'en est-il aujourd'hui des réformes annoncées ? L'Union européenne, arguant de sa singularité en tant qu'organisation régionale intégrée, persiste à vouloir jouer un rôle moteur au nom d'une "interdépendance durable" et d'une combinaison à inventer entre libéralisation, régulation, et solidarité. Pourra-t-elle tirer son épingle du jeu mondial ? Dans un paysage "sur occupé", il importe de déterminer si les relations entre ces organisations évolueront vers la complémentarité ou se figeront dans le cloisonnement et la rivalité. Le G20 doit selon certains être érigé en instance principale de la coordination économique mondiale. Que deviendra le multilatéralisme ? Quelle sera alors la place des Nations Unies ?

Animateur : P.-B. Baretts (Ministère des Affaires étrangères et européennes).

"Quel chemin parcouru et quelles perspectives pour la gouvernance mondiale ?", B. Badie (Institut d'Études Politiques de Paris ; CERI).

"G20 : quelles possibilités de coordination des politiques économiques mondiales ?", P. Duquesne (Ambassadeur chargé des questions économiques de reconstruction et développement pour l'État palestinien et de la cellule interministérielle pour l'aide à Haïti).

"FMI : quelle réforme possible ?", J. Le Cacheux (OFCE ; Université de Pau et des Pays de l'Adour).

"ONU : l'impossible réforme ?", A. Dejammet (Nations Unies).

Multiculturalisme et mondialisation

Le multiculturalisme part du constat selon lequel il existe des différences culturelles au sein d'une société donnée et qu'il est juste et souhaitable de reconnaître ces différences. Avec la mondialisation l'ampleur des différences à appréhender augmente tout en rendant plus nette la perception des différenciations culturelles et sociales. Les sociétés démocratiques n'en ont pas fini avec cette nouvelle donne, qui pose désormais que l'autre est mon semblable dans sa différence même, après avoir été mon égal dans le système démocratique et mon inférieur selon le système aristocratique antérieur.

Ces doubles mouvements ne facilitent pas l'appréhension de la notion de "multiculturalisme". On en est arrivé aujourd'hui à mettre sous ce vocable des notions (et des réalités) très divergentes. N'est-il pas temps, après un demi-siècle d'existence et d'expérimentations, de s'essayer à reconstruire le concept ?

Une première approche de type anthropologique permet de retracer le cheminement nécessaire à l'articulation entre reconnaissance des particularismes culturels et respect des valeurs universelles. Les clés de lecture fournies par la philosophie, la science politique, le droit doivent elles aussi s'enrichir d'analyses concrètes. L'étude d'autres modèles prend ici tout son sens, même si les débats suscités par le multicul-

17 novembre,
Paris.

Publication : *Les Dossiers
de la mondialisation*,
n° 20.

turalisme ne sont pas les mêmes d'une société à l'autre, à l'instar de ce qui s'est développé par exemple en Australie et en Nouvelle-Zélande, pays qui se sont construits par le biais d'une émigration récente. Le "cas" américain est également significatif, avec ce que l'on sait ou croit savoir de la figure de l'"affirmative action".

Ces détours paraissent de nature à favoriser un questionnement plus serein sur le modèle français. Celui-ci revendique fortement son particularisme en mettant en exergue le principe républicain d'égalité. Mais qu'en est-il de la contradiction française entre idéalisme du citoyen et pragmatisme de l'individu? Les ressorts de la transmission seraient à cultiver face à la "tyrannie" de l'information car ils peuvent grandement contribuer à un "bien vivre ensemble" par l'intermédiaire duquel toutes les composantes d'une société plurielle se reconnaissent et s'épanouissent.

Discours d'ouverture : V. Chiriqui (Centre d'analyse stratégique).

Animateur : C. Jaffrelot (CERI).

"Fondamentaux et généalogie du multiculturalisme", Y. Raj Isar (Université américaine de Paris).

"Multiculturalisme et discrimination positive: réflexions à partir du cas américain", D. Sabbagh (CERI).

"Le modèle républicain français à l'épreuve du multiculturalisme", P. d'Iribarne (CNRS).

"Le multiculturalisme à l'épreuve de la transmission", J.-P. Warnier (Centre d'Études africaines EHESS-IRD).

C – SÉMINAIRES "ACTUALITÉ" DU CEPII

15 janvier	"La nouvelle politique économique du Parti démocrate du Japon", E. Dourille-Feer.
12 février	"La Chine", M. Aglietta & F. Lemoine.
19 mars	"Réforme des retraites en France", R. Magnani & X. Chojnicki.
12 avril	"La régulation financière", J.-P. Patat & G. Capelle-Blancard.
21 mai	"Crise en Grèce et en zone euro", A. Bénassy-Quéré, B. Carton & A. Fortin.
18 juin	"La responsabilité environnementale des entreprises", G. Capelle-Blancard.
24 septembre	"L'économie américaine va-t-elle replonger?", C. Destais.
22 octobre	"La guerre des monnaies", M. Aglietta & A. Bénassy-Quéré.
16 novembre	"Le G20 à la recherche d'un nouveau souffle", G. Capelle-Blancard & O. Havrylchyk.

D – SÉMINAIRES INTERNES

"UME, UE, intégration des marchés de capitaux et lissage de la consommation", J. Melitz.	5 janvier
"Wage Bargaining and the Boundaries of the Multinational Firm", M. Bas & J. Carluccio.	16 février
"Les indicateurs de bien-être", M. Fouquin & G. Gaulier.	9 mars
"The Sluggish Movement of Workers: Rethinking the Effects of Offshoring Decisions", F. McCann.	23 mars
"Determinants and Pervasiveness of the Evasion of Custom Duties", S. Jean & C. Mitaritonna.	30 mars
"A Political Economy Perspective of the Chinese Government Tactical Behavior", G. Guggiola.	15 avril
"Les effets de l'entrée de la Chine à l'OMC sur la performance des firmes françaises", M. Bas & P. Bombarda.	4 mai
"Financial Access and Import Decisions: Firm Level Evidence from India", M. Bas & A. Berthou.	25 mai
"Organizational Complexity of Multinational Groups and Productivity in the European Union", A. Rungi.	1 ^{er} juin
"Quality Versus Price Competition Across Countries and Industries", S. Hatte.	10 juin
"La nouvelle stratégie de croissance et son impact sur le commerce mondial", F. Lemoine & D. Ünal.	24 juin
"Optimal Food Price Stabilisation Policies", C. Gouel.	30 septembre
"TBA", M. LaTorre.	7 octobre
"Impact of Domestic Regulations on Trade in Service", M. Crozet.	21 octobre
"IDE Sud Sud", M. Aleksynska & O. Havrylchyk.	4 novembre
"Chine: commerce extérieur et rééquilibrage de la croissance", F. Lemoine & D. Ünal.	18 novembre
"Rebalancing Growth in China: an International Perspective", A. Bénassy-Quéré, B. Carton & L. Gauvin.	3 décembre
"Wholesalers in International Trade", M. Crozet, G. Lalanne & S. Poncet.	9 novembre
"Domestic Export Performance in China: the Role of Foreign Spillovers", S. Poncet.	16 décembre

E – SÉMINAIRES EXTERNES

7 janvier	"Non-linéarité de la diversification des exportations: une investigation", V. Strauss-Kahn (ESCP Europe; CEPR).
10 mars	"Transfert des migrants et ouverture financière", E. Lodigiani (Université du Luxembourg).
18 mars	"L'impact des crises bancaires sur la croissance à court-moyen terme des pays en développement: le rôle des variables structurelles et politiques", A. Zdzenicka (Université de Lyon).
19 mars	"Currency Mismatch and Systemic Risk in Emerging Europe", R. Rancière (École d'économie de Paris).
2 avril	"Carbon Tax and OPECs Rents under a Ceiling Constraint", L. Ragot (Université de Lille).
9 avril	"Does Inflation Targeting Decrease Exchange Rate Pass-Through in Emerging Countries?", D. Coulibaly (Université Paris I Sorbonne-Panthéon).
9 avril	"Monetary Disorder and Financial Regimes: the Demand for Money in Argentina, 1900-2006", M. Mogliani (Université Paris IV Sorbonne).
28 juin	"The Negative Assimilation of Immigrants: a Special Case", B. Chiswick (College of Liberal Arts en Sciences, Chicago).
14 septembre	"Immigrant Networks, Trade Creation, and Trade Diversion", T. Konecny (Charles University Economics Institute, CERGE-EI).
23 septembre	"The Role of Trade Costs in Global Production Networks: Evidence from China's Processing Trade Regime", A. Van Assche (HEC Montréal).
4 octobre	"Product Market Regulations, Firm Size, Unemployment and Informality in Developing Economies", C. Terra (Université Cergy-Pontoise).

Groupe de travail Banque de France-CEPII-INSEE1^{er} avril**La croissance potentielle****"La croissance potentielle en France et dans la zone euro"**

Intervenants: M. Lemoine, J. Matheron & M. Chetouane (Banque de France)

Discutant: A. Epaulard (Direction générale du Trésor).

"Quelle croissance à moyen terme après la crise"

Intervenants: M. Beffy, M. Gaini, P.-Y. Cabannes, V. Lapegue & E. Pouliquen (Insee).

Discutant: G. Capelle-Blancard (CEPII).

"L'impact de la crise sur la croissance potentielle dans le programme de stabilité et de croissance de la France de janvier 2010"

Intervenants : F. Breuilh, W. Roos (Direction générale du Trésor).

Discutant : G. Cette (Direction générale du Trésor).

F – SÉMINAIRES "FORMATION CONTINUE EN ÉCONOMIE"

"À quoi servent les banques?", J.-C. Rochet (Institut d'Économie Industrielle; Université Toulouse I). 20 janvier

"Micro-économétrie", P. Sevestre (École Économique de Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) & G. Horny (Banque de France). 25 mars

"Trade and Competition", G. Ottaviano (Université de Bocconi). 18 mai

"Flux de capitaux pour les pays en voie de développement (Théorie et pratique)", P.-O. Gourinchas (Université de Berkeley). 14 juin

"Superstar Firms in International Trade", P. Neary (Université d'Oxford). 2 novembre

22 octobre
En partenariat avec le FMI,
Paris.

RENCONTRES ORGANISÉES PAR LE CLUB DU CEPII (OU AVEC LE SOUTIEN DU CLUB DU CEPII)

A – PETIT-DÉJEUNER

La reprise chahutée

L'économie mondiale a été secouée ces trois dernières années par une crise profonde. Dynamique, quoiqu'inégale dans le monde émergent, la reprise est encore hésitante dans les pays industrialisés. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Comment restaurer la confiance, éviter les risques de rechute ou de stagnation ? Comment accélérer la reprise et retrouver une croissance soutenue et durable ? Quels rôles pourront jouer le G20 et le FMI ?

Pour aider à répondre à ces questions cruciales et bénéficier de la perspective unique qu'offre le bilan bi-annuel *World Economic Outlook* (WEO) – *Recovery, Risk and Rebalancing* – que le FMI vient de publier (octobre 2010), les membres du Club ont été invités à rencontrer un de ses principaux auteurs et à écouter les commentaires d'une spécialiste des prévisions à l'international.

Président : A. Bénassy-Quéré (CEPII ; Club du CEPII).

Intervenant : R. Duttgupta (FMI).

Discutant : C. L'Angevin (Direction générale du Trésor).

B – DÉJEUNERS

Le futur de la réglementation bancaire

Dans le cadre de la réforme de la finance internationale, des discussions intenses sont engagées sur les normes prudentielles – normes de capitalisation, d'endettement, de liquidité. Des réformes institutionnelles sont également à l'ordre du jour aux États-Unis et en Europe. Ce déjeuner a été l'occasion de faire le point sur les propositions du Comité de Bâle et sur l'état du débat aux États-Unis et en Europe. Spécialiste de microéconomie bancaire, Jean-Charles Rochet nous a aidés à comprendre les enjeux des réformes en cours pour l'avenir du système bancaire et la prévention des crises futures.

Intervenants : J.-C. Rochet (IDEI ; École d'économie de Toulouse, TSE ; Université de Toulouse I) & A. Bénassy-Quéré (CEPII).

20 janvier,
Paris.

Les positions allemandes face à la crise de la zone euro

4 mai,
Paris.

La zone euro est confrontée à sa crise la plus sévère depuis sa création. Celle-ci pose la question de la viabilité du modèle économique d'union monétaire sans fédéralisme budgétaire, met en évidence l'échec du cadre de surveillance, le manque d'un schéma de résolution des crises souveraines, l'érosion de la confiance parmi les États-membres, et constitue le premier test de solidarité à grande échelle.

Durant la crise, l'Allemagne a été parfois accusée de jouer un jeu national plutôt qu'européen sous la pression des élections régionales. Le plan en faveur de la Grèce décidé le 11 avril fournit une aide pour l'année à venir, mais des doutes subsistent quant à la volonté du parlement allemand de permettre les déboursements correspondants, de même que sur l'étendue du soutien allemand à la Grèce et aux autres pays fragiles sur le long terme.

Parallèlement le moteur franco-allemand a été sévèrement remis en cause, et pour le moment il n'y a pas d'accord sur la manière de sortir de la crise avec un cadre macroéconomique plus robuste.

Ce déjeuner informel autour de deux économistes/politologues allemands dont l'expertise est reconnue a été l'occasion de mieux comprendre les positions allemandes et les débats sur ces sorties de crise délicates, juste quelques jours avant les élections régionales en Allemagne.

Modérateur : A. Bénassy-Quéré (CEPII; Club du CEPII).

Intervenant : Dr A. Belke (Universität Duisburg-Essen, DIW).

Conjoncture et marchés financiers: quels profils de sortie de crise ?

23 juin,
Paris.

L'année 2009 a vu l'économie mondiale redémarrer à des rythmes très différents à travers le monde. Ce décalage des conjonctures semble s'accroître en 2010 et les perspectives sont contrastées entre, d'un côté, les grandes économies émergentes à la reprise très vigoureuse, et de l'autre, la zone euro pour laquelle les perspectives restent médiocres.

Cette différenciation des conjonctures appelle normalement à une différenciation des politiques macroéconomiques. Néanmoins, si des mesures anti-surchauffe ont bien été prises dans certains pays émergents, la zone euro semble condamnée à des restrictions budgétaires précoces, alors même qu'elle bénéficie peu, à l'inverse du Japon, du dynamisme de la demande chinoise.

Cette réunion a été l'occasion de faire le point sur les ressorts de la croissance mondiale et sur les enjeux de politique économique qui en découlent. La question transversale de la régulation financière a été également abordée, sous l'angle en particulier de son impact sur le financement des entreprises.

24 septembre,
Paris.

Président : A. Bénassy-Quéré (CEPII ; Club du CEPII).

Intervenant : O. Garnier (Groupe Société Générale).

Discutant : N. Valla (Goldman Sachs).

L'Europe en sortie de crise : perspectives économiques et institutionnelles

Invité : T. Mirow (BERD).

Ce déjeuner a été l'occasion d'avoir un échange de vues, voire un débat animé sur les différentes pistes envisagées pour remodeler la gouvernance économique de la zone euro ; les perspectives de croissance dans les différentes régions européennes, y compris l'Europe centrale et orientale, ainsi que la stratégie de croissance européenne (UE 2020) ; les moteurs politiques de l'intégration européenne et le rôle du couple franco-allemand ; la place de l'Europe dans les dispositifs internationaux de gouvernance (G20, FMI, OMC, etc.).

C – DÎNERS DÉBATS

14 janvier,
Paris.

Mondialisation et développement

Invité : E. Orsenna (écrivain et académicien français).

16 février,
Paris.

Fonds monétaire international : nouveaux moyens, nouvelles attentes

Invité : A. Fayolle (Fonds Monétaire International).

19 juillet,
Paris.

Crise de la zone euro

Invité : M. Aglietta (Université Paris Ouest-Nanterre ; CEPII ; Groupama AM).

D – RÉUNIONS

1^{er} avril,
Paris.

L'Europe et le risque souverain

Selon le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, l'appartenance à la zone euro exclut à la fois la monétisation des déficits publics et le renflouement d'un État en difficulté par l'Union.

Dès 1999, un certain nombre d'analystes se sont interrogés sur l'issue possible d'une crise de la dette souveraine, une interprétation stricte du Traité ne donnant pas d'autre choix que le défaut. Cette dernière option ayant été exclue par des déclarations officielles au cours de l'année 2009, les marchés se sont trouvés déboussolés face aux importants besoins de refinancement de l'État grec d'ici la fin du printemps 2010 : les partenaires européens allaient-ils trouver un moyen de contourner la clause de "non-renflouement" du Traité ? Allaient-ils appeler le FMI au chevet de la Grèce ? Comment imposer à un État-membre des conditionnalités crédibles ? Les partenaires européens ont fait pression sur la Grèce pour un ajustement fort et immédiat des finances publiques. Mais ils risquent de se trouver obligés de choisir entre, d'un côté, une aide impopulaire qui risquerait, si elle devait s'appliquer à d'autres États-membres, de devenir très coûteuse et, de l'autre, un refus d'intervenir, avec le risque d'une propagation rapide de la crise à d'autres pays, de défauts souverains en chaîne et d'une propagation du risque aux banques européennes détenant cette dette.

Plus fondamentalement, cette "crise dans la crise" révèle une inadéquation du dispositif de surveillance et de coordination des politiques économiques en Europe, le Pacte de stabilité s'étant révélé plus qu'insuffisant. Comment reconstruire une coordination des politiques économiques après la crise ? En quoi les États-membres doivent-ils être solidaires ? Faut-il créer un Fonds monétaire européen ?

Ces questions ont été introduites par plusieurs experts des questions budgétaires en Europe.

Président : A. Bénassy-Quéré (CEPII ; Club du CEPII).

Intervenants : L. Boone (Barclays Capital), D. Gros (CEPS) & P. Van Den Noord (Direction générale des Affaires économiques et financières, Commission européenne).

Réforme des retraites

20 mai,
Paris.

L'année 2010 s'annonce comme celle d'une importante réforme du système de retraite en France. Celui-ci, fondé sur le principe de la répartition, n'a pas été conçu pour absorber un choc démographique comme celui que va connaître la population française à l'horizon du demi-siècle à venir, ni, à plus court terme, une crise de l'emploi liée à une faible croissance.

En dépit des réformes entreprises depuis 1993, le retour à l'équilibre des régimes de retraite et l'évolution à long terme du niveau des pensions posent problème. Ces perspectives contribuent à nourrir une inquiétude sur la pérennité de notre système, surtout chez les jeunes générations.

Depuis le 12 avril a été lancée en France une concertation avec les partenaires sociaux quant aux objectifs de cette réforme. Parmi les points de discussion demeure celui du choix des leviers d'action, entre hausse des cotisations, baisse du niveau des pensions et accroissement de la

5 novembre,
Paris.

durée de cotisation. La question d'une réforme structurelle, tel qu'un passage à un système par comptes notionnels, est également évoquée.

Cette séance a été l'occasion de préciser en quoi pourrait constituer la réforme, de discuter ses implications macroéconomiques et individuelles et de mieux comprendre quels sont les paramètres clés du débat.

Président : J.-M. Charpin (Inspecteur général des Finances).

Intervenants : X. Chojnicki (CEPII ; Université de Lille2), R. Magnani (CEPII ; Université de Paris 13), S. Mahfouz (Conseil d'Orientation des Retraites) & T. Piketty (EHESS ; École d'économie de Paris).

La croissance de l'économie mondiale à long terme

La construction de scénarios de croissance à long terme est un exercice difficile. Pourtant, de tels scénarios sont nécessaires pour anticiper, en aval, la recomposition des marchés mondiaux, l'évolution de la demande d'énergie et de matières premières et, plus généralement, l'évolution à venir des rapports de force entre grandes régions du monde.

Projeter l'économie mondiale sur longue période est aussi nécessaire pour l'analyse des politiques économiques (réformes des retraites, politiques commerciales...) dans la mesure où les modèles utilisés raisonnent en écart par rapport à un scénario central qu'il convient donc de définir.

L'OCDE et le CEPII ont récemment mené des travaux de projection sur longue période (2025, 2050).

L'objet de cette séance a été de mettre en évidence les hypothèses clés de ces exercices et d'en discuter les résultats.

Président : M. Fouquin (Club du CEPII).

Intervenants : A. Bénassy-Quéré (CEPII ; Club du CEPII) & R. Duval (OCDE).

Discutants : G. Clette (Banque de France ; Université de la Méditerranée, DEFI) & L. Guillot (Saint-Gobain).

3 décembre,
Paris.

Réunion co-organisée
avec le CEPII.

La politique monétaire de la Fed et ses conséquences pour l'économie mondiale

L'annonce le 3 novembre par la FED de sa décision de stimuler une économie américaine, privée de marge de manœuvre budgétaire, par une nouvelle vague d'achats de bons du Trésor sanctionne formellement son engagement dans le "Quantitative Easing 2.0" déjà largement anticipé par les marchés.

Les circonstances dans lesquelles cette annonce intervient sont très différentes du contexte de crise aiguë qui prévalait fin 2008 et début 2009. La FED justifie ce nouvel accroissement de la taille de son bilan par le rythme insuffisant de la reprise aux États-Unis, dans un contexte

qui sera par ailleurs marqué par le refus du recours à de nouvelles stimulations budgétaires. Toutefois, les canaux de transmission de cette politique à l'économie réelle restent en débat et son impact sur le niveau des prix d'actifs et les flux de capitaux internationaux est très controversé.

Au-delà, les membres du *Federal Open Market Committee* évoquent désormais ouvertement l'idée que ce dernier puisse énoncer des cibles de niveau des prix voire du PIB nominal.

Cette séance vise à clarifier, dans le cadre d'une discussion la plus riche et la plus interactive possible, les mécanismes économiques et financiers associés à cette nouvelle phase de l'économie américaine et leurs conséquences possibles.

Président : A. Bénassy-Quéré (CEPII ; École polytechnique).

Débat introduit par C. Bordes (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

Pays développés : quelle stratégie fiscale ?

17 décembre,
Paris.

Après la crise financière, puis la crise économique, les pays développés doivent maintenant faire face à des crises de finances publiques, qu'elles soient avérées, comme dans certains pays européens, ou latentes, comme en France, aux États-Unis ou au Japon. Le problème est d'autant plus aigu que le vieillissement des populations et la dynamique des dépenses de santé vont s'ajouter, dans les années à venir, aux problèmes d'endettement hérités de la crise.

Si les politiques d'ajustement budgétaire privilégient les coupes dans les dépenses, l'ampleur des ajustements nécessaires rend inévitable un relèvement de la fiscalité dans un certain nombre de pays. Dès lors se pose la question de la stratégie fiscale à adopter afin de peser le moins possible sur une croissance qui tarde à se raffermir, tout en limitant les inégalités, le tout dans une économie mondialisée dans laquelle il devient difficile de taxer le capital et le travail qualifié, deux bases fiscales particulièrement mobiles.

Trois experts ont présenté leurs analyses sur la structure souhaitable de la fiscalité pour les économies développées et les réformes envisageables en France.

Président : A. Bénassy-Quéré (CEPII ; Club du CEPII).

Intervenants : M. Aujean (Cabinet TAJ), C. Saint-Etienne (CNAM ; Université Paris Dauphine ; Conseil d'Analyse Économique) & C. Carbonnier (Université de Cergy-Pontoise ; THEMA).

19 janvier,
Paris.

Cycle " Impacts économiques du réchauffement climatique" en partenariat avec l'Institut CDC pour la recherche

Conséquences du "pic pétrolier" et des politiques climatiques sur le bilan énergétique mondial

Le système énergétique mondial se trouve confronté à deux contraintes simultanées : l'épuisement des réserves de pétrole, qui risque d'entraîner un nouveau choc pétrolier, et la protection du climat, qui oblige à diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

Les conséquences réciproques de ces deux phénomènes doivent être soigneusement analysées.

Dans le domaine pétrolier, il faut préciser à la fois les perspectives de production par régions et l'impact d'une hausse des prix sur la demande par pays.

Dans le domaine climatique, il faut se demander si une baisse de la consommation de pétrole suffirait à diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Pour cela, il faut évaluer la place du pétrole, des autres combustibles fossiles, de l'énergie nucléaire et des énergies renouvelables dans un bilan énergétique mondial acceptable à long terme.

Président : M. Fouquin (CEPII ; Club du CEPII).

Intervenants : P. Criqui (CNRS ; laboratoire LEPII, CNRS-Université Pierre Mendès-France, Grenoble), A. d'Autume (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) & O. Rech (Analyste pétrole et gaz).

16 avril,
Paris.

Transports : réchauffement climatique & nouvelles stratégies

Le service des transports a connu un fort développement ces cinquante dernières années qui s'est accompagné d'une lourde responsabilité en matière d'émissions de dioxyde de carbone et autres polluants.

Quelles sont les stratégies économiques, politiques et industrielles à adopter pour prendre en compte les contraintes environnementales et réduire les émissions atmosphériques, aussi bien pour le transport des voyageurs que pour le fret ?

Après un bilan factuel de l'impact des transports sur le réchauffement climatique au niveau mondial et plus particulièrement européen, et des mesures phares adoptées par les différents pays de l'Union européenne, une réflexion sera menée sur les trois principaux "gisements" d'économie de CO₂ : les changements technologiques, la réduction des mobilités et les reports entre modes de transport. Quelles sont les voies d'avenir pour les nouveaux acteurs et les contraintes en termes de productivité, compétitivité ou autres ? Quelles innovations en matière de mobilité urbaine, prospective territoriale permettront de concier-

lier mobilité et ville propre? Trois intervenants ont apporté un éclairage d'experts sur ces différents points.

Président : M. Fouquin (CEPII ; Club du CEPII).

Intervenants : E. Vidalenc (ADEME), A. Bonnaïous (Université de Lyon ; Laboratoire d'économie des transports, LET) & M.-C. Beaudoux (Direction Innovation et Stratégies, Transdev, filiale Caisse des Dépôts).

Focus Pays

La Chine : nouveau modèle de croissance ?

La reprise de l'économie chinoise a surpris par sa rapidité et sa vigueur. La croissance devrait atteindre 8,5 % en 2009. Tout porte à croire qu'elle se maintiendra à ce niveau, voire le dépassera en 2010.

Au-delà, la Chine doit apporter des réponses aux risques de déséquilibres de son économie et créer les conditions d'une croissance soutenable sur le long terme.

Celle-ci ne peut plus reposer sur l'exportation et doit se recentrer sur la consommation des ménages. Il lui faut donc mettre en oeuvre des réformes structurelles pour étendre les progrès du niveau de vie à des couches de population qui en ont été exclues jusqu'ici, notamment dans les zones rurales.

Il lui faut aussi piloter le changement du commerce extérieur (faire monter en gamme les exportations) et, plus généralement, repenser son rôle sur la scène internationale.

Président : J. Mistral (IFRI).

Intervenants : P. Mongrué (mission économique à Pékin) & M. Aglietta (Université Paris Ouest ; CEPII ; Groupama AM).

Discutant : F. Lemoine (CEPII).

9 février,
Paris.

En partenariat avec l'IFRI.

Le Japon : nouveau gouvernement, nouvelle donne

L'arrivée au pouvoir du Parti démocrate du Japon (PDJ), centre gauche) en septembre 2009, qui a mis fin à près d'un demi-siècle de domination du Parti libéral démocrate, montre le besoin de changement profond de politique.

Le programme du gouvernement Hatoyama est ambitieux, notamment sur le plan social. Dès lors comment le financer dans un contexte de reprise domestique et mondiale fragile ?

Pendant la récession 2008-2009, la Banque du Japon a mené une politique monétaire active de soutien à l'économie. Aujourd'hui, la lutte

19 février,
Paris.

9 mars,
Paris.

En partenariat avec l'EIEBC.

contre la déflation constitue un autre défi pour l'économie japonaise. Quelles sont les mesures prévues à court et moyen terme à cet effet?

L'arrivée au pouvoir du Parti démocrate du Japon se traduit également par une inflexion notable de la politique extérieure, notamment dans les relations avec les États-Unis et la Chine. Le Japon parviendra-t-il à bâtir des relations plus équilibrées avec les États-Unis? Quel nouveau type de relation pourra-t-il construire avec la Chine alors qu'il soutient un projet de développement de communauté asiatique porteur de rivalités potentielles?

Président : M. Fouquin (CEPII; Club du CEPII).

Intervenants : E. Dourille-Feer (CEPII), N. Suzuki (Banque du Japon, Paris) & V. Niquet (Centre Asie, IFRI).

Une vision de l'Inde. Perspectives économiques, géopolitiques et financières

La dernière décennie a été marquée par une forte croissance économique de l'Inde – 7,5 % par an en moyenne – soutenue par une accélération de sa production industrielle et l'essor des investissements, notamment privés.

En 2008-2009, sa croissance a été freinée par la crise financière mondiale, mais l'économie indienne a bien résisté au choc et la reprise devrait se confirmer en 2010 et 2011.

Toutefois, l'Inde demeure confrontée à des défis majeurs pour assurer son développement à long terme: moderniser ses infrastructures, créer des emplois, mettre en œuvre des réformes structurelles, améliorer le niveau de vie d'une grande partie de sa population exclue du progrès, capacité à financer son développement, gestion de la dette publique, etc.

Quelle est la stratégie économique et financière du gouvernement dans un contexte de reprise mondiale fragile? Quel est l'impact de la situation politique intérieure? Quelles sont les perspectives des relations avec les États-Unis et la Chine?

De retour d'Inde, trois spécialistes de ce pays ont fait le point sur ces enjeux.

Animateur : F. Lemoine (CEPII).

Intervenants : J.-J. Boillot (Club du CEPII), C. Jaffrelot (CERI; CNRS) & P. Ferreira (Société Générale).

1^{er} juillet,
Paris.

L'économie russe: nouveau départ?

La Russie s'est tirée de la crise mondiale moins mal que ne peut le suggérer la sévérité de certaines statistiques.

À court-moyen terme, la reprise continuera d'y être liée au niveau des recettes d'exportation d'énergie et de métaux ainsi qu'aux retombées de ces recettes sur la consommation des ménages. Selon les autorités et leurs conseillers, ce modèle de croissance, "sous-développé", devra néanmoins céder rapidement la place à une stratégie de "néo-industrialisation", où les pays européens sont appelés à jouer un rôle majeur. D'où l'intérêt qu'il y a à nous interroger sur la faisabilité de cette stratégie en fonction de quelques critères *a priori* importants :

- solidité du cadre politique offert par le reset avec les États-Unis, le "partenariat de modernisation" avec l'Europe et les relations bilatérales ;
- fiabilité des approvisionnements de l'Europe en gaz, ressource qui restera une monnaie d'échange majeure au cours de deux ou trois prochaines décennies ;
- redéfinition, effective ou non, d'une "modernisation", qui a souvent servi de caution à des politiques contre-productives ;
- adaptation du système bancaire national au financement de l'investissement neuf.

Président : G. Sokoloff (INALCO ; CEPII).

Intervenants : V. Falcoz (Ambassade de France en Russie), A. Dubien (IRIS), J.-P. Saltiel (International Financial Services) & J.-P. Dessertine (Commerce extérieur pour la France ; Groupe Gestion et Titrisation Internationale).

L'Inde en mutation

En 2008-2009, la croissance de l'Inde a été freinée par la crise financière mondiale, mais l'économie indienne a bien résisté au choc et une reprise en V s'est confirmée en 2010 avec un taux de croissance compris entre 8,5 % et 9,4 % selon les estimations.

Toutefois, l'Inde demeure confrontée à des défis majeurs pour assurer son développement à long terme : moderniser ses infrastructures, créer des emplois, mettre en œuvre des réformes structurelles, améliorer le niveau de vie des plus pauvres, financer son développement, gérer sa dette publique, etc.

Quelle est la stratégie économique et financière du gouvernement dans un contexte de reprise mondiale fragile et de forte inflation interne ? Quelles sont les perspectives de moyen terme, notamment comparées à la Chine ?

À l'occasion de son passage à Paris, Saumitra Chaudhuri, membre, depuis 2009, de la Planning Commission et, depuis 2005, du groupe des conseillers économiques du Premier Ministre indien, nous a exposé comment les autorités indiennes analysent la conjoncture mondiale et tentent d'en gérer l'impact sur l'économie du pays.

3 septembre,
Paris.

En partenariat avec l'EIEBG.

16-17 septembre,
Paris.
Avec le soutien du Club du
CEPII.

1^{er} octobre,
Paris.
Avec le soutien du Club du
CEPII.

18 novembre,
Paris.
En partenariat avec l'ADEME.

Président : F. Lemoine (CEPII).

Intervenant : S. Chaudhuri (Planning Commission; Economic Advisory Council to Prime Minister).

Discutant : J.-J. Boillot (Club du CEPII).

E – COLLOQUES

International Cooperation in Times of Global Crisis: Views from G20 Countries

Voir le programme p. 143.

L'Union européenne, acteur mondial, après la crise et après le traité de Lisbonne

Voir le programme p. 147.

Anticiper les prix de l'énergie : tendances, volatilité, réactions

Formation des prix de l'énergie fossile, instruments de stabilisation des prix, comportement des acteurs, autant de sujets qui méritent d'être débattus en présence d'experts.

En effet, la volatilité des prix des énergies fossiles est, *a priori*, un des freins majeurs à l'investissement en économie d'énergie (exemple du fonds chaleur), même s'il s'agit d'un frein parmi d'autres comme les habitudes, le capital social, etc. Les bénéfices d'une régulation des prix, d'une part, comme le tarif de rachat (exemple: l'éolien, où les prix contractuels dépassent ponctuellement le prix du marché) sont réels mais dispose-t-on des bons outils pour, d'autre part, prévenir la volatilité?

À partir de travaux et d'analyses de spécialistes en économie de l'énergie et en sociologie, l'objectif de cette matinée a été d'apporter un éclairage de moyen et long terme auprès des praticiens et des acteurs économiques sur ces questions de prix de l'énergie afin de les aider dans leurs prises de décision.

Accueil et président des sessions : G. Capelle-Blancard (CEPII).

Session I – Quelle évolution des prix de l'énergie à moyen/long terme?

Intervenant : P. Criqui (CNRS; Laboratoire LEPII, CNRS-Université Pierre Mendès-France, Grenoble).

Discutant : François Lescaroux (Direction de la Stratégie et du Développement durable, GDF SUEZ).

Session II – Peut-on limiter la volatilité des prix ?

Intervenant : D. Bureau (Conseil économique pour le développement durable, Ministère de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer).

Discutant : L. Ragot (EQUIPPE, CES-EUREQua, Université Lille 1 ; CEPII).

Session III – Comment l'incertitude sur les prix de l'énergie affecte-t-elle le comportement des ménages ?

Intervenant : I. Moussaoui (EDF R&D).

Discutant : C. Derkenne (ADEME).

Conclusion de la matinée : F. Jésus (ADEME).

*Communications
et interventions
à des colloques
et à des séminaires
(hors CEPII et Club du CEPII)*

COMMUNICATIONS* ET INTERVENTIONS À DES COLLOQUES ET À DES SÉMINAIRES

Michel Aglietta

Communications

"Où va l'industrie des hedge funds?", *Où va l'industrie des hedge funds?*, Xerfi, 11 février.

"Les défis de l'après-crise: maîtriser la déflation de bilan et promouvoir la croissance soutenable", avec N. Bayik, *Le financement du long terme*, IEP Aix-en-Provence & CDC, 27-28 mai.

"La fiscalité carbone, un vecteur de la sortie de crise en Europe?", *Fiscalité Carbone, Lubie d'écolo ou idée d'avenir?*, École des Ponts Paris Tec & CIRED, Paris, 19 octobre.

"Sustainable Growth: do we Really Measure the Challenge?", *Measure for Measure: How well do we Measure Development?*, 8th conference AFD/EUDN, Paris, 1^{er} décembre.

Interventions

"Financement du développement et gouvernance financière mondiale", *Séminaire de formation des Ambassadeurs*, Ministère des Affaires étrangères, 19 mars.

"Les investisseurs institutionnels dans la crise", *Les retraites entre crise financière et réforme*, 16^e Forum Retraite, CDC, 30 mars.

"Relever et financer la croissance potentielle en Europe", *Rencontres économiques d'Aix-en-Provence*, Cercle des économistes, 2-4 juillet.

"Audition sur les mécanismes de la spéculation et les principes de la régulation", *Commission d'enquête sur la spéculation financière*, Assemblée nationale, 8 septembre.

"Les tribulations de la zone euro", *Journée de l'économie de Nanterre*, EconomiX, Université de Paris Ouest, 1^{er} octobre.

"Capitalisme financier et gouvernance d'entreprise", *Innovation, Governance and Finance: Current Issues and New Challenge*, MSH Paris Nord, 8-9 novembre.

"Macro Prudential Policy: Purpose and Design", *High-Level Roundtable on Macroprudential Policy*, ECB, 24 novembre.

Mariya Aleksynska

Communications

"Migration Policies and Irregular Migration", *Hamburg Meeting within the Project "Irregular Migration – Perceptions and Realities"*, Hamburg Institute of International Economics, Hambourg, 27 mars.

"Economic and Cultural Assimilation and Integration of Immigration in Europe", avec Y. Algan, *International Symposium on Contemporary Labor Economics*, Xiamen University WISE, Xiamen, 11-12 décembre.

Agnès Bénassy-Quéré

Communications

"The Case for Intermediate Exchange-Rate Regimes", *XI International Conference on Economic and Social Development*, The Higher School of Economics, Moscou, 6-8 avril.

"The Crisis: Policy Lessons and Policy Challenges", *RIEF Doctoral Meeting*, RIEF, Kiel, 27-28 mai.

"The Crisis: Policy Lessons and Policy Challenges", *Journées de l'AFSE*, AFSE, Paris, 3-4 juin.

"La crise: leçons et défis de politique économique", *Séminaire de recherche de l'INSEE*, INSEE, Paris, 10 juin.

Interventions

"Comprendre la crise économique", table ronde, Cité des Sciences et de l'industrie, Paris, 23 janvier.

"Économie mondiale: les dossiers clés de 2010", conférence La Tribune/BFM, Paris, 25 janvier.

"L'État du Monde", 2^e Rencontre de l'équipe de France de l'export, Ubifrance, Paris, 5 février.

"La crise et ses séquelles", conférence Groupama AM, Paris, 11-14 mars.

"Euro Area: the Crisis in the Crisis", *Asia-Europe Economic Forum*, AEEF, Tokyo, 25 mars.

"Lessons from the Greek Crisis":

➤ Franco-German conference on *Overcoming the Debt Crisis and Securing Growth – Irreconcilable Challenges for the Eurozone?*, Paris, 3 mai;

➤ *20th Economic Forum of Krynica*, Krynica Economic Forum, Krynica, 8-10 septembre.

"Zone euro: la crise dans la crise":

➤ conférence pour lycéens, Lycée de Pontault-Combault, 11 mai;

➤ Le Kiosque Citoyen, 7 juin;

➤ conférence Assosciences, Paris, 8 octobre.

"Economic Outlook Debate: How to Avoid a Jobless Recovery?", *Vers la reprise: innovation, emploi & croissance saine*, Forum de l'OCDE, OCDE, Paris, 26-27 mai.

"On the International Monetary System", *27th Symposium on Money Banking and Finance*, Université Montesquieu, Bordeaux, 17-18 juin.

"The Lisbon Treaty: Towards Better Management of the Eurozone?", *Does the Lisbon Treaty Really Make a Difference?*, Collège de l'Europe - Comité européen des régions, 21 juin.

"Architecture institutionnelle et stratégie européenne de sortie de crise", *La France et l'Europe face à la crise économique*, Centre d'analyse stratégique, Paris, 20 septembre.

"The Euro in the Global Monetary System", *Séminaire annuel des directeurs financiers du groupe Saint-Gobain*, Saint-Gobain, Paris, 30 septembre.

"Exchange Rates and Global Rebalancing", *International Policy Advisory Group: Global Economic Recovery Under the Shadow of a Currency War*, Korea National University, 9 novembre.

"On European Macroeconomic Governance", Friedrich Ebert Stiftung-Stiftung für Wissenschaft und Politik, Centre d'analyse stratégique, Paris, 17 novembre.

Antoine Berthou

Communications

"The Decision to Import Capital Goods in India: Firms' Financial Health Matters":

- Canadian Economics Association, mai;
- *Ljubljana Empirical Trade Conference (LETC)*, FREIT Forum, Ljubljana, 10-12 juin;
- *IIFT Conference in International Trade and Finance*, New Delhi, 16-17 décembre.

"Sales at Home and Exporters Dynamics", *IAW-MicroDyn Workshop*, Tübingen, 19-20 novembre.

Gunther Capelle-Blancard

Communication

"Les performances financières des fonds éthiques", *Séminaire de la Chaire "Business Economics"*, École Polytechnique, Paris, décembre.

Interventions

"Après la crise, entreprises et système financier seront-ils réconciliés?", colloque *Coface Risque Pays 2010*, Coface, Paris, 18 janvier.

"La crise financière", *Cycle de conférences sur la crise économique*, RACC, Paris, octobre.

"La réglementation des agences de notation", *Workshop-Special Committee on the Financial Crisis*, Groupe PPE du Parlement européen, novembre.

Benjamin Carton

Communications

"Consumption Tax and Monetary Policy", *Seminari di Economia*, Università degli studi di Pavia, Pavia, 13 novembre.

"The Intergenerational Aspects of Financial Shocks: an Investigation with the INGENUE Model", *Walras Conference*, Université de Pau et des pays de l'Adour, Pau, 17 décembre.

Agnès Chevallier

Intervention

"L'évolution des échanges de biens et services en Méditerranée", conférence IPEMED, 17 février.

Xavier Chojnicki

Intervention

"Impact budgétaire de l'immigration en France", 59^e Congrès de l'AFSE, AFSE, Paris, 9 septembre.

Virginie Coudert

Communications

"Currency Flexibility across Financial Crises", avec C. Couharde & V. Mignon:

- *Seventeenth International Conference Forecasting Financial Markets (FFM)*, Hannover Center of Finance, Hannover, 26-28 mai;
- *INFINITI Conference on International Finance 2010*, Dublin, 14-15 juin.

Dramane Coulibaly

Communication

"Does Inflation Targeting Decrease Exchange Rate Pass-Through in Emerging Countries?", avec H. Kempf, séminaire interne Banque de France, Banque de France, Paris, 17 juin.

Charlotte Emlinger

Intervention

"Unit Value Database: the Collapse of World Trade and the Shift to Lower Quality", *AgFoodTrade Meeting*, Séville, 4 novembre.

Michel Fouquin**Communication**

"Exportations: comment améliorer la compétitivité de l'industrie française?", CCGR, juillet.

Intervention

"Les échanges internationaux de matières premières", *Journées de l'économie de Lyon*, Fondation scientifique de Lyon, Lyon, novembre.

Guillaume Gaulier**Communications**

"China's New Growth Strategy and its Impact on International Trade", avec F. Lemoine & D. Ünal, conférence *Industry Level Analysis of Globalisation and its Consequences*, WIOD, Vienne, 26-28 mai.

"China: Foreign Trade and Economic Rebalancing", avec F. Lemoine & D. Ünal, *Symposium on Re-thinking China's Economic Transition and Development in the Post-Crisis Era*, School of Economics and Business Administration, Beijing Normal University, Beijing, 20 décembre.

Christophe Gouel**Communication**

"The Art of Exceptions: Sensitive Products in the Doha Negotiations", avec C. Mitaritonna & M. P. Ramos, *III Encuentro Regional sobre Modelos de Equilibrio General Computable (EGC)*, BID-CEPAL, Buenos Aires, 2-3 septembre.

Olena Havrylchyk**Communications**

"Foreign Bank Entry and Credit Allocation in Emerging Markets", AEA Meeting, 3-7 janvier.

"Foreign Bank Presence and its Effect on Firm Entry and Exit in Transition Economies":

- *FINESS International Conference*, DIW, 10 avril;
- Finance and Growth in Central and Eastern Europe, Institute of Public Finance, 30 avril;
- *11th Bank of Finland/CEPR Conference on Banking in Emerging Markets*, CEPR, 6-7 octobre.

Françoise Lemoine

Communications

"BRIC: vrai bloc ou alliance de circonstance?", *Les BRIC: des géants aux pieds d'argile dans la compétition internationale?*, IGPDE, Paris, 21 septembre.

"China: Foreign Trade and Economic Rebalancing", avec D. Ünal & G. Gaulier, *Symposium on Re-thinking China's Economic Transition and Development in the Post-Crisis Era*, School of Economics and Business Administration, Beijing Normal University, Beijing, 20 décembre.

"China's New Growth Strategy and its Impact on International Trade", avec Deniz Ünal & G. Gaulier, conférence *Industry Level Analysis of Globalisation and its Consequences*, WIOD, Vienne, 26-28 mai.

Intervention

"Grandes économies en développement: BRICMT", avec D. Ünal, *Audition IHEDN*, Paris, 26 mars.

Claire Loupias

Intervention

"A World Equilibrium Economic Model with Global Ageing", *Les sociétés vieillissantes sont-elles condamnées?*, *Chaire transitions démographiques, transitions économiques*, Paris, 24-25 novembre.

Riccardo Magnani

Communications

"A General Equilibrium Evaluation of the Sustainability of the New Pension Reforms in Italy":

➤ *École Thématique Évaluation des Politiques Publiques (ETEPP)*, TEPP et CNRS, Paris, 15-19 mars;

➤ *Economics Seminar Series*, Université des Îles Baléares, Baléares, 19 novembre.

Valérie Mignon

Communications

"On Emerging Asian Equilibrium Exchange Rates", avec A. Lopez-Villavicencio, *Journée Économétrie financière de l'Atelier finance et risque*, LEMNA, Paris, 12 mars.

"Currency Misalignments and Growth: a New Look using Nonlinear Panel Data Methods", avec S. Béreau, *International Symposium on Econometric Theory and Applications (SETA 2010)*, 29-30 avril.

"Currency Flexibility across Financial Crises", avec V. Coudert:

- *Seventeenth International Conference Forecasting Financial Markets (FFM)*, Hannover Center of Finance, Hannover, 26-28 mai;
- *INFINITI Conference on International Finance 2010*, Dublin, 14-15 juin.

Cristina Mitaritonna

Communication

"The Art of Exceptions: Sensitive Products in the Doha Negotiations", avec C. Gouel & M.P. Ramos, *III Encuentro Regional sobre Modelos de Equilibrio General Computable (EGC)*, BID-CEPAL, Buenos Aires, 2-3 septembre.

Stéphanie Monjon

Communications

"Addressing Leakage in the EU ETS", avec P. Quirion, *International Energy Workshop*, IEW, Stockholm, 21-23 juin.

"Addressing Leakage in the EU ETS: Border Adjustment or Output-Based Allocation?", avec P. Quirion, *World Congress of Environmental and Resource Economists*, UQAM, Montréal, 28 juin - 2 juillet.

Maria Priscila Ramos

Communication

"The Art of Exceptions: Sensitive Products in the Doha Negotiations", avec C. Gouel, *III Encuentro Regional sobre Modelos de Equilibrio General Computable (EGC)*, BID-CEPAL, Buenos Aires, 2-3 septembre.

Deniz Ünal

Communications

"China Foreign Trade and Economic Rebalancing", avec F. Lemoine & G. Gaulier, *Symposium on Re-thinking China's Economic Transition and Development in the Post-Crisis Era*, School of Economics and Business Administration, Beijing Normal University, Beijing, 20 décembre.

"China's New Growth Strategy and its Impact on International Trade", avec F. Lemoine & G. Gaulier, conférence *Industry Level Analysis of Globalisation and its Consequences*, WIOD, Vienne, 26-28 mai.

Intervention

"Grandes économies en développement: BRICMT", avec F. Lemoine, *Audition IHEDN*, Paris, 26 mars.

Aleksandra Zdzenicka

Communications

"Banking Crises and Output Losses in Developing Countries: the Role of Structural and Policy Variables", avec D. Furceri, *ESRC Development Economics Conference Manchester*, University of Manchester, janvier.

"The Consequences of Financial Crises for Public Debt", avec D. Furceri, Banca d'Italia, mars.

"The Real Effects of Financial Crises in the European Transition Economies", avec D. Furceri, *Finance and Growth in Central and Eastern Europe*, Institute of Public Finance, 29-30 avril.

"Banking Credit Management in Selected European Emerging Countries", avec E. Katalin Polgar, ECB, août.

*Participation à des groupes
de travail, comités de lecture
et comités d'experts*

PARTICIPATION À DES GROUPES DE TRAVAIL, COMITÉS DE LECTURE ET COMITÉS D'EXPERTS

Mariya Aleksynska

Participation à l'étape préparatoire de l'appel d'offre "Irregular Migration in Times of Global Economic Crisis – Perceptions and Realities in Europe, Africa, Latin America and Asia" (Hamburg Institute of International Economics).

Agnès Bénassy-Quéré

Membre du Conseil d'Analyse Économique.

Membre de la Commission économique de la Nation.

Membre du Shadow ECB Council.

Membre du Comité scientifique du RIEF.

Membre du Groupe de travail de la Cour des Comptes sur le rapprochement des fiscalités allemande et française.

Membre du Conseil de la recherche du CREST.

Membre du Conseil de perfectionnement de l'ESPCE.

Gunther Capelle-Blancard

Membre du Comité de programme du Congrès annuel de l'Association Française de Sciences Economiques (AFSE).

Membre du Conseil scientifique de la conférence internationale de l'Association Française de Finance (AFFI).

Rapporteur pour l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement secondaire (AERES).

Membre du groupe de travail "Croissance potentielle" (Centre d'analyse stratégique-Direction générale du Trésor).

Membre du Comité d'experts Ademe-OTC Conseil "Valorisation du carbone dans l'analyse financière".

Evelyne Dourille-Feer

Participation au groupe d'experts macro-finance sur l'économie du Japon, présidé par le Délégué général de la Banque du Japon.

Charlotte Emlinger

Participation au groupe de travail sur le système de protection européen dans le secteur des fruits et légumes (Ministère de l'agriculture).

Membre du groupe de travail "Croissance Potentielle" (Centre d'analyse stratégique-Direction générale du Trésor).

Olena Havrylchyk

Participation au groupe FINES (Financial System, Efficiency and Stimulation of Sustainable Growth).

Claire Loupias

Membre du groupe "Dettes publiques" (CDC).

Valérie Mignon

Membre nommé à la section 37 du Comité National du CNRS.

Responsable de l'axe Macroéconomie internationale et économétrie financière du laboratoire EconomiX.

Membre du Comité éditorial de la revue *Finance*.

Membre élu au Comité Directeur de l'Association Française de Sciences Économiques.

Membre du Conseil Scientifique du Domaine d'Intérêt Majeur (DIM) de sciences économiques.

Membre du Comité scientifique du congrès annuel de l'AFSE, septembre.

Membre du Comité scientifique des Journées de l'Économie, novembre.

Membre du Comité scientifique des doctorales du RIEF, Kiel, mai.

Co-responsable des Journées d'économétrie "Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance", novembre.

Membre du jury du prix de thèse de l'AFSE, de la Fondation de la Banque de France et de la Chancellerie des Universités de Paris.

Expert auprès de l'Agence Nationale de la Recherche.

Membre du Directoire d'EconomiX et du Conseil de laboratoire d'EconomiX.

Membre élu du Conseil de l'U.F.R. SEGMI, Université Paris Ouest-Nanterre La Défense.

Laurence Nayman

Membre du groupe Coinvest.

Aleksandra Zdzienicka

Membre du groupe de travail sur les contrôles prudentiels aux mouvements des capitaux et surveillance du secteur bancaire dans les pays émergents de l'Europe (Banque Centrale Européenne).

Annexe



*Relations internationales
du CEPII*

Consortium Agfoodtrade

Consortium de treize instituts européens sur l'évaluation des projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne et les autres régions du monde, avec une attention particulière pour l'agriculture.

Les instituts membres : INRA (AgroParisTech & Agrocampus Ouest), University of Copenhagen, Università degli Studi del Molise, Trinity College Dublin, IFPRI, Wyższa Szkoła Ekonomiczna w Białymstoku, Institut Sénégalais de Recherches Agricoles, Institute for Prospective Technological Studies, CIREM, CEPII, Slovenská poľnohospodárska univerzita v Nitre, VITAMIB SAS & Università della Calabria.

Consortium ATLASS

ATLASS (*Advanced Trade Liberalisation Analysis and Simulation Support*) est un consortium d'instituts de recherche réalisant des études sur les politiques commerciales pour le compte de la DG commerce de la Commission européenne, dont le CEPII est leader. Créé en 2008 et prenant la suite du consortium NECTAR, ATLASS réunit le CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, Paris, France), le CPB (The Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis, Pays-Bas), le GEP (The Leverhulme Centre for Research on Globalisation and Economic Policy, School of Economics of the University of Nottingham, Nottingham, Royaume-Uni), l'IDE-JETRO (Institute of Developing Economies-Japan External Trade Organization, Japon), l'IFPRI (International Food Policy Research Institute, Washington DC, États-Unis), l'IIIS (Institute for International Integration Studies, Irlande), le SIAW (Swiss Institute for International Economics and Applied Economic Research, St Gallen, Suisse) et enfin l'UNECA (United Nations - Economic Commission for Africa, Addis Ababa, Éthiopie). Les études effectuées portent sur la spécialisation européenne, la mesure des barrières aux échanges de services, les biocarburants. Atllass a été prolongé en novembre 2010 pour une année.

Consortium EFIGE

(European Firms In Global Economy)

Le consortium EFIGE a pour objectif d'apporter une analyse économique des politiques interne et externe en matière de compétitivité, et d'examiner les stratégies d'internationalisation des firmes européennes. EFIGE fait suite au projet EFIM. Il a reçu le soutien de la DG Recherche de la Commission européenne à travers son programme FP7. Le consortium a été monté pour un travail de septembre 2008 à septembre 2012.

La globalisation a accru la pression concurrentielle sur les entreprises européennes, aussi bien sur les marchés internationaux que sur le marché intérieur. Cette pression creuse le fossé entre gagnants et perdants à la mondialisation, entre les secteurs comme au sein de chaque

industrie. Comprendre l'interaction entre la mondialisation et l'économie européenne nécessite une analyse approfondie de la façon dont les entreprises font face à cet environnement difficile. En particulier, il nous faut comprendre comment elles sont amenées à réorganiser leurs activités internationales, sur le marché intérieur et hors d'Europe. C'est à cela que les partenaires d'EFIGE travaillent.

Les instituts membres: Banca d'Italia, Banco de España, Banque de France, Bruegel, CEPII, CEPR, Deutsche Bundesbank, IAW, IEHAS, KIETI, Ld'A, National Bank of Belgium, OECD, ONB, Unicredit Group & Universidad Carlos III de Madrid.

Réseau ELSNIT

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour l'Intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres :

CEPII, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (Paris, France).

CREI, Centre de Recerca en Economia Internacional (Barcelone, Espagne).

IADB, Inter-American Development Bank (Washington DC, États-Unis).

IFW, Institut für Weltwirtschaft (Kiel, Allemagne).

IUE, Institut Universitaire Européen (San Domenico di Fiesole, Italie).

Réseau ENEPRI

Le réseau ENEPRI (European Network of Economic Policy Research Institutes), piloté par le CEPS, réalise des études, organise des séminaires et publie des documents de travail dans le domaine de la politique économique.

Les instituts membres :

CASE, Center for Social and Economic Research (Pologne).

CED, Center for Economic Development (Bulgarie).

CEE, Center for Economics and Econometrics, Bogazici University (Turquie).

CEPII, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (France).

CEPS, Centre for European Policy Studies (Belgique).
CERGE-EI, Centre for Economic Research and Graduated Education, Charles University (République tchèque).
CG&G, Center for Globalization & Governance (Portugal).
CPB, Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis (Pays-Bas).
DIW, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (Allemagne).
ESRI, Economic and Social Research Institute (Irlande).
ETLA, The Research Institute of the Finnish Economy (Finlande).
Europrism Cyprus (Chypre).
FEDEA, Fundación de Estudios De Economía Aplicada (Espagne).
FPB, Belgian Federal Planning Bureau (Belgique).
ICCS/E3MLab, Institute of Communication and Computer Systems/ E3M-Lab (Grèce).
IER, Institute for Economic Research (Slovénie).
IEP, The Gaidar Institute for Economic Policy (Russie).
IHS, Institute for Advanced Studies (Autriche).
IoE, Institute of Economics - Bulgarian Academy of Sciences (Bulgarie).
ISAE, Istituto di Studi e Analisi Economica (Italie).
NIESR, National Institute for Economic and Social Research (Royaume-Uni).
PRAXIS, Center for Policy Studies (Estonie).
SAVBA, Institute of Economic Research Slovak Academy of Sciences (Slovaquie).
SFI, Danish National Institute of Social Research (Danemark).
SSB Statistics Norway, Research Department Statistics (Norvège).
TARKY, Social Research Centre Inc. (Hongrie).
TEPAV, Economic Policy Research Foundation of Turkey (Turquie).

Consortium FINESS

(Financial Systems, Efficiency and Stimulation of Sustainable Growth)

Le consortium FINESS (7^e programme-cadre de la Commission européenne) a pour objet d'apporter une compréhension claire des implications du processus d'intégration financière qui est actuellement en cours en Europe sur la croissance économique, l'emploi et la compétitivité et d'en tirer les principaux enseignements pour la conduite de la politique économique.

Au niveau macroéconomique, le rôle des systèmes financiers et leurs canaux de transmission seront explorés par différentes techniques économétriques, en prenant en compte les interactions dynamiques qui existent entre les marchés financiers, le marché des biens et services,

ainsi que les marchés du travail. Une gamme d'indicateurs pour mesurer le degré d'intégration financière sera construite et développée par le consortium.

L'approche comparative retenue par le consortium est particulièrement utile pour découvrir les catalyseurs et les goulots d'étranglement dans l'architecture des systèmes financiers. En examinant des ensembles de données uniques, le consortium étudiera en détail le rôle de la structure financière, c'est-à-dire du secteur bancaire, sur la création d'entreprises et leur durée de vie.

Les instituts membres :

CEPII (France); DIW (Allemagne); ICEG, International Center for Economic Growth (Hongrie); Institute for Market Economics (Bulgarie); IFO Munich (Allemagne); IME, Institute for Market Economics (Bulgarie); Université de Cambridge (Royaume-Uni); Université de Gand (Belgique); Université de Tübingen (Allemagne).

Consortium GTAP

Le CEPII est membre du consortium GTAP (*Global Trade Analysis Project*). La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par tous les chercheurs dans le monde pour étudier les politiques commerciales en équilibre général. Le CEPII contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données MAcMap. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DGTPE.

Les instituts membres :

AERI, Agricultural Economics Research Institute (The Hague, The Netherlands).

ADB, Asian Development Bank (Mandaluyong City, Philippines).

ABARE, Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics (Canberra, Australia).

CEPII, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (Paris, France).

ESRI, Economic and Social Research Institute, Cabinet Office (Tokyo, Japan).

ERS/USDA, Economic Research Service of the United States Department of Agriculture (Washington DC, USA).

EPRI, Electric Power Research Institute (Palo Alto, USA).

EU, European Commission (Bruxelles, Belgique).

FAO, Food and Agriculture Organization of the United Nations (Rome, Italie).

FOI, Institute of Food and Resource Economics (Frederiksberg, Danemark).

IADB, Inter-American Development Bank (Washington DC, USA).

IFPRI, International Food Policy Research Institute (Washington DC, USA).

ITC, International Trade Centre (Genève, Suisse).

Johann Heinrich von Thünen Institute (Braunschweig, Allemagne).

MIT Joint Program on the Science and Policy of Global Change (Cambridge MA, USA).

Nathan Associates Inc. (Arlington, USA).

OECD, Environment Directorate (Paris, France).

Productivity Commission (Belconnen, Australia).

RIETI, Research Institute of Economy, Trade and Industry (Tokyo, Japan).

The World Bank (Washington DC, USA).

UNCTAD, United Nations Conference on Trade and Development (Geneva, Switzerland).

UNECA, United Nations Economic Commission for Africa (Addis Ababa, Éthiopie).

University of Hohenheim (Stuttgart, Allemagne).

US Department of Energy (Washington DC, USA).

US-EPA, US Environmental Protection Agency, Economy and Environment Division (Washington DC, USA).

USITC, US International Trade Commission (Washington DC, USA).

USDA-FAS, Economic Research Service on the United States Department of Agriculture (Washington DC, USA).

WTO, World Trade Organization (Geneva, Switzerland).

MODELS – MModel Development for the Evaluation of Lisbon Strategies (Développement de modèles pour l'évaluation de la stratégie de Lisbonne)

Le projet de recherche "MODELS" a pour objectif d'améliorer les modèles économiques globaux existants. Il vise par ailleurs à fournir à la Commission européenne des versions de ces outils destinées à l'analyse des politiques économiques ainsi qu'à l'évaluation de la stratégie de Lisbonne. Le projet permet ainsi d'améliorer et de livrer les modèles GEM-E3, WorldScan, MIRAGE et NEMESIS. Tous sont des modèles multi-pays et multi-secteurs. GEM-E3, WorldScan, MIRAGE appartiennent à la famille des modèles d'équilibre général calculable; NEMESIS à celle des modèles macro-économétriques. En outre, GEM-E3 et NEMESIS proposent une modélisation détaillée de l'énergie et les systèmes environnementaux.

Ces quatre modèles sont dynamiques et incluent une représentation de l'évolution technologique. Afin de produire des analyses de l'impact économique des réformes structurelles liées à l'agenda de Lisbonne, ceux-ci sont améliorés dans les directions suivantes: l'évaluation des objectifs des connaissances grâce à une croissance endogène pilotée

par la technologie, l'évaluation des objectifs sur l'emploi grâce à la modélisation plus complexe du marché du travail et du capital humain, l'évaluation du marché intérieur et du commerce des services grâce à la modélisation de la concurrence imparfaite avec des économies d'échelle, l'évaluation des objectifs environnementaux via l'intégration de l'énergie et des systèmes environnementaux et leurs liens avec la croissance et l'investissement, alimentés par un progrès technologique endogène.

Les modèles et les bases de données sont donc améliorés pour couvrir le marché du travail, le secteur de la R & D, la désagrégation des types de ménages (qui permet l'analyse des effets redistributifs des politiques) et la concurrence sur le marché des biens.

Un effort particulier est consacré aux échanges entre scientifiques des différents centres de recherche, tant sur la modélisation que sur les applications liées à l'agenda de Lisbonne. Le projet établit également une revue de la littérature sur les modèles économiques globaux et propose une analyse des nouvelles politiques en matière d'évaluation d'impact des réformes structurelles.

CPB, Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis.

CEPII, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales.

ERASME, Centrale Recherche SA.

European Commission (DG RTD).

IPTS, Institute for Prospective Technological Studies – Joint Research Centre.

Réseau RIEF

Le réseau *Research in International Economy and Finance* (RIEF) s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres :

ADRES, Association pour le Développement de la Recherche en Économie et en Statistique.

CEPII, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales.

ENPC, École Nationale des Ponts et Chaussées.

GREQAM, Groupement de Recherche en Économie Quantitative d'Aix Marseille.

IFPRI, International Food Policy Research Institute.

PSE, Paris-Jourdan Sciences Économiques.

THEMA, THéorie Économique, Modélisation et Applications, laboratoire de recherche en économie.

ULB, Université Libre de Bruxelles.

Université de Paris I.

SERVICEGAP

Le projet SERVICEGAP étudie les questions soulevées, dans le domaine de la recherche académique comme dans celui des décisions publiques, par l'essor du secteur des services dans l'économie mondiale. Il le fait notamment à travers l'examen de l'évolution de la productivité dans les secteurs de services, des liens entre les services et les autres secteurs, ou encore des changements technologiques dans les moyens de fourniture de services.

L'objectif global de ces recherches est de réaliser une vaste étude de l'impact du marché des services sur la croissance économique globale de l'Union européenne, au regard des performances des régions concurrentes, et en particulier les États-Unis.

Le projet est divisé en trois grands thèmes de recherche : la mesure de la productivité dans les services, les changements technologiques et l'internationalisation. C'est sur dernier thème que porte l'essentiel des contributions du CEPII.

Les partenaires :

The University of Birmingham (RU), Economic and Social Research Institute (Irlande), ZEW (Allemagne), NIESR (RU), CASE (Pologne), Institute for World Economy (Allemagne), HIS (Autriche), ETLA (Finlande), IER (Slovénie), CEPS (Belgique), CEPII (France), CIREM (France), WIFO (Autriche).

Rapport d'activité 2010



CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO ET COUVERTURE

Isabelle Bartolozzi

IMPRESSION

Centre d'analyse stratégique

CEPII

*113, rue de Grenelle - 75700 Paris SP 07
www.cepii.fr*

Imprimé en mai 2011